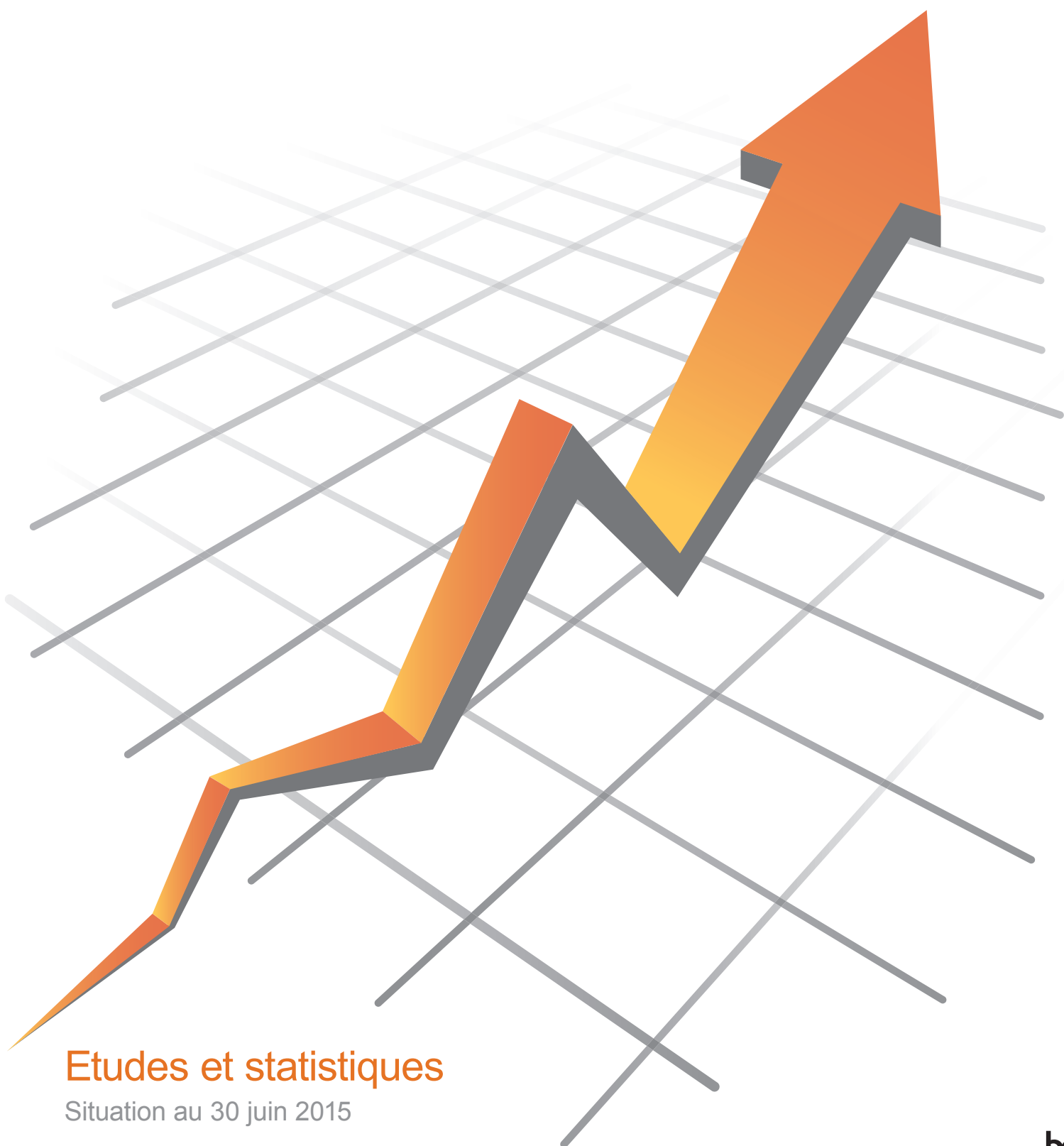


Indicateurs trimestriels du marché du travail



Etudes et statistiques

Situation au 30 juin 2015

Préface

L'Onem publie une statistique mensuelle du chômage indemnisé, dont le contenu a été enrichi depuis le 1^{er} janvier 2011. Cette statistique, basée sur les paiements d'allocations de chômage, est publiée aux environs du 25 du mois suivant.

L'Onem publie également un rapport annuel détaillé sur l'ensemble de ses missions (chômage, chômage avec complément d'entreprise, interruption de carrière et crédit temps, titres-service et autres mesures pour l'emploi...). Ce rapport est publié en mars de l'année suivante.

La présente publication s'insère entre les deux publications précédentes.

Sa périodicité trimestrielle permet :

- d'une part, de réduire sensiblement les effets saisonniers ou techniques qui peuvent affecter des statistiques mensuelles basées sur les paiements ;
- d'autre part, de déceler de manière plus rapide que dans un rapport annuel des tendances d'évolution du marché du travail.

Son contenu est basé pour l'essentiel sur des indicateurs qui relèvent des missions de l'Onem. Ils sont répartis en 11 chapitres :

- Conjoncture
- Chômage temporaire
- Fermetures et créations d'entreprises
- Chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi
- Chômeurs avec complément d'entreprise et chômeurs âgés dispensés
- Mesures pour l'emploi : activation des allocations, titres-services ...
- Interruption de carrière et crédit-temps
- Mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut Unique
- Evolution globale des allocataires
- Comparaison internationale
- Evolution sur 10 ans

Afin de bien situer ces indicateurs dans un contexte plus global et de renforcer l'analyse, le premier chapitre donne quelques indicateurs conjoncturels supplémentaires issus de sources externes (évolution de la conjoncture économique, des offres d'emploi et du travail intérimaire) et l'avant-dernier chapitre donne des éléments de comparaison internationale.

Le trimestre sous revue est en outre situé dans une perspective historique qui remonte au premier trimestre 2007, ce qui permet un suivi de l'évolution des effets de la crise et des comparaisons avec la situation d'avant la crise. Le dernier chapitre donne, pour les indicateurs principaux, une comparaison des trimestres correspondants des 10 dernières années, ce qui permet d'élargir cette perspective historique.

L'Onem continue bien sûr à publier sur son site (www.onem.be) :

- de nombreuses statistiques préformatées ;
- des statistiques interactives très détaillées et très récentes (aussi sur les fermetures d'entreprises) ;
- des études et analyses sur des thèmes spécifiques.

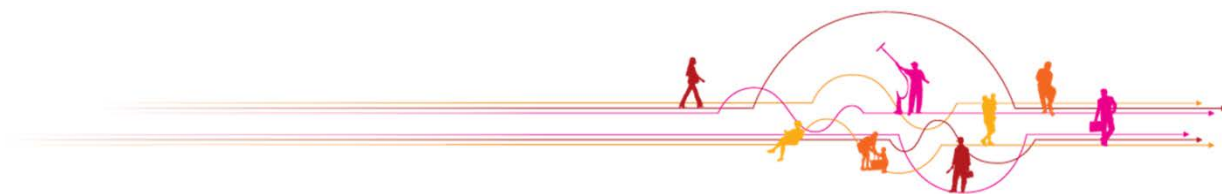
L'objectif est de compléter ainsi la contribution de l'Onem à l'analyse et au progrès de notre marché du travail.

L'Administrateur général



Georges CARLENS

Table des matières



Préface	1
1 Evolution de la conjoncture	1
1.1 PIB	1
1.2 Baromètre de la conjoncture	3
1.3 Offres d'emploi	4
1.4 Intérim	6
2 Evolution des chômeurs temporaires	8
2.1 En unités physiques	8
2.2 En unités budgétaires	10
2.3 Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés)	12
2.4 Dont suspension employés	13
2.5 Evolution du chômage temporaire par branche d'activité	14
3 Evolution des créations et des disparitions d'entreprises	15
3.1 Evolution des faillites	15
3.1.1 Avec ou sans perte d'emplois.....	15
3.1.2 Avec perte d'emplois	17
3.1.3 Emplois perdus à la suite de faillites	19
3.2 Evolution des licenciements collectifs	21
3.3 Evolution des créations d'entreprises	23
4 Evolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE)	25
4.1 Par région	25
4.2 Par sexe	27
4.3 Par classe d'âge	29
4.4 Par base d'admission	31
4.5 Par durée de chômage	33
4.6 Par catégorie familiale	35

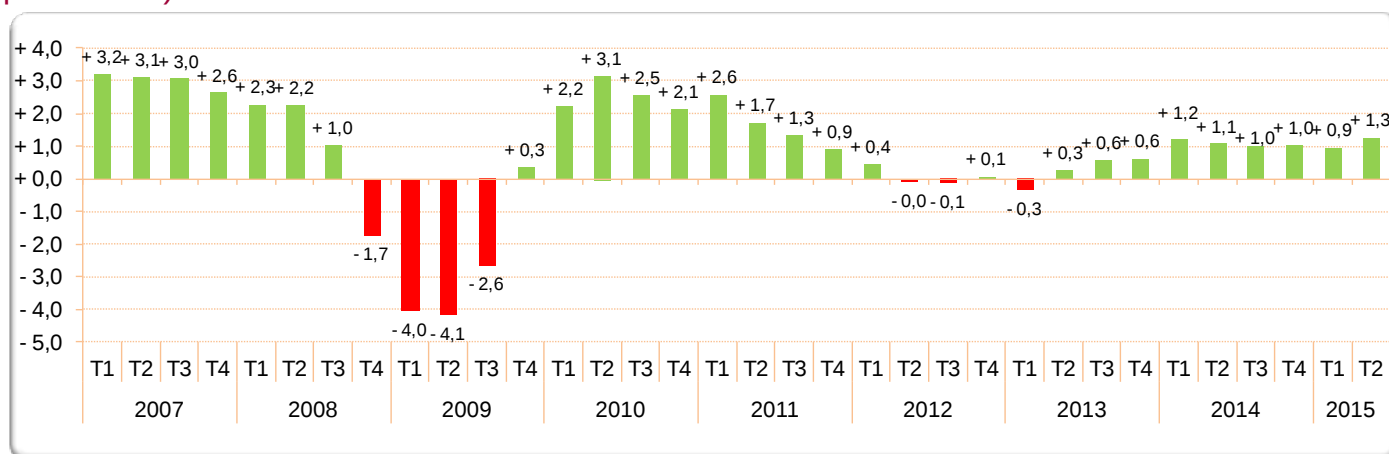
5	Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés	37
<i>5.1</i>	<i>Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise</i>	<i>39</i>
<i>5.2</i>	<i>Evolution des chômeurs âgés dispensés</i>	<i>40</i>
6	Evolution des mesures pour l'emploi	41
<i>6.1</i>	<i>Evolution des mesures pour l'emploi (à l'exception des titres-services)</i>	<i>41</i>
<i>6.1.1</i>	<i>Evolution globale selon le régime.....</i>	<i>41</i>
<i>6.1.2</i>	<i>Evolution du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés</i>	<i>42</i>
<i>6.1.3</i>	<i>Evolution des stages de transition.....</i>	<i>43</i>
<i>6.2</i>	<i>Titres-services</i>	<i>44</i>
7	Evolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps	45
8	Evolution des mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut Unique	47
<i>8.1</i>	<i>Primes de crise et allocations de licenciement</i>	<i>47</i>
<i>8.2</i>	<i>Les indemnités en compensation du licenciement</i>	<i>48</i>
9	Evolution des 3 groupes d'allocataires	49
10	Comparaison internationale	50
<i>10.1</i>	<i>Taux de chômage</i>	<i>50</i>
<i>10.2</i>	<i>Evolution de l'emploi</i>	<i>51</i>
11	Evolution sur 10 ans	52
<i>11.1</i>	<i>Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi</i>	<i>52</i>
<i>11.2</i>	<i>Les chômeurs complets indemnisés non-demandeurs d'emploi</i>	<i>54</i>
<i>11.3</i>	<i>Les chômeurs complets indemnisés dans leur ensemble (DE et non-DE)</i>	<i>55</i>
<i>11.4</i>	<i>Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés</i>	<i>56</i>
<i>11.5</i>	<i>Les chômeurs temporaires</i>	<i>57</i>

Evolution de la conjoncture

1.1 PIB

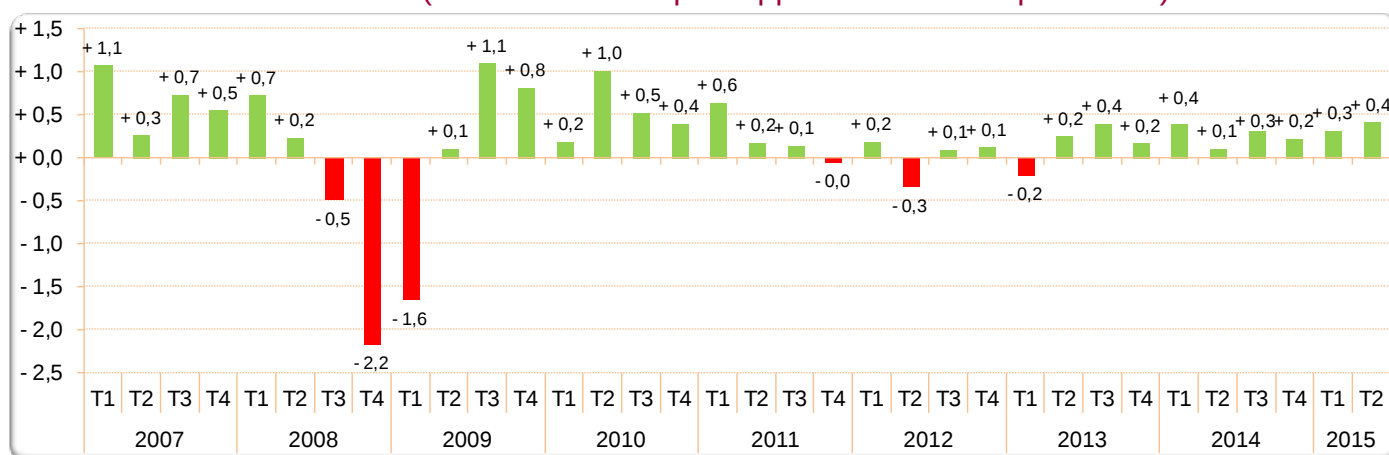
Graphique 1

Evolution trimestrielle du PIB (variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente)



Graphique 2

Evolution trimestrielle du PIB (variation relative par rapport au trimestre précédent)



Source: BNB – PIB en volume – année de référence 2012 - données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier

Après une très mauvaise année 2009, la conjoncture économique se redresse dès l'année suivante et durant tout le premier semestre 2011. A partir du second semestre 2011, le PIB progresse toujours sur une base annuelle (cf. graphique 1) mais stagne sur une base trimestrielle (cf. graphique 2). Du 2^{ème} trimestre 2012 jusqu'au 1^{er} trimestre 2013, le PIB aussi sur base annuelle n'a plus progressé.

Le 2^{ème} trimestre 2013 marque un tournant : le PIB renoue progressivement à nouveau avec la croissance autant sur une base trimestrielle qu'annuelle. La croissance, sur base annuelle, est restée stable depuis début 2014 (environ + 1,0 %). En T2 2015, sur base annuelle, elle est de + 1,3 % ce qui constitue la variation la plus importante en 4 ans.

Tableau 1
Evolution du PIB

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 *	2016 *		
PIB	378 714	382 317	372 315	381 625	387 836	388 184	389 291	393 413	397 741	398 527	399.314	400.888
Evolution	+ 3.0 %	+ 1.0 %	- 2.6 %	+ 2.5 %	+ 1.6 %	+ 0.1 %	+ 0.3 %	+ 1.1 %	+ 1.1 %	+ 1.3 %	+ 1.5 %	+ 1.9 %

* Prévisions

Les prévisions les plus récentes¹ font état d'une évolution du PIB comprise entre + 1,1 % et + 1,3 % pour 2015 et entre +1,5 % et + 1,9 % pour 2016.

¹ Sources : Bureau fédéral du Plan, IRES, BNB, Commission européenne, OCDE.

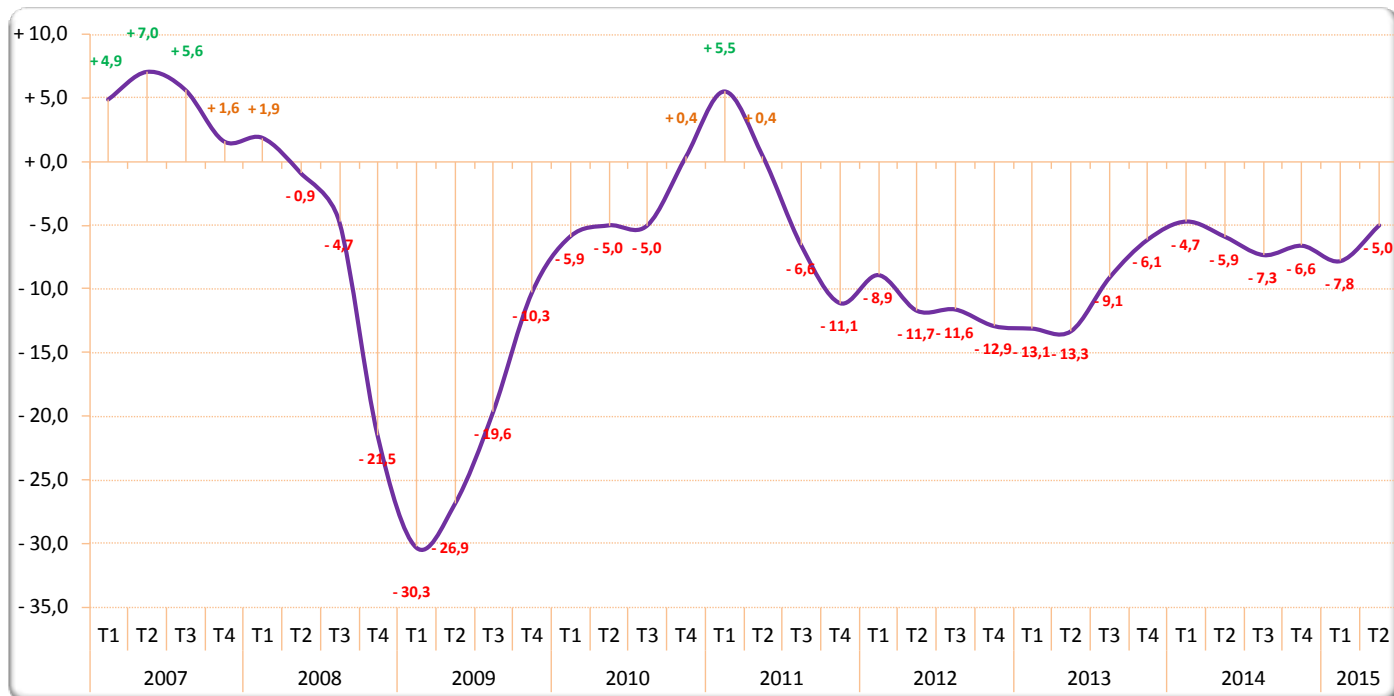
1.2

Baromètre de la conjoncture

Le baromètre de la conjoncture basé sur une enquête menée auprès d'un échantillon d'entrepreneurs traduit le sentiment du monde économique envers l'évolution de la conjoncture ; s'il est positif, cela témoigne de la confiance des entrepreneurs dans l'évolution future de la conjoncture.

Graphique 3

Evolution du baromètre de la conjoncture



Source: BNB – Enquête mensuelle de conjoncture auprès des entreprises

Après avoir plongé durant la crise, le baromètre de la conjoncture s'était redressé par la suite pour redevenir positif durant 3 trimestres consécutifs (de T4 2010 à T2 2011). Par la suite, il s'est de nouveau replié pour se cantonner aux alentours des - 11 à - 13 points. Depuis le 3^{ème} trimestre 2013, la confiance des entrepreneurs s'est de nouveau raffermie de sorte que le baromètre de la conjoncture se situe au 1^{er} trimestre 2014 au-dessus de la barre des - 5 points. Ensuite, on note à nouveau un léger repli jusqu'aux alentours des - 7 points. En T2 2015, la courbe d'évolution du baromètre de la conjoncture remonte quelque peu : - 5,0 points.

1.3 Offres d'emploi

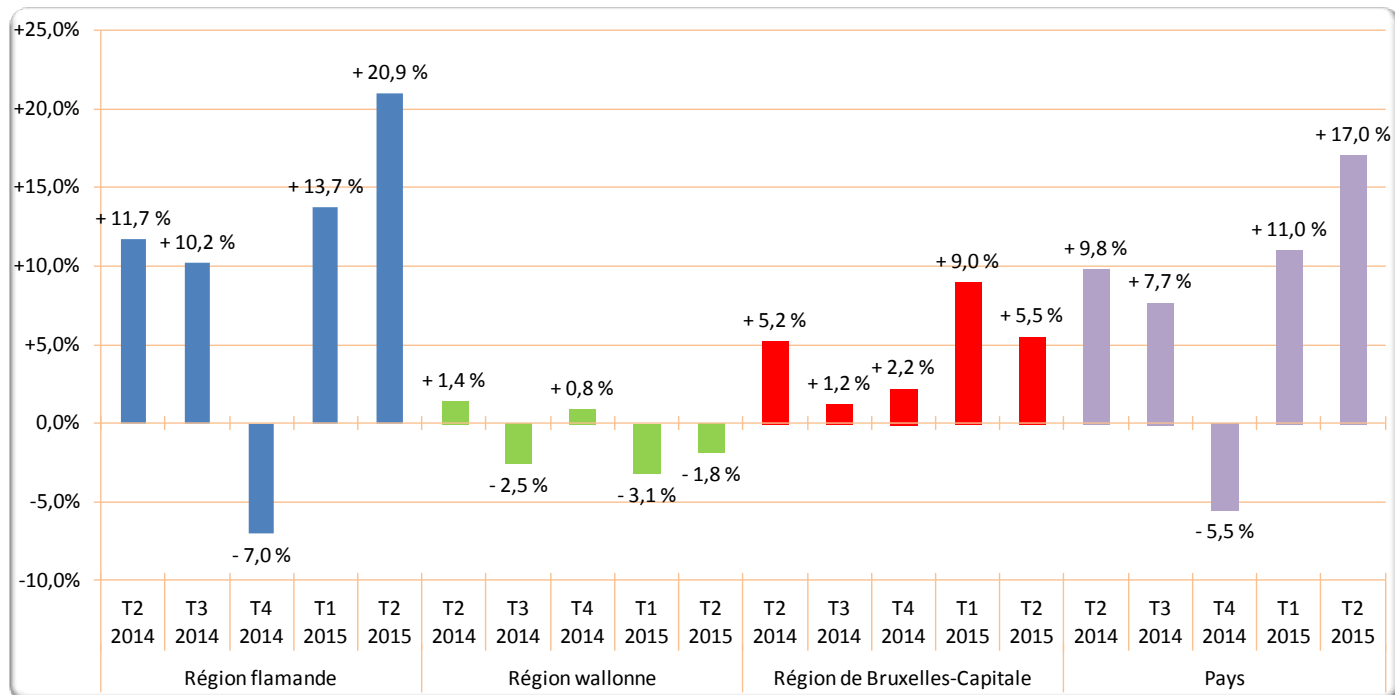
Tableau 2
Evolution du nombre d'offres d'emploi par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles- Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles- Capitale	Pays
2007	T1	72.132	18.174	3.392	93.698	2007	T1	100	100	100	100
	T2	73.173	20.240	3.109	96.522		T2	100	100	100	100
	T3	72.024	18.050	3.313	93.387		T3	100	100	100	100
	T4	64.332	17.183	3.315	84.830		T4	100	100	100	100
	Année	281.661	73.647	13.129	368.437		Année	100	100	100	100
2008	T1	73.365	20.045	3.866	97.276	2008	T1	102	110	114	104
	T2	71.934	18.409	3.859	94.202		T2	98	91	124	98
	T3	66.774	19.385	3.992	90.151		T3	93	107	120	97
	T4	57.049	14.610	3.705	75.364		T4	89	85	112	89
	Année	269.122	72.449	15.422	356.993		Année	96	98	117	97
2009	T1	60.359	18.879	3.854	83.092	2009	T1	84	104	114	89
	T2	57.971	15.232	3.364	76.567		T2	79	75	108	79
	T3	50.348	16.397	4.448	71.193		T3	70	91	134	76
	T4	48.910	13.142	3.795	65.847		T4	76	76	114	78
	Année	217.588	63.650	15.461	296.699		Année	77	86	118	81
2010	T1	64.073	18.060	4.348	86.481	2010	T1	89	99	128	92
	T2	67.718	17.487	3.937	89.142		T2	93	86	127	92
	T3	66.333	17.417	4.872	88.622		T3	92	96	147	95
	T4	64.156	15.646	4.209	84.011		T4	100	91	127	99
	Année	262.280	68.610	17.366	348.256		Année	93	93	132	95
2011	T1	79.939	19.867	4.860	104.666	2011	T1	111	109	143	112
	T2	83.919	19.560	5.213	108.692		T2	115	97	168	113
	T3	76.136	18.572	5.805	100.513		T3	106	103	175	108
	T4	67.429	15.563	5.255	88.247		T4	105	91	159	104
	Année	307.423	73.562	21.133	402.118		Année	109	100	161	109
2012	T1	74.596	18.644	5.305	98.545	2012	T1	103	103	156	105
	T2	75.647	15.095	4.673	95.415		T2	103	75	150	99
	T3	63.881	17.066	4.271	85.218		T3	89	95	129	91
	T4	61.721	13.455	3.962	79.138		T4	96	78	120	93
	Année	275.845	64.260	18.211	358.316		Année	98	87	139	97
2013	T1	67.143	14.660	4.706	86.509	2013	T1	93	81	139	92
	T2	68.249	12.813	4.334	85.396		T2	93	63	139	88
	T3	65.448	12.961	4.989	83.398		T3	91	72	151	89
	T4	70.698	11.962	4.184	86.844		T4	110	70	126	102
	Année	271.538	52.396	18.213	342.147		Année	96	71	139	93
2014	T1	75.287	14.065	4.567	93.919	2014	T1	104	77	135	100
	T2	76.215	12.993	4.560	93.768		T2	104	64	147	97
	T3	72.108	12.637	5.049	89.794		T3	100	70	152	96
	T4	65.755	12.063	4.275	82.093		T4	102	70	129	97
	Année	289.365	51.758	18.451	359.574		Année	103	70	141	98
2015	T1	85 623	13 625	4 976	104 224	2015	T1	119	75	147	111
	T2	92 180	12 759	4 810	109 749		T2	126	63	155	114

Sources: VDAB, FOREM, ACTIRIS et ADG - Offres d'emploi reçues par les services publics régionaux de l'emploi, issues du circuit économique normal à l'exclusion de l'intérim et des échanges d'offres entre services régionaux. Depuis 2012, le VDAB répertorie les offres d'emploi relatives aux indépendants hors du circuit normal du travail et depuis 2014, il en est de même pour les jobs d'étudiants. Pour des soucis de cohérence avec les autres services régionaux de l'emploi, nous les intégrons toujours au circuit normal du travail.

Graphique 4

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Durant l'année 2009, le nombre d'offres d'emploi reçues par les services régionaux de l'emploi avait chuté en Région flamande et en Région wallonne. En Région de Bruxelles-Capitale, par contre, la tendance était restée positive. En 2010 et 2011, on observait, sur base annuelle, dans chaque région une remontée progressive du nombre d'offres d'emploi reçues (toutes régions confondues : + 17,4 % en 2010 et + 15,5 % en 2011). Le niveau atteint en 2011 dépassait même celui d'avant la crise.

L'année 2012 enregistre un revirement de tendance : le nombre d'offres d'emploi fléchit de nouveau progressivement. En Région wallonne, la tendance reste légèrement baissière jusqu'à aujourd'hui. En Région flamande et en Région de Bruxelles-Capitale, par contre, le nombre d'offres d'emploi est reparti à la hausse (à l'exception d'une seule baisse) depuis T3 2013.

Durant le 1^{er} semestre de 2015, cette hausse s'est encore renforcée en Région flamande et en Région de Bruxelles-Capitale. En T2 2015, à un an intervalle, le nombre d'offres d'emploi reçues a augmenté de 20,9 % en Région flamande et de 5,5 % en Région de Bruxelles-Capitale. Le recul a été de 1,8 % en Région wallonne. Au niveau du pays, cela s'est traduit par une hausse de 17,0 %.

1.4 Intérim

Tableau 3
Evolution de l'intérim par segment

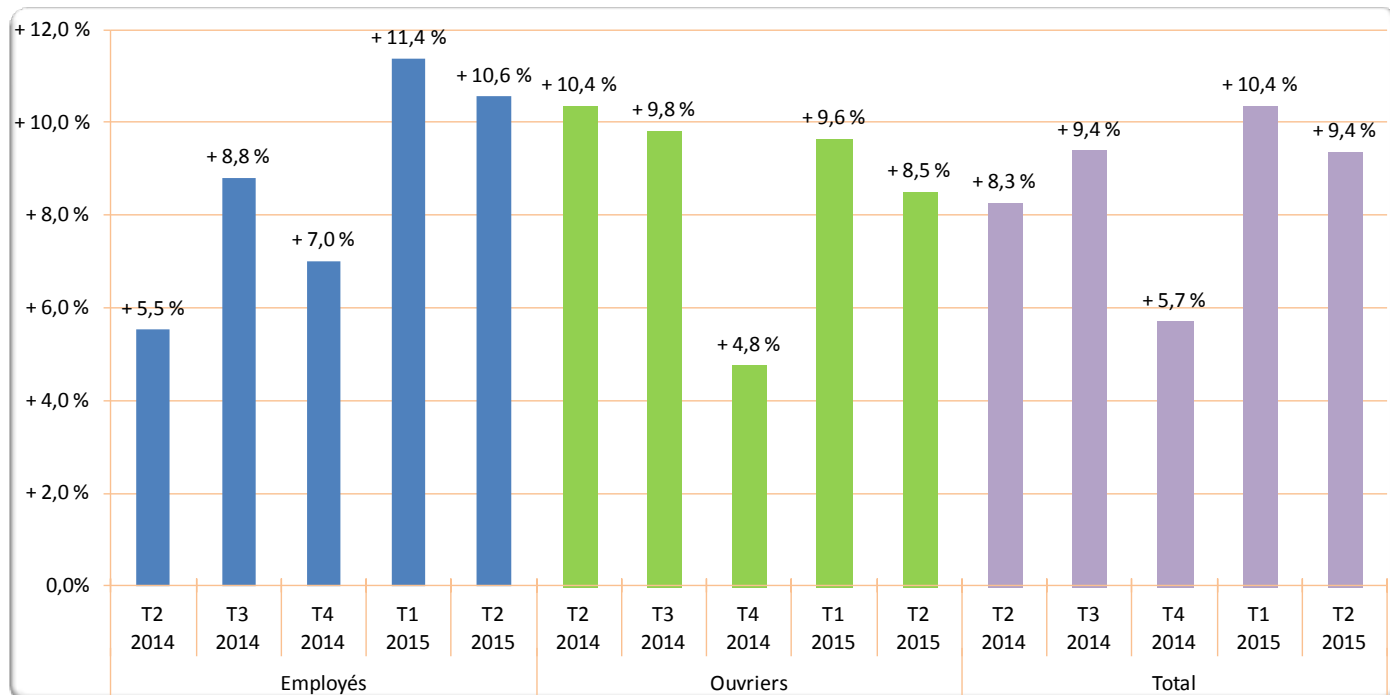
Employés					Ouvriers				
Total					Employés				
2007	T1	228 623	412 530	641 153	2007	T1	100	100	100
	T2	237 827	413 370	651 196		T2	100	100	100
	T3	239 835	403 651	643 485		T3	100	100	100
	T4	244 965	396 632	641 597		T4	100	100	100
	Année	237 813	406 546	644 358		Année	100	100	100
2008	T1	254 050	411 128	665 179	2008	T1	111	100	104
	T2	252 345	394 572	646 917		T2	106	95	99
	T3	251 381	365 416	616 797		T3	105	91	96
	T4	239 816	324 770	564 586		T4	98	82	88
	Année	249 398	373 972	623 370		Année	105	92	97
2009	T1	226 581	274 329	500 910	2009	T1	99	66	78
	T2	214 462	255 784	470 247		T2	90	62	72
	T3	207 780	264 646	472 426		T3	87	66	73
	T4	208 887	279 022	487 909		T4	85	70	76
	Année	214 428	268 445	482 873		Année	90	66	75
2010	T1	211 917	289 490	501 407	2010	T1	93	70	78
	T2	217 204	313 477	530 682		T2	91	76	81
	T3	223 389	328 630	552 019		T3	93	81	86
	T4	228 710	342 042	570 752		T4	93	86	89
	Année	220 305	318 410	538 715		Année	93	78	84
2011	T1	232 621	359 567	592 188	2011	T1	102	87	92
	T2	234 265	356 083	590 349		T2	99	86	91
	T3	234 579	345 680	580 260		T3	98	86	90
	T4	232 527	337 865	570 391		T4	95	85	89
	Année	233 498	349 799	583 297		Année	98	86	91
2012	T1	228 055	324 563	552 618	2012	T1	100	79	86
	T2	227 649	318 405	546 054		T2	96	77	84
	T3	226 197	307 654	533 851		T3	94	76	83
	T4	225 133	295 406	520 539		T4	92	74	81
	Année	226 759	311 507	538 266		Année	95	77	84
2013	T1	226 550	287 169	513 719	2013	T1	99	70	80
	T2	220 465	288 426	508 891		T2	93	70	78
	T3	219 271	294 341	513 612		T3	91	73	80
	T4	224 965	309 091	534 056		T4	92	78	83
	Année	222 813	294 757	517 570		Année	94	73	80
2014	T1	224 212	311 465	535 678	2014	T1	98	76	84
	T2	232 674	318 306	550 981		T2	98	77	85
	T3	238 588	323 260	561 848		T3	99	80	87
	T4	240 752	323 784	564 536		T4	98	82	88
	Année	234 057	319 204	553 261		Année	98	79	86
2015	T1	249 735	341 514	591 248	2015	T1	109	83	92
	T2	257 263	345 405	602 668		T2	108	84	93

Source : Federgon – Les chiffres du tableau de gauche donnent une estimation du nombre moyen d'heures d'intérim prestées par jour en Belgique au cours du trimestre concerné.²

² Cette moyenne journalière par trimestre a été calculée comme la moyenne arithmétique des moyennes journalières des trois mois du trimestre. Les chiffres trimestriels qui sont basés sur le volume réel d'heures d'intérim prestées par trimestre sont disponibles sur le site de Federgon avec un retard d'environ 2 mois.

Graphique 5

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Après une mauvaise année 2009, le nombre d'heures prestées en intérim est remonté progressivement en 2010 et au cours des 3 premiers trimestres de l'année 2011. En T4 2011, le nombre d'heures prestées en intérim, à un an d'intervalle, a commencé à nouveau à diminuer et, en T1 2012, celui des employés aussi. Ce trend baissier s'est maintenu courant 2012 et durant les 3 premiers trimestres de 2013.

Depuis le 4^{ème} trimestre 2013, on assiste à un renversement du trend baissier. Le nombre d'heures prestées en intérim par les ouvriers augmente de nouveau, à un an d'intervalle. Cette hausse perdure durant les trimestres suivants. En T2 2015, elle atteint les 8,5 % mais le nombre d'heures prestées reste toutefois encore 16 % en dessous du niveau de T2 2007.

Chez les employés aussi, on constate à nouveau, à partir de T2 2014, une tendance haussière qui, de plus, semble s'accroître. Leur nombre d'heures prestées en intérim augmente de 10,6 % en T2 2015 dépassant ainsi à nouveau le niveau d'avant la crise.

Pour l'ensemble des 2 régimes, la hausse, à un an d'intervalle, atteint 9,4 % en T2 2015.

Evolution des chômeurs temporaires

2.1

En unités physiques

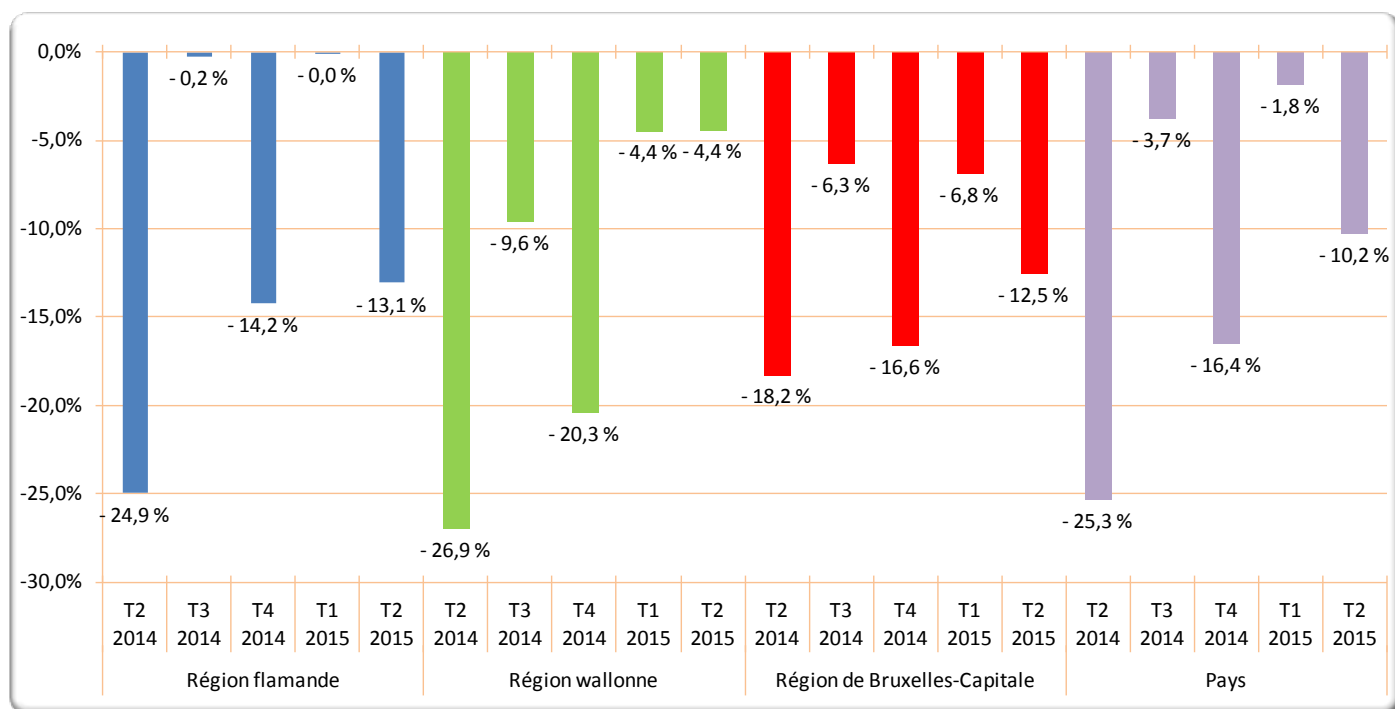
Tableau 4

Evolution des chômeurs temporaires par région en unités physiques

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	97 184	50 354	6 215	153 753	2007	T1	100	100	100	100
	T2	69 716	37 444	5 007	112 167		T2	100	100	100	100
	T3	61 041	34 522	3 874	99 438		T3	100	100	100	100
	T4	71 883	38 299	4 255	114 437		T4	100	100	100	100
	Année	74 956	40 155	4 838	119 949		Année	100	100	100	100
2008	T1	101 974	51 667	6 381	160 021	2008	T1	105	103	103	104
	T2	74 597	41 352	5 009	120 958		T2	107	110	100	108
	T3	70 485	33 961	4 025	108 471		T3	115	98	104	109
	T4	96 909	47 761	4 826	149 496		T4	135	125	113	131
	Année	85 991	43 685	5 060	134 737		Année	115	109	105	112
2009	T1	186 704	84 301	8 637	279 643	2009	T1	192	167	139	182
	T2	153 217	68 302	7 412	228 931		T2	220	182	148	204
	T3	103 057	48 219	5 791	157 067		T3	169	140	149	158
	T4	112 773	58 388	6 656	177 817		T4	157	152	156	155
	Année	138 938	64 802	7 124	210 864		Année	185	161	147	176
2010	T1	164 447	82 015	9 651	256 113	2010	T1	169	163	155	167
	T2	104 678	55 343	7 728	167 749		T2	150	148	154	150
	T3	76 246	40 348	5 976	122 569		T3	125	117	154	123
	T4	88 493	51 436	6 784	146 713		T4	123	134	159	128
	Année	108 466	57 285	7 535	173 286		Année	145	143	156	144
2011	T1	117 140	65 083	8 800	191 023	2011	T1	121	129	142	124
	T2	78 624	43 910	7 379	129 912		T2	113	117	147	116
	T3	71 370	38 567	6 026	115 963		T3	117	112	156	117
	T4	77 384	42 823	6 284	126 491		T4	108	112	148	111
	Année	86 129	47 596	7 122	140 847		Année	115	119	147	117
2012	T1	131 133	67 190	9 233	207 555	2012	T1	135	133	149	135
	T2	98 535	51 166	7 926	157 626		T2	141	137	158	141
	T3	79 908	42 343	6 588	128 839		T3	131	123	170	130
	T4	92 135	52 740	6 464	151 338		T4	128	138	152	132
	Année	100 428	53 360	7 552	161 340		Année	134	133	156	135
2013	T1	154 753	78 068	9 720	242 541	2013	T1	159	155	156	158
	T2	111 082	59 437	8 434	178 953		T2	159	159	168	160
	T3	70 959	40 153	6 121	117 233		T3	116	116	158	118
	T4	83 257	47 009	5 899	136 165		T4	116	123	139	119
	Année	105 013	56 167	7 544	168 723		Année	140	140	156	141
2014	T1	111 494	60 431	8 160	180 085	2014	T1	115	120	131	117
	T2	83 412	43 437	6 897	133 746		T2	120	116	138	119
	T3	70 792	36 317	5 737	112 846		T3	116	105	148	113
	T4	71 425	37 448	4 922	113 796		T4	99	98	116	99
	Année	84 281	44 408	6 429	135 118		Année	112	111	133	113
2015	T1	111 479	57 766	7 602	176 847	2015	T1	115	115	122	115
	T2	72 525	41 541	6 037	120 103		T2	104	111	121	107

Graphique 6

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Suite au déclenchement de la crise économique en 2008, le chômage temporaire s'envole littéralement au cours du 4^{ème} trimestre pour culminer au 2^{ème} trimestre de l'année suivante. Ensuite, il diminue progressivement malgré un léger rebond au premier trimestre 2010 du fait d'un hiver particulièrement rigoureux.

En début d'année 2012, le chômage temporaire repart à la hausse qui s'explique à la fois par l'évolution économique défavorable mais également par la hausse des intempéries au cours du premier semestre. Cette hausse s'étend sur toute l'année 2012.

Il résulte de la combinaison des effets d'une conjoncture défavorable et des intempéries survenues au cours de l'hiver 2012-2013 une hausse considérable du chômage temporaire au 1^{er} trimestre 2013 : + 16,9 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012 et au 2^{ème} trimestre 2013 : + 13,5 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2012. A partir du second semestre 2013, la tendance s'inverse. On note, en effet, du fait d'une conjoncture un peu meilleure et de conditions météorologiques plus favorables, une baisse progressive du chômage temporaire qui culmine au cours du 1^{er} semestre 2014. Depuis lors, l'évolution est plus erratique, constituée alternativement par de faibles puis de plus fortes baisses.

Au 2^{ème} trimestre 2015, le chômage temporaire a diminué de 10,2 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2014.

2.2

En unités budgétaires

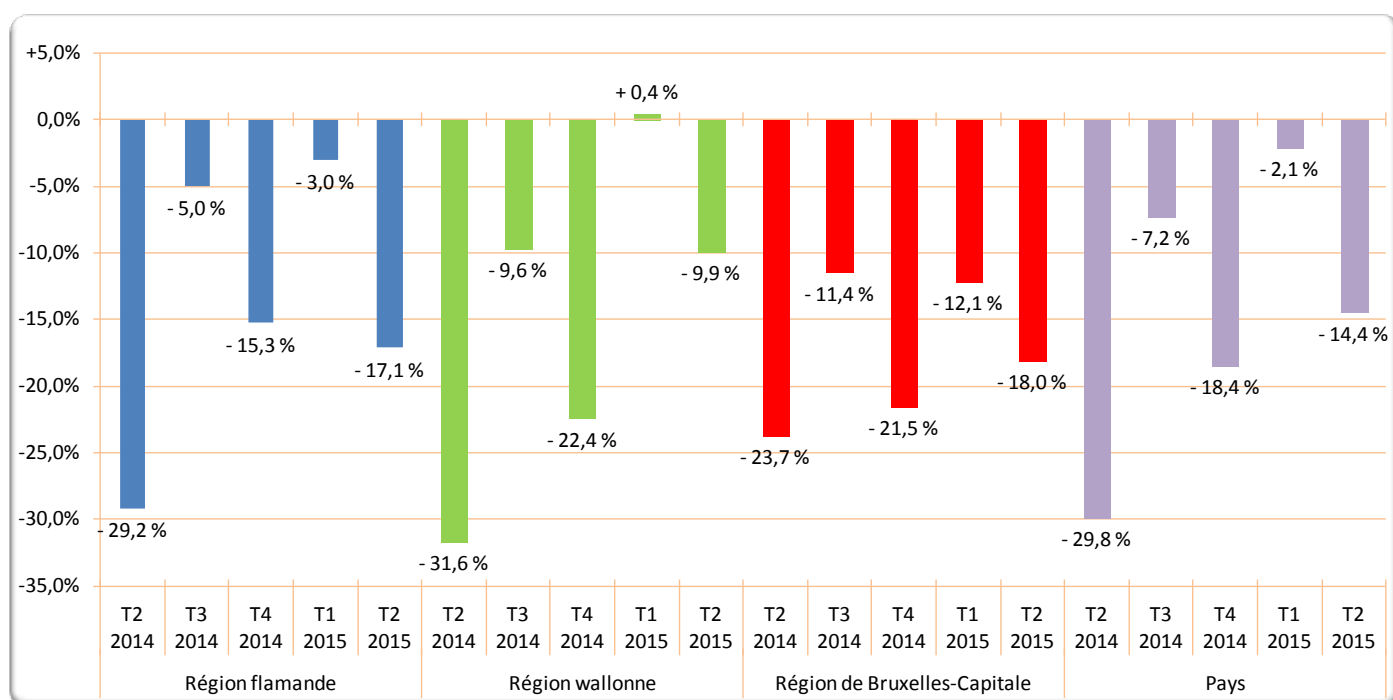
Tableau 5

Evolution des chômeurs temporaires par région en unités budgétaires

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	23 661	16 341	2 087	42 089	2007	T1	100	100	100	100
	T2	14 931	10 849	1 672	27 452		T2	100	100	100	100
	T3	12 372	9 549	1 455	23 376		T3	100	100	100	100
	T4	14 742	10 726	1 468	26 936		T4	100	100	100	100
	Année	16 427	11 866	1 670	29 963		Année	100	100	100	100
2008	T1	22 708	15 892	2 091	40 691	2008	T1	96	97	100	97
	T2	15 596	11 254	1 689	28 539		T2	104	104	101	104
	T3	13 826	9 091	1 449	24 366		T3	112	95	100	104
	T4	21 221	13 063	1 642	35 926		T4	144	122	112	133
	Année	18 338	12 325	1 718	32 381		Année	112	104	103	108
2009	T1	54 960	31 368	2 987	89 315	2009	T1	232	192	143	212
	T2	40 139	21 249	2 440	63 828		T2	269	196	146	233
	T3	24 560	14 534	1 935	41 029		T3	199	152	133	176
	T4	27 624	18 262	2 206	48 092		T4	187	170	150	179
	Année	36 821	21 353	2 392	60 566		Année	224	180	143	202
2010	T1	50 973	33 122	3 481	87 577	2010	T1	215	203	167	208
	T2	24 027	16 583	2 419	43 029		T2	161	153	145	157
	T3	16 394	11 962	1 892	30 248		T3	133	125	130	129
	T4	19 363	15 738	2 075	37 176		T4	131	147	141	138
	Année	27 689	19 351	2 467	49 507		Année	169	163	148	165
2011	T1	30 777	22 232	2 709	55 717	2011	T1	130	136	130	132
	T2	16 842	12 255	1 973	31 070		T2	113	113	118	113
	T3	14 141	10 699	1 746	26 586		T3	114	112	120	114
	T4	16 199	12 241	1 768	30 208		T4	110	114	120	112
	Année	19 490	14 357	2 049	35 895		Année	119	121	123	120
2012	T1	34 851	23 800	2 727	61 378	2012	T1	147	146	131	146
	T2	20 023	13 760	2 079	35 862		T2	134	127	124	131
	T3	15 783	11 254	1 870	28 908		T3	128	118	129	124
	T4	20 917	14 941	1 841	37 699		T4	142	139	125	140
	Année	22 894	15 939	2 129	40 962		Année	139	134	127	137
2013	T1	43 154	28 725	3 000	74 879	2013	T1	182	176	144	178
	T2	22 833	16 004	2 183	41 020		T2	153	148	131	149
	T3	13 841	9 839	1 653	25 333		T3	112	103	114	108
	T4	16 774	12 086	1 560	30 420		T4	114	113	106	113
	Année	24 151	16 664	2 099	42 913		Année	147	140	126	143
2014	T1	25 157	18 250	2 203	45 610	2014	T1	106	112	106	108
	T2	16 174	10 941	1 666	28 781		T2	108	101	100	105
	T3	13 149	8 890	1 464	23 503		T3	106	93	101	101
	T4	14 212	9 379	1 224	24 815		T4	96	87	83	92
	Année	17 173	11 865	1 639	30 677		Année	105	100	98	102
2015	T1	24 399	18 330	1 936	44 665	2015	T1	103	112	93	106
	T2	13 406	9 860	1 366	24 632		T2	90	91	82	90

Graphique 7

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



En général, les chômeurs temporaires ne perçoivent des allocations que pour quelques jours par mois. Dès lors, il est utile d'ajouter une présentation de leur évolution en unités budgétaires (équivalents temps plein). L'évolution globale est comparable mais les hausses enregistrées en unités budgétaires ont été, pendant la crise de 2009, plus fortes que celles enregistrées en unités physiques. Cela signifie que le nombre mensuel de jours chômés par ouvrier (ou employé) mis en chômage temporaire pendant la crise a été plus élevé qu'en temps normal.

Entre 2011 et 2012, cette tendance s'inverse. L'augmentation en unités budgétaires affiche 14,1 % contre 14,5 % en unités physiques.

Au cours du 1^{er} semestre 2013, du fait d'une conjoncture plus défavorable, le chômage temporaire augmente de manière importante ; la hausse en unités budgétaires dépasse à nouveau celle en unités physiques : respectivement, + 19,2 % et +15,4 %. Par la suite, l'évolution plus favorable de la conjoncture se traduit d'emblée à la fois par une forte baisse du chômage temporaire et par une inversion de la tendance : le nombre de jours chômés par mois diminue. Il en résulte une baisse en unités budgétaires qui dépasse celle exprimée en unités physiques.

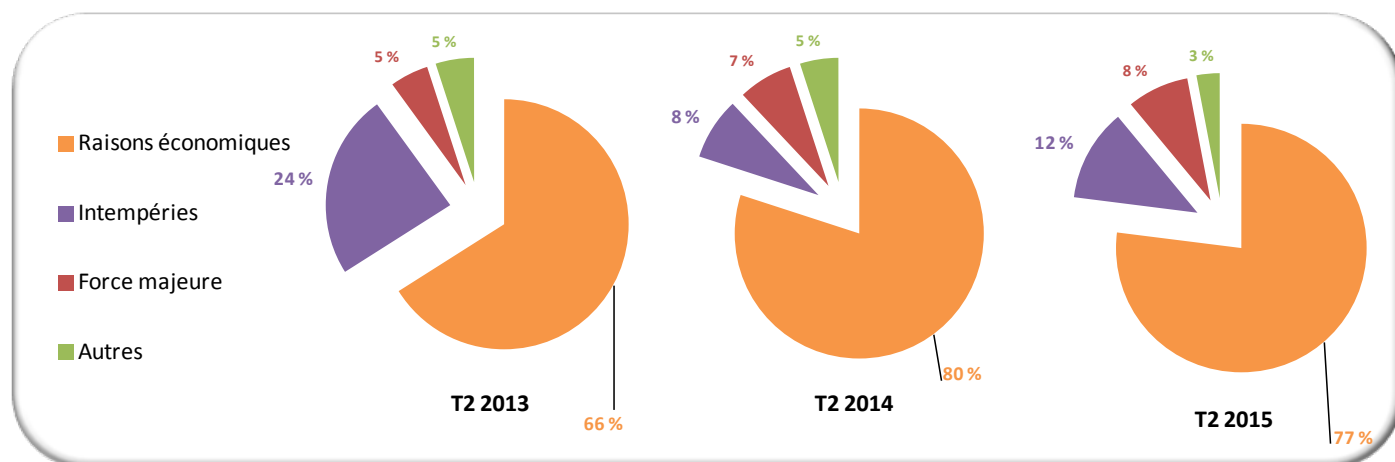
Depuis le 2^{ème} semestre 2014, l'évolution en unités budgétaires suit la même tendance erratique que celle en unités physiques mais de manière encore plus accentuée. La situation est contrastée selon la région ; au 2^{ème} trimestre 2015, on note, à un an d'intervalle, -9,9 % en Région wallonne, -17,1 % en Région flamande et -18,0 % en Région de Bruxelles-Capitale.

2.3

Par type de chômage temporaire (en jours indemnisés)

Graphique 8

Répartition du nombre de jours de chômage temporaire selon le motif³



Le chômage temporaire pour raisons économiques voit sa part régresser de 80 % au 2^{ème} trimestre 2014 à 77 % au 2^{ème} trimestre 2015. Quant à la part des intempéries, elle passe de 8 % à 12 % mais reste bien en-dessous des 24 % enregistrés au 2^{ème} trimestre 2013.

Tableau 6

Evolution du nombre de jours indemnisés de chômage temporaire selon le motif (2^{ème} trimestre)

T2	Raisons économiques	Intempéries	Force majeure	Autres	Total
2011	2 014 962	155 666	162 321	81 468	2 414 417
2012	2 138 604	377 770	164 749	92 420	2 773 543
2013	2 103 690	748 355	163 381	152 941	3 168 368
2014	1 799 354	177 338	152 025	100 747	2 229 463
2015	1 471 607	234 945	158 378	52 244	1 917 173
Evol. 2014 - 2015	- 18,2 %	+ 32,5 %	+ 4,2 %	- 48,1 %	- 14,0 %

Depuis le 2^{ème} trimestre 2012, le nombre de jours indemnisés en chômage temporaire pour raisons économiques diminue. A un an d'intervalle, on enregistre une diminution de 18,2 % et à 3 ans d'intervalle, de 31,2 %.

Par contre, l'évolution du chômage temporaire pour intempéries suit les conditions climatiques : celles-ci ont été très rigoureuses au 2^{ème} trimestre 2013 et très douces au 2^{ème} trimestre 2014. Le 2^{ème} trimestre 2015 se rapproche davantage du 2^{ème} trimestre 2014 : il affiche un nombre de jours indemnisés en raison des intempéries un peu plus élevé : +32,5 % à un an d'intervalle.

³ Pour les trimestres des années antérieures à 2015, il s'agit de données après vérification alors que pour T2 2015, il s'agit de données avant vérification.

2.4

Dont suspension employés

Tableau 7

Evolution de la suspension de contrats de travail pour employés en unités physiques

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2009	T3	1 175	691	112	1 977
	T4	4 865	2 412	400	7 678
	Année	3 020	1 552	256	4 828
2010	T1	5 031	2 487	525	8 043
	T2	4 063	2 004	243	6 310
	T3	1 747	608	103	2 459
	T4	726	411	48	1 185
	Année	2 892	1 378	230	4 499
2011	T1	875	484	59	1 418
	T2	1 050	494	60	1 604
	T3	1 043	292	40	1 375
	T4	815	397	41	1 253
	Année	946	417	50	1 413
2012	T1	1 064	599	60	1 723
	T2	1 579	893	97	2 568
	T3	1 502	683	85	2 270
	T4	1 858	1 861	90	3 808
	Année	1 501	1 009	83	2 592
2013	T1	2 991	2 151	119	5 261
	T2	3 471	2 894	185	6 550
	T3	2 633	2 140	152	4 926
	T4	2 237	2 165	121	4 524
	Année	2 833	2 338	144	5 315
2014	T1	2 177	1 989	139	4 305
	T2	1 885	1 656	137	3 678
	T3	1 302	913	109	2 325
	T4	1 546	996	66	2 608
	Année	1 728	1 389	113	3 229
2015	T1	1 814	1 390	71	3 275
	T2	1 566	1 338	70	2 974

*Remarque : la série historique concernant la suspension de contrats de travail pour employés a été adaptée à partir de 2012 suite à une correction technique dans l'application chômage temporaire relative à la ventilation entre ouvriers et employés.

La suspension de crise « employés » a été instaurée en juillet 2009. Très vite, elle a répondu aux attentes des entreprises ; on enregistre des pics au dernier trimestre 2009 et au premier trimestre 2010.

Au cours du second semestre 2010, le nombre d'employés mis en chômage temporaire chute de manière drastique et en 2011, le nombre de paiements mensuels moyens se stabilise aux alentours du millier de paiements.

Depuis le 1^{er} janvier 2012, une nouvelle réglementation à caractère permanent est entrée en vigueur en matière de suspension de contrats de travail pour employés. Cette réglementation remplace celle relative à la suspension de crise et en reprend, dans les grandes lignes, les mêmes modalités. Le suivi de l'évolution reste donc pertinent.

On note une forte augmentation des suspensions employés en 2013. La conjoncture défavorable s'est donc également fait ressentir à travers la hausse progressive des suspensions employés. Depuis 2014, le nombre de paiements diminue.

Au cours du 2^{ème} trimestre 2015, la baisse à un an d'intervalle affiche -19,1 %.

2.5

Evolution du chômage temporaire par branche d'activité

Tableau 8

Evolution des chômeurs temporaires par branche d'activité en unités budgétaires

Secteur	T2 2007		T2 2014		T2 2015		Evol. T2 2007 - T2 2015	Evol. T2 2014 - T2 2015
Agriculture, sylviculture et pêche	482	1,8 %	325	1,1 %	329	1,3 %	- 31,7 %	+ 1,4 %
Extraction de minerais	375	1,4 %	263	0,9 %	202	0,8 %	- 46,1 %	- 22,9 %
Industrie	8 895	32,4 %	9 438	32,8 %	7 151	29,0 %	- 19,6 %	- 24,2 %
dont:								
fabrication de produits non métalliques	144	0,5 %	221	0,8 %	164	0,7 %	+ 14,2 %	- 25,5 %
industrie du verre	112	0,4 %	223	0,8 %	166	0,7 %	+ 48,6 %	- 25,5 %
industrie chimique	400	1,5 %	463	1,6 %	362	1,5 %	- 9,5 %	- 21,7 %
fabrication de produits en métal	229	0,8 %	242	0,8 %	168	0,7 %	- 26,7 %	- 30,6 %
fabrication de machines/de matériel mécanique	2 246	8,2 %	3 790	13,2 %	2 726	11,1 %	+ 21,4 %	- 28,1 %
construction de machines de bureau	537	2,0 %	691	2,4 %	585	2,4 %	+ 8,9 %	- 15,4 %
construction d'automobiles	113	0,4 %	165	0,6 %	38	0,2 %	- 66,4 %	- 77,0 %
fabrication d'instr. de précision/d'optique	3	0,0 %	1	0,0 %	1	0,0 %	- 61,5 %	- 1,3 %
produits alimentaires, industrie des boissons	1 223	4,5 %	1 043	3,6 %	849	3,4 %	- 30,6 %	- 18,6 %
industrie du tabac	18	0,1 %	14	0,1 %	9	0,0 %	- 47,9 %	- 35,5 %
industrie du textile	1 751	6,4 %	1 083	3,8 %	800	3,2 %	- 54,3 %	- 26,2 %
industrie du cuir	44	0,2 %	28	0,1 %	21	0,1 %	- 51,3 %	- 24,5 %
industrie de la chaussure	13	0,0 %	4	0,0 %	3	0,0 %	- 75,1 %	- 20,6 %
industrie de l'habillement	825	3,0 %	370	1,3 %	317	1,3 %	- 61,5 %	- 14,3 %
industrie du bois/fabrication de meubles	601	2,2 %	597	2,1 %	520	2,1 %	- 13,6 %	- 12,9 %
industrie du papier	189	0,7 %	223	0,8 %	177	0,7 %	- 6,2 %	- 20,3 %
imprimerie/édition	192	0,7 %	191	0,7 %	152	0,6 %	- 20,8 %	- 20,8 %
industrie du caoutchouc	5	0,0 %	5	0,0 %	4	0,0 %	- 8,8 %	- 17,0 %
fabrication de produits en plastique	1	0,0 %	1	0,0 %	0	0,0 %	- 85,9 %	- 82,9 %
industrie du diamant	231	0,8 %	71	0,2 %	74	0,3 %	- 68,1 %	+ 4,4 %
autres industries manufacturières	19	0,1 %	11	0,0 %	13	0,1 %	- 30,8 %	+ 13,1 %
Construction	8 300	30,2 %	7 003	24,3 %	6 526	26,5 %	- 21,4 %	- 6,8 %
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	21	0,1 %	19	0,1 %	15	0,1 %	- 26,7 %	- 21,9 %
Commerce, banques et assurances	908	3,3 %	791	2,7 %	709	2,9 %	- 21,9 %	- 10,3 %
Transports et communications	701	2,6 %	909	3,2 %	740	3,0 %	+ 5,5 %	- 18,6 %
dont:								
dockers	86	0,3 %	92	0,3 %	65	0,3 %	- 23,5 %	- 28,8 %
Services	6 143	22,4 %	7 996	27,8 %	7 125	28,9 %	+ 16,0 %	- 10,9 %
dont:								
horeca	1 333	4,9 %	969	3,4 %	852	3,5 %	- 36,1 %	- 12,1 %
réparation de biens de consommation et de véhicules	236	0,9 %	249	0,9 %	175	0,7 %	- 25,8 %	- 29,9 %
services fournis aux entreprises	1 349	4,9 %	2 408	8,4 %	2 096	8,5 %	+ 55,4 %	- 13,0 %
administration publique générale	216	0,8 %	281	1,0 %	255	1,0 %	+ 17,9 %	- 9,3 %
enseignement	56	0,2 %	73	0,3 %	58	0,2 %	+ 5,0 %	- 20,1 %
santé publique et services vétérinaires	224	0,8 %	153	0,5 %	157	0,6 %	- 29,9 %	+ 2,6 %
autres activités de services	142	0,5 %	167	0,6 %	155	0,6 %	+ 9,2 %	- 6,9 %
autres services	2 587	9,4 %	3 696	12,8 %	3 377	13,7 %	+ 30,5 %	- 8,6 %
Activité à l'étranger, jeunes ayant quitté l'école, indéterminé	1 627	5,9 %	2 037	7,1 %	1 835	7,4 %	+ 12,8 %	- 9,9 %
Total	27 452	100 %	28 781	100 %	24 632	100 %	- 10,3 %	- 14,4 %

Globalement, le chômage temporaire (exprimé en unités budgétaires) a enregistré durant le 2^{ème} trimestre 2015 une diminution de 14,4 % à un an d'intervalle.

La diminution se retrouve dans la plupart des secteurs y compris dans le secteur de la construction qui régresse de 6,8 %. Dans le secteur de l'industrie, le chômage temporaire se contracte de 24,2 % et dans celui des services, de 10,9 %.

Evolution des créations et des disparitions d'entreprises

3.1 Evolution des faillites⁴

3.1.1 Avec ou sans perte d'emplois

Tableau 9
Evolution du nombre des faillites des entreprises avec ou sans personnel par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Etranger	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	1 001	547	373	8	1 930	2007	T1	100	100	100	100
	T2	952	580	416	12	1 962		T2	100	100	100	100
	T3	727	400	308	2	1 440		T3	100	100	100	100
	T4	1 003	634	424	17	2 080		T4	100	100	100	100
	Année	3 683	2 161	1 521	39	7 412		Année	100	100	100	100
2008	T1	946	588	417	6	1 957	2008	T1	95	107	112	101
	T2	1 061	658	472	16	2 209		T2	111	113	113	113
	T3	858	450	446	6	1 765		T3	118	113	145	123
	T4	1 143	669	494	7	2 315		T4	114	106	117	111
	Année	4 008	2 365	1 829	35	8 246		Année	109	109	120	111
2009	T1	1 307	737	418	6	2 468	2009	T1	131	135	112	128
	T2	1 197	687	471	7	2 364		T2	126	118	113	120
	T3	875	567	433	4	1 882		T3	120	142	141	131
	T4	1 253	678	499	4	2 438		T4	125	107	118	117
	Année	4 632	2 669	1 821	21	9 152		Année	126	124	120	123
2010	T1	1 332	715	506	7	2 562	2010	T1	133	131	136	133
	T2	1 305	720	474	5	2 507		T2	137	124	114	128
	T3	1 027	586	435	6	2 057		T3	141	147	141	143
	T4	1 185	699	535	6	2 425		T4	118	110	126	117
	Année	4 849	2 720	1 950	24	9 551		Année	132	126	128	129
2011	T1	1 327	773	497	8	2 610	2011	T1	133	141	133	135
	T2	1 207	783	565	8	2 567		T2	127	135	136	131
	T3	1 015	653	468	5	2 141		T3	140	163	152	149
	T4	1 281	741	783	5	2 818		T4	128	117	185	135
	Année	4 830	2 950	2 313	26	10 136		Année	131	137	152	137
2012	T1	1 321	767	475	2	2 567	2012	T1	132	140	127	133
	T2	1 401	785	525	4	2 719		T2	147	135	126	139
	T3	1 103	600	540	3	2 255		T3	152	150	175	157
	T4	1 505	797	709	5	3 025		T4	150	126	167	145
	Année	5 330	2 949	2 249	14	10 566		Année	145	136	148	143

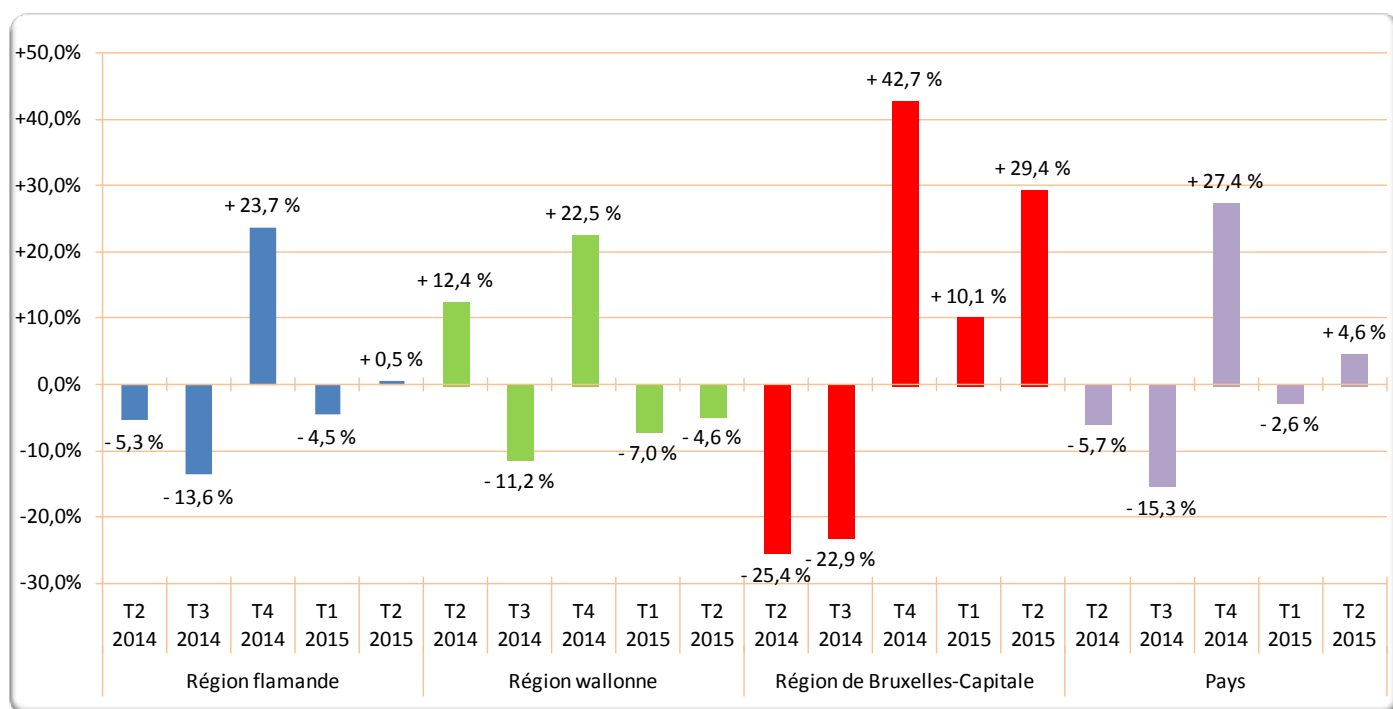
⁴ Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (Onem)

Tableau 9 (suite)

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Etranger	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013	T1	1 450	934	632	6	3 023	2013	T1	145	171	169	157
	T2	1 412	748	706	2	2 872		T2	148	129	170	146
	T3	1 254	747	655	10	2 661		T3	172	187	213	185
	T4	1 584	932	655	1	3 172		T4	158	147	154	153
	Année	5 700	3 361	2 648	19	11 728		Année	155	156	174	158
2014	T1	1 452	999	544	0	2 995	2014	T1	145	183	146	155
	T2	1 337	841	527	2	2 707		T2	140	145	127	138
	T3	1 084	663	505	3	2 255		T3	149	166	164	157
	T4	1 960	1 142	935	5	4 042		T4	195	180	221	194
	Année	5 833	3 645	2 511	10	11 999		Année	158	169	165	162
2015	T1	1 386	929	599	2	2 916	2015	T1	138	170	161	151
	T2	1 344	802	682	3	2 831		T2	141	138	164	144

Graphique 9

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



On constate globalement que la baisse amorcée durant le 1^{er} trimestre 2015 du nombre de faillites d'entreprises occupant ou non du personnel en Région wallonne et en Région flamande ne se confirme pas en T2 2015. Ainsi, à un an d'intervalle, en T2 2015, on enregistre pour la Région flamande une certaine stagnation (+ 0,5 %) et une baisse de - 4,6 % pour la Région wallonne alors que cette baisse était encore de respectivement - 4,5 % et de - 7,0 % en T1 2015. Le fort ralentissement de la hausse du nombre de faillites en Région de Bruxelles-Capitale enregistrée lors du dernier trimestre (de + 42,7 % en T4 2014 à + 10,1 % en T1 2015) ne se vérifie plus en T2 2015. En effet, à un an d'intervalle, cette hausse atteint les 29,4 % en T2 2015.

Dès lors, globalement, en T2 2015, le pays connaît une hausse de + 4,6 % par rapport au trimestre correspondant de 2014.

3.1.2

Avec perte d'emplois

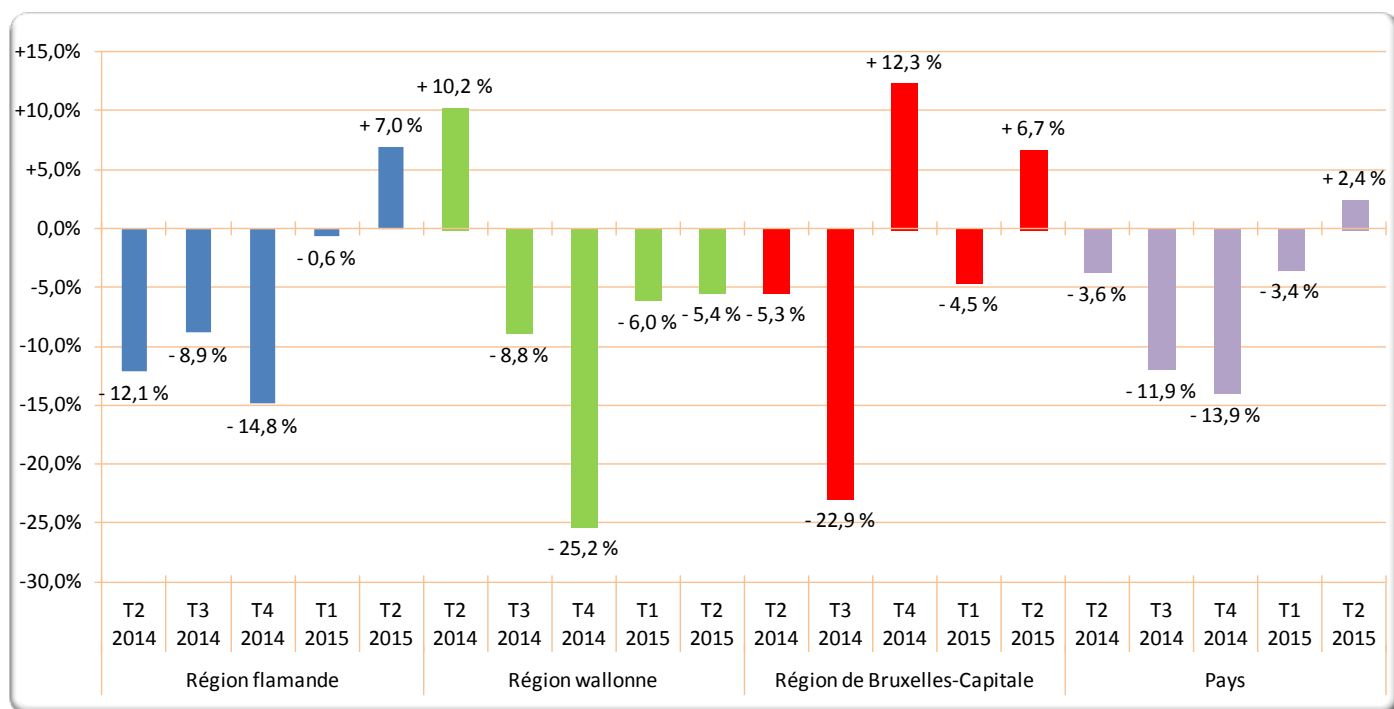
Tableau 10

Evolution du nombre des faillites des entreprises avec personnel par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	368	242	131	741	2007	T1	100	100	100	100
	T2	375	255	158	788		T2	100	100	100	100
	T3	261	194	119	574		T3	100	100	100	100
	T4	354	282	132	768		T4	100	100	100	100
	Année	1 358	973	540	2 871		Année	100	100	100	100
2008	T1	353	250	147	750	2008	T1	96	103	112	101
	T2	403	280	133	816		T2	107	110	84	104
	T3	321	196	164	681		T3	123	101	138	119
	T4	417	306	167	890		T4	118	109	127	116
	Année	1 494	1 032	611	3 137		Année	110	106	113	109
2009	T1	495	319	153	967	2009	T1	135	132	117	130
	T2	479	292	156	927		T2	128	115	99	118
	T3	341	270	154	765		T3	131	139	129	133
	T4	463	296	183	942		T4	131	105	139	123
	Année	1 778	1 177	646	3 601		Année	131	121	120	125
2010	T1	479	319	164	962	2010	T1	130	132	125	130
	T2	460	307	174	941		T2	123	120	110	119
	T3	390	263	174	827		T3	149	136	146	144
	T4	428	310	162	900		T4	121	110	123	117
	Année	1 757	1 199	674	3 630		Année	129	123	125	126
2011	T1	482	335	141	958	2011	T1	131	138	108	129
	T2	453	369	145	967		T2	121	145	92	123
	T3	357	299	152	808		T3	137	154	128	141
	T4	437	341	244	1 022		T4	123	121	185	133
	Année	1 729	1 344	682	3 755		Année	127	138	126	131
2012	T1	506	361	174	1 041	2012	T1	138	149	133	140
	T2	500	346	191	1 037		T2	133	136	121	132
	T3	402	278	158	838		T3	154	143	133	146
	T4	507	351	178	1 036		T4	143	124	135	135
	Année	1 915	1 336	701	3 952		Année	141	137	130	138
2013	T1	523	440	192	1 155	2013	T1	142	182	147	156
	T2	489	322	206	1 017		T2	130	126	130	129
	T3	429	329	210	968		T3	164	170	176	169
	T4	586	404	195	1 185		T4	166	143	148	154
	Année	2 027	1 495	803	4 325		Année	149	154	149	151
2014	T1	476	432	200	1 108	2014	T1	129	179	153	150
	T2	430	355	195	980		T2	115	139	123	124
	T3	391	300	162	853		T3	150	155	136	149
	T4	499	302	219	1 020		T4	141	107	166	133
	Année	1 796	1 389	776	3 961		Année	132	143	144	138
2015	T1	473	406	191	1 070	2015	T1	129	168	146	144
	T2	460	336	208	1 004		T2	123	132	132	127

Graphique 10

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Durant le 2^{ème} trimestre 2015 et à un an d'écart, le nombre de faillites d'entreprises occupant du personnel repart à la hausse en Région flamande (+ 7,0 %) et en Région de Bruxelles-Capitale (+ 6,7 %). La Région wallonne enregistre, par contre, encore toujours une baisse (- 5,4 %) qui est comparable à celle de T1 2015 (- 6,0 %). Pour le pays, il en résulte une augmentation de + 2,4 % sur base annuelle.

3.1.3

Emplois perdus à la suite de faillites

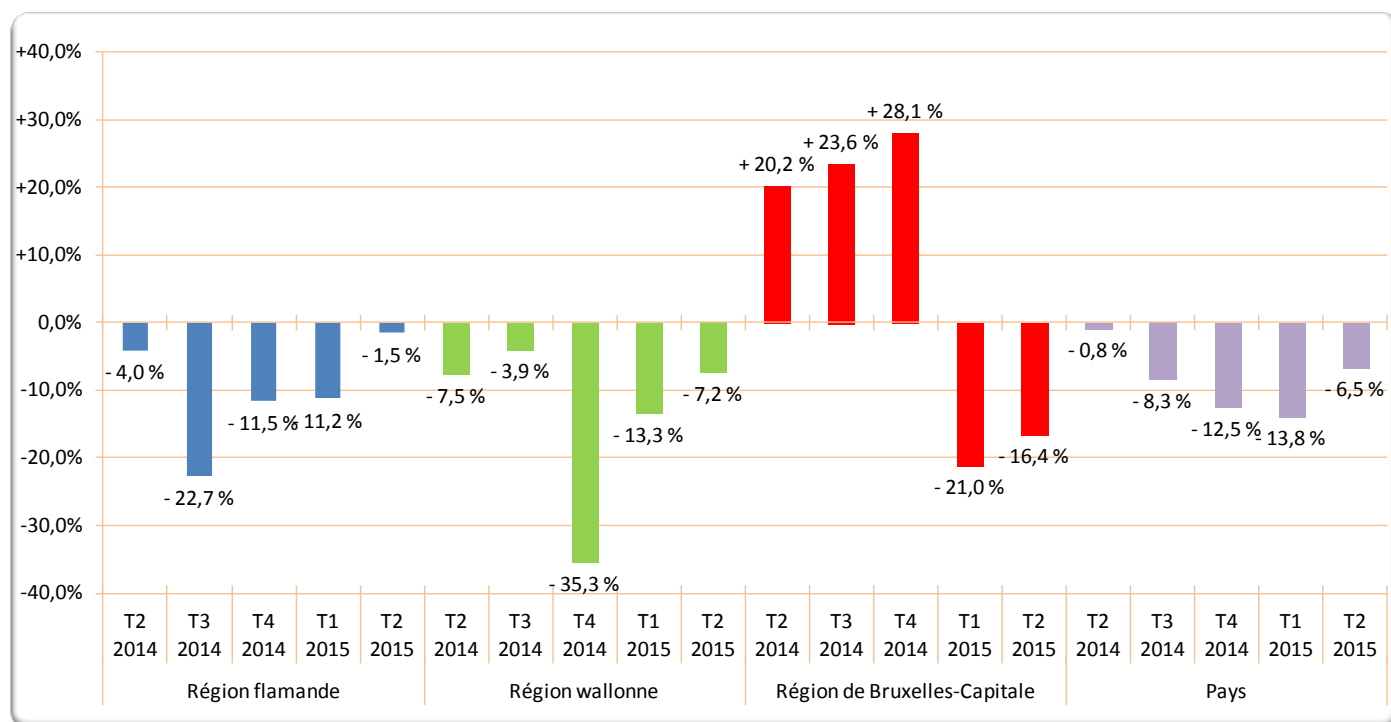
Tableau 11

Evolution du nombre d'emplois perdus par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	2 639	1 978	1 286	5 903	2007	T1	100	100	100	100
	T2	2 373	2 351	1 251	5 975		T2	100	100	100	100
	T3	1 775	1 613	768	4 156		T3	100	100	100	100
	T4	2 622	1 700	695	5 017		T4	100	100	100	100
	Année	9 409	7 642	4 000	21 051		Année	100	100	100	100
2008	T1	2 976	1 746	1 143	5 865	2008	T1	113	88	89	99
	T2	2 286	1 794	1 069	5 149		T2	96	76	85	86
	T3	2 249	1 671	852	4 772		T3	127	104	111	115
	T4	3 225	2 153	912	6 290		T4	123	127	131	125
	Année	10 736	7 364	3 976	22 076		Année	114	96	99	105
2009	T1	3 704	1 912	920	6 536	2009	T1	140	97	72	111
	T2	3 323	2 249	1 074	6 646		T2	140	96	86	111
	T3	1 966	1 757	870	4 593		T3	111	109	113	111
	T4	2 378	1 901	1 660	5 939		T4	91	112	239	118
	Année	11 371	7 819	4 524	23 714		Année	121	102	113	113
2010	T1	3 060	2 845	1 035	6 940	2010	T1	116	144	80	118
	T2	2 804	2 162	872	5 838		T2	118	92	70	98
	T3	2 251	1 731	1 017	4 999		T3	127	107	132	120
	T4	2 809	2 104	898	5 811		T4	107	124	129	116
	Année	10 924	8 842	3 822	23 588		Année	116	116	96	112
2011	T1	3 391	2 441	1 336	7 168	2011	T1	128	123	104	121
	T2	3 067	2 284	964	6 315		T2	129	97	77	106
	T3	2 638	1 576	1 434	5 648		T3	149	98	187	136
	T4	2 693	2 173	1 487	6 353		T4	103	128	214	127
	Année	11 789	8 474	5 221	25 484		Année	125	111	131	121
2012	T1	2 990	3 123	1 224	7 337	2012	T1	113	158	95	124
	T2	3 633	2 050	1 282	6 965		T2	153	87	102	117
	T3	2 435	1 828	880	5 143		T3	137	113	115	124
	T4	4 331	1 912	1 853	8 096		T4	165	112	267	161
	Année	13 389	8 913	5 239	27 541		Année	142	117	131	131
2013	T1	4 096	2 691	1 234	8 021	2013	T1	155	136	96	136
	T2	3 368	2 231	1 236	6 835		T2	142	95	99	114
	T3	3 264	2 127	1 179	6 570		T3	184	132	154	158
	T4	4 639	2 645	1 380	8 664		T4	177	156	199	173
	Année	15 367	9 694	5 029	30 090		Année	163	127	126	143
2014	T1	3 610	3 106	1 489	8 205	2014	T1	137	157	116	139
	T2	3 232	2 064	1 486	6 782		T2	136	88	119	114
	T3	2 524	2 045	1 457	6 026		T3	142	127	190	145
	T4	4 106	1 710	1 768	7 584		T4	157	101	254	151
	Année	13 472	8 925	6 200	28 597		Année	143	117	155	136
2015	T1	3 205	2 693	1 176	7 074	2015	T1	121	136	91	120
	T2	3 183	1 915	1 242	6 340		T2	134	81	99	106

Graphique 11

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'évolution du nombre de pertes d'emplois ne suit pas la tendance esquissée précédemment de l'évolution du nombre de faillites. En effet, en T2 2015 et sur base annuelle, tant pour les Régions que pour le pays, le nombre de pertes d'emplois a continué à décroître mais dans une moindre mesure qu'en T1 2015.

3.2

Evolution des licenciements collectifs

Tableau 12

Evolution du nombre de travailleurs concernés par l'annonce d'une intention de procéder à un licenciement collectif par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2010	Année	6 134	1 196	5 687	13 017	2010	Année	100	100	100	100
2011	T1	1 168	344	518	2 030	2011	T1	100	100	100	100
	T2	563	577	154	1 294		T2	100	100	100	100
	T3	494	355	486	1 335		T3	100	100	100	100
	T4	1 406	239	351	1 996		T4	100	100	100	100
	Année	3 631	1 515	1 509	6 655		Année	59	127	27	51
2012	T1	1 687	1 233	211	3 131	2012	T1	144	358	41	154
	T2	1 837	377	107	2 321		T2	326	65	69	179
	T3	627	118	285	1 030		T3	127	33	59	77
	T4	8 079	1 811	335	10 225		T4	575	758	95	512
	Année	12 230	3 539	938	16 707		Année	199	296	16	128
2013	T1	901	3 336	436	4 673	2013	T1	77	970	84	230
	T2	1 124	559	364	2 047		T2	200	97	236	158
	T3	804	74	93	971		T3	163	21	19	73
	T4	930	154	90	1 174		T4	66	64	26	59
	Année	3 759	4 123	983	8 865		Année	61	345	17	68
2014	T1	1 246	1 189	14	2 449	2014	T1	107	346	3	121
	T2	1 708	234	2 986	4 928		T2	303	41	1 939	381
	T3	228	873	173	1 274		T3	46	246	36	95
	T4	1 333	383	315	2 031		T4	95	160	90	102
	Année	4 515	2 679	3 488	10 682		Année	74	224	61	82
2015	T1	1 082	575	2 675	4 332	2015	T1	93	167	516	213
	T2	694	510	333	1 537		T2	123	88	216	119
						2014	T2	100	100	100	100
						2015	T2	41	218	11	31

Source : SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

L'annonce de l'intention de procéder à un licenciement collectif débute la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976. Le nombre de travailleurs concernés par une annonce de licenciement collectif a atteint un sommet en 2012 : 16 707 personnes contre 13 017 en 2010. En 2013 avec 8 865 travailleurs concernés, ce nombre a été presque divisé par 2. Pour 2014, ce chiffre est reparti à la hausse. 10 682 travailleurs ont à nouveau été concernés en 2014.

La situation évolue différemment selon la région et le nombre d'annonces de licenciement collectif ne suit pas nécessairement une évolution cyclique. Il est donc très difficile de trouver de vraies tendances.

A un an d'intervalle, au 2^{ème} trimestre 2015, on note un doublement du nombre d'annonces de licenciement collectif en Région wallonne alors que, dans les 2 autres régions et pour le pays, on assiste à une baisse sensible par rapport à T2 2014.

Tableau 13

Evolution du nombre de travailleurs concernés par une notification d'un licenciement collectif par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2010	Année	6 394	1 143	5 325	12 862	2010	Année	100	100	100	100
2011	T1	1 149	215	186	1 550	2011	T1	100	100	100	100
	T2	838	860	100	1 798		T2	100	100	100	100
	T3	340	156	559	1 055		T3	100	100	100	100
	T4	363	254	634	1 251		T4	100	100	100	100
	Année	2 690	1 485	1 479	5 654		Année	42	130	28	44
2012	T1	1 174	213	310	1 697	2012	T1	102	99	167	109
	T2	1 272	147	31	1 450		T2	152	17	31	81
	T3	1 079	1 200	225	2 504		T3	317	769	40	237
	T4	1 259	1 039	95	2 393		T4	347	409	15	191
	Année	4 784	2 599	661	8 044		Année	75	227	12	63
2013	T1	1 379	1 710	322	3 411	2013	T1	120	795	173	220
	T2	1 031	582	108	1 721		T2	123	68	108	96
	T3	5 830	94	138	6 062		T3	1 715	60	25	575
	T4	1 132	3 011	374	4 517		T4	312	1 185	59	361
	Année	9 372	5 397	942	15 711		Année	147	472	18	122
2014	T1	652	25	33	710	2014	T1	57	12	18	46
	T2	1 735	873	348	2 956		T2	207	102	348	164
	T3	540	251	183	974		T3	159	161	33	92
	T4	464	715	11	1 190		T4	128	281	2	95
	Année	3 391	1 864	575	5 830		Année	53	163	11	45
2015	T1	986	529	1 923	3 438	2015	T1	86	246	1 034	222
	T2	611	493	309	1 413		T2	73	57	309	79
						2014	T2	100	100	100	100
						2015	T2	35	56	89	48

Source : SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

La notification clôture la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976 et circonscrit les travailleurs réellement touchés par un licenciement collectif.

Pour le pays, on dénombre 1 413 travailleurs concernés au 2^{ème} trimestre 2015 par une notification de licenciement collectif. Pour le 2^{ème} trimestre de l'année, ce nombre est le plus faible enregistré depuis 2011.

3.3

Evolution des créations d'entreprises

Tableau 14

Constitution d'entreprises dans le secteur marchand⁵

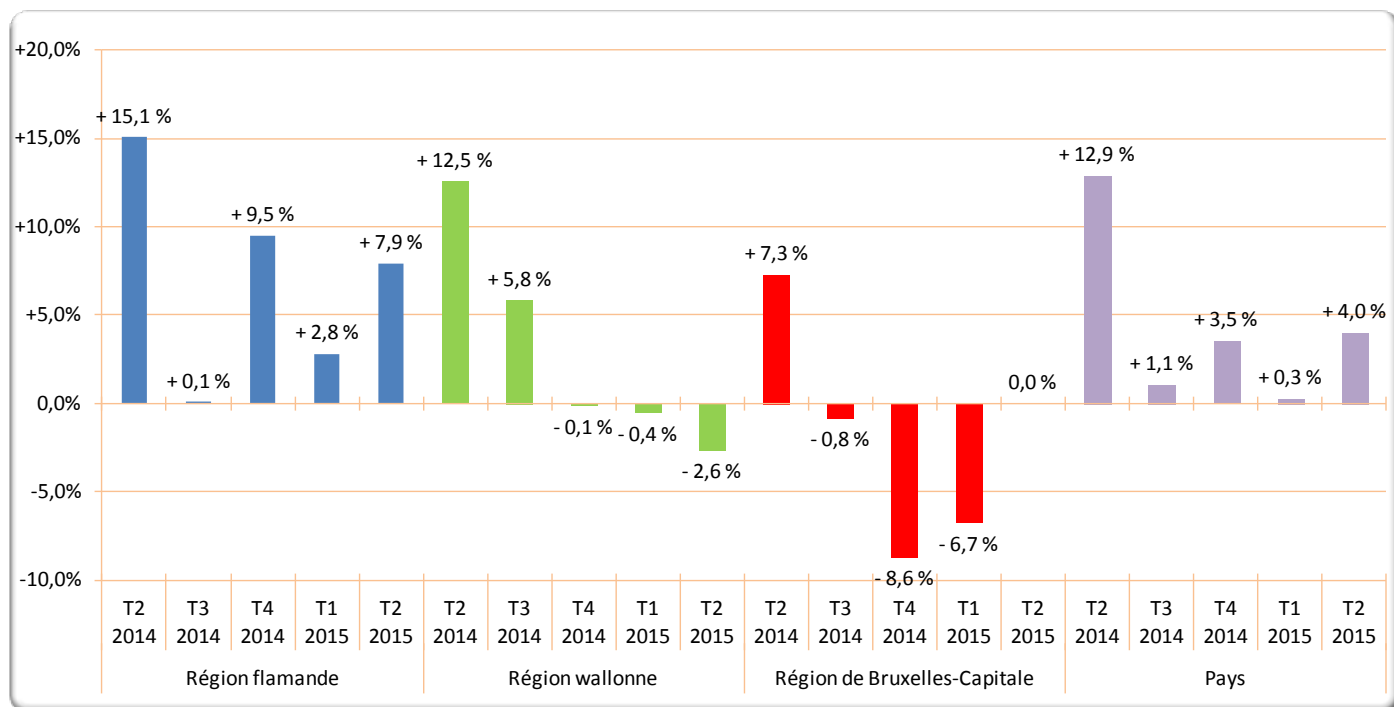
		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Etranger	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	4 465	1 579	1 331	1	7 376	2007	T1	100	100	100	100
	T2	3 904	1 438	1 266	3	6 611		T2	100	100	100	100
	T3	3 563	1 269	1 073	0	5 905		T3	100	100	100	100
	T4	4 778	1 616	1 440	3	7 837		T4	100	100	100	100
	Année	16 710	5 902	5 110	7	27 729		Année	100	100	100	100
2008	T1	4 702	1 675	1 224	4	7 605	2008	T1	105	106	92	103
	T2	4 383	1 579	1 274	22	7 258		T2	112	110	101	110
	T3	3 836	1 238	1 038	17	6 129		T3	108	98	97	104
	T4	4 558	1 526	1 190	8	7 282		T4	95	94	83	93
	Année	17 479	6 018	4 726	51	28 274		Année	105	102	92	102
2009	T1	4 082	1 498	1 069	8	6 657	2009	T1	91	95	80	90
	T2	3 652	1 321	1 053	4	6 030		T2	94	92	83	91
	T3	3 563	1 216	903	3	5 685		T3	100	96	84	96
	T4	4 695	1 533	1 282	5	7 515		T4	98	95	89	96
	Année	15 992	5 568	4 307	20	25 887		Année	96	94	84	93
2010	T1	4 802	1 634	1 261	6	7 703	2010	T1	108	103	95	104
	T2	4 082	1 583	1 135	8	6 808		T2	105	110	90	103
	T3	4 123	1 373	1 065	2	6 563		T3	116	108	99	111
	T4	5 202	1 792	1 361	2	8 357		T4	109	111	95	107
	Année	18 209	6 382	4 822	18	29 431		Année	109	108	94	106
2011	T1	5 136	1 803	1 410	3	8 352	2011	T1	115	114	106	113
	T2	4 655	1 674	1 323	0	7 652		T2	119	116	105	116
	T3	4 138	1 476	1 204	4	6 822		T3	116	116	112	116
	T4	4 979	1 848	1 422	4	8 253		T4	104	114	99	105
	Année	18 908	6 801	5 359	11	31 079		Année	113	115	105	112
2012	T1	4 514	1 647	1 287	5	7 453	2012	T1	101	104	97	101
	T2	3 643	1 391	1 155	4	6 193		T2	93	97	91	94
	T3	3 126	1 160	984	2	5 272		T3	88	91	92	89
	T4	3 376	1 314	1 134	1	5 825		T4	71	81	79	74
	Année	14 659	5 512	4 560	12	24 743		Année	88	93	89	89
2013	T1	3 928	1 480	1 288	4	6 700	2013	T1	88	94	97	91
	T2	3 129	1 251	1 098	1	5 479		T2	80	87	87	83
	T3	3 435	1 148	1 053	1	5 637		T3	96	90	98	95
	T4	3 807	1 480	1 425	0	6 712		T4	80	92	99	86
	Année	14 299	5 359	4 864	6	24 528		Année	86	91	95	88
2014	T1	4 135	1 561	1 331	2	7 029	2014	T1	93	99	100	95
	T2	3 600	1 408	1 178	0	6 186		T2	92	98	93	94
	T3	3 437	1 215	1 045	0	5 697		T3	96	96	97	96
	T4	4 168	1 479	1 302	0	6 949		T4	87	92	90	89
	Année	15 340	5 663	4 856	2	25 861		Année	92	96	95	93
2015	T1	4 251	1 554	1 242	0	7 047	2015	T1	95	98	93	96
	T2	3 884	1 372	1 178	0	6 434		T2	99	95	93	97

Source : SPF Economie

⁵ Constitution d'entreprises dans le secteur marchand sur la base du critère de la forme juridique ; il n'est pas tenu compte des sociétés civiles, des sociétés à finalité sociale et des sociétés de droit public. Pour le moment, les personnes physiques ne sont pas incorporées dans cette statistique du fait que la spécification marchand/non marchand n'y est pas encore implémentée.

Graphique 12

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Au 2^{ème} trimestre 2015, sur base annuelle, on observe uniquement en Région flamande, une hausse du nombre de créations de nouvelles entreprises : + 7,9 %. La Région wallonne, par contre, connaît une diminution (- 2,6 %) et la Région de Bruxelles-Capitale stagne.

Au niveau du pays, il y a eu 4 % de créations de nouvelles entreprises en plus en T2 2015 qu'en T2 2014.

Evolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE)⁶

4.1 Par région

Tableau 15
Evolution des CCI-DE par région

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2007	T1	172 381	217 557	76 200	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	159 319	211 655	74 773	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	160 698	217 023	76 901	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	149 357	207 060	73 005	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	160 439	213 324	75 220	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	154 948	208 801	74 179	437 929	2008	T1	90	96	97	94
	T2	142 199	199 771	72 107	414 077		T2	89	94	96	93
	T3	148 124	204 485	73 365	425 974		T3	92	94	95	94
	T4	144 776	198 615	72 059	415 450		T4	97	96	99	97
	Année	147 512	202 918	72 928	423 358		Année	92	95	97	94
2009	T1	165 882	207 696	75 226	448 804	2009	T1	96	95	99	96
	T2	167 354	206 049	75 950	449 353		T2	105	97	102	101
	T3	175 749	213 434	79 062	468 245		T3	109	98	103	103
	T4	170 437	205 855	77 161	453 453		T4	114	99	106	106
	Année	169 855	208 258	76 850	454 964		Année	106	98	102	101
2010	T1	182 556	211 855	81 682	476 093	2010	T1	106	97	107	102
	T2	172 108	204 836	79 968	456 911		T2	108	97	107	103
	T3	172 387	209 278	81 590	463 254		T3	107	96	106	102
	T4	165 117	201 698	79 763	446 579		T4	111	97	109	104
	Année	173 042	206 917	80 751	460 709		Année	108	97	107	103
2011	T1	172 272	205 282	81 851	459 404	2011	T1	100	94	107	99
	T2	159 299	196 613	80 002	435 915		T2	100	93	107	98
	T3	163 819	203 722	81 724	449 265		T3	102	94	106	99
	T4	158 997	198 547	79 518	437 062		T4	106	96	109	102
	Année	163 597	201 041	80 774	445 412		Année	102	94	107	99
2012	T1	167 928	202 106	82 069	452 103	2012	T1	97	93	108	97
	T2	159 705	193 589	80 452	433 746		T2	100	91	108	97
	T3	163 015	199 887	82 045	444 947		T3	101	92	107	98
	T4	159 331	196 373	79 123	434 827		T4	107	95	108	101
	Année	162 495	197 989	80 922	441 406		Année	101	93	108	98

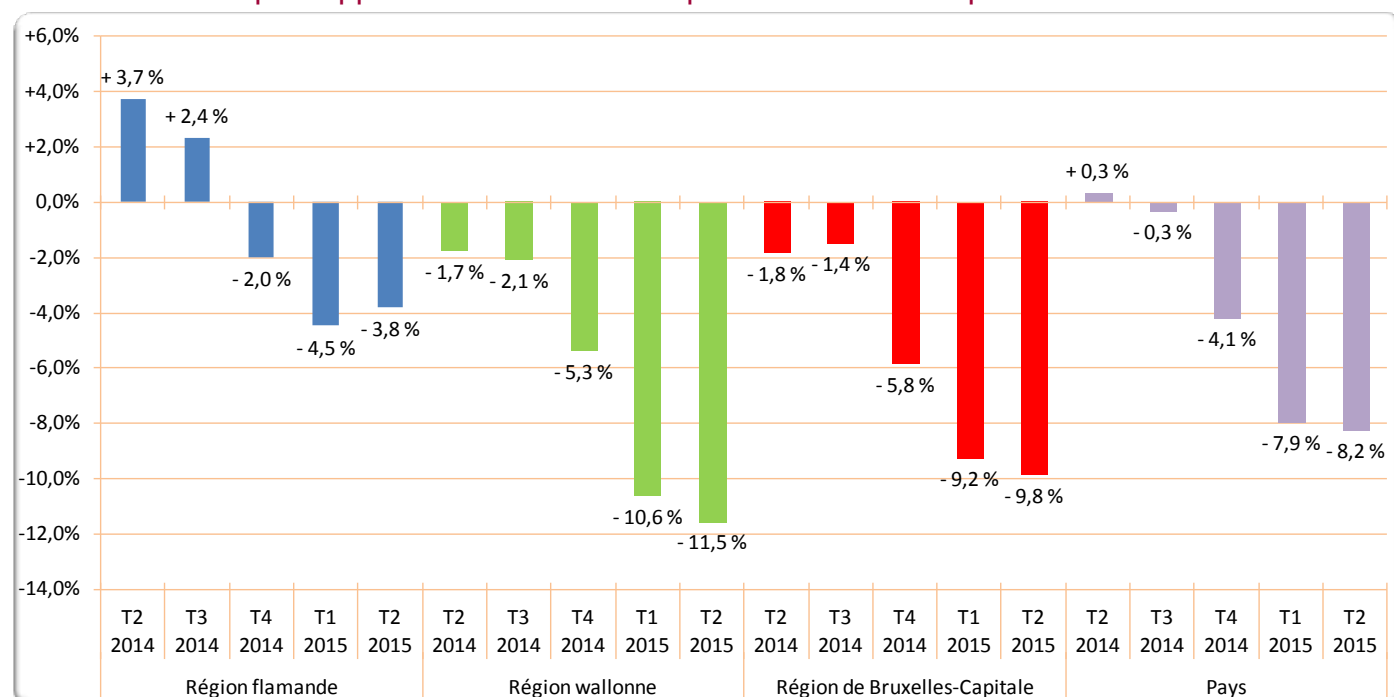
⁶ Le groupe des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE) est composé des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi admis sur la base d'un travail à temps plein, des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi admis sur la base des études, des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire et des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi bénéficiaires d'un complément d'entreprise.

Tableau 15 (suite)

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale
2013	T1	174 658	205 101	81 301	461 061	2013	T1	101	94	107
	T2	170 140	199 235	81 413	450 788		T2	107	94	109
	T3	174 538	203 735	82 285	460 558		T3	109	94	107
	T4	175 006	202 523	81 204	458 733		T4	117	98	111
	Année	173 586	202 648	81 551	457 785		Année	108	95	108
2014	T1	191 262	208 380	83 566	483 208	2014	T1	111	96	110
	T2	176 518	195 822	79 950	452 289		T2	111	93	107
	T3	178 641	199 556	81 119	459 316		T3	111	92	105
	T4	171 543	191 740	76 472	439 755		T4	115	93	105
	Année	179 491	198 874	80 277	458 642		Année	112	93	107
2015	T1	182 743	186 341	75 861	444 945	2015	T1	106	86	100
	T2	169 836	173 289	72 091	415 216		T2	107	82	96

Graphique 13

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi s'élève en moyenne au 2^{ème} trimestre 2015 à 415 216 unités, soit 37 073 de moins qu'en T2 2014. La baisse à un an d'intervalle qui se poursuit déjà depuis le 3^{ème} trimestre 2014 s'est amplifiée au premier trimestre 2015 et encore davantage au deuxième trimestre 2015 (- 7,9 % en T1 2015 et - 8,2 % en T2 2015).

Pour l'interprétation des statistiques à partir du 1^{er} janvier 2015, il est important de rappeler les modifications réglementaires afférentes aux allocations d'insertion. Le droit aux allocations d'insertion a, en effet, été limité à 3 ans ou à 3 ans à partir de 30 ans en fonction de la catégorie familiale. Cette modification réglementaire date de fin 2011 mais elle n'a produit ses effets qu'à partir du 1^{er} janvier 2015. Selon les chiffres provisoires (qui pourraient encore légèrement évoluer), 23 265 chômeurs percevant des allocations d'insertion au cours des mois précédents sont arrivés en fin de droit au cours du 1^{er} semestre 2015. Un certain nombre d'entre eux, toutefois, sont sortis du chômage pour d'autres raisons, notamment une reprise d'emploi. Il faut également rappeler que cette nouvelle réglementation est structurelle et engendre, chaque mois, un certain nombre de fins de droit supplémentaires. Les constatations qui suivent doivent donc être interprétées à la lumière de cette modification réglementaire.

La diminution, sur base annuelle, est la plus forte en Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale : respectivement - 11,5 % et - 9,8 % contre - 3,8 % en Région flamande. Cela peut s'expliquer du fait que les Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale comptent proportionnellement plus d'allocataires d'insertion, en particulier de longue durée, que la Région flamande.

Tableau 16

Nombre de CCI-DE pour qui le droit aux allocations d'insertion a pris fin

	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Hommes	Femmes	<25 ans	25-29 ans	30-39 ans	40-49 ans	50 ans et plus	Total
janvier 2015	2 866	12 266	3 300	6 765	11 667	1 721	3 590	7 633	4 526	962	18 432
février 2015	273	745	150	528	640	197	338	499	117	17	1 168
mars 2015	213	675	147	477	558	188	314	403	115	15	1 035
avril 2015	169	637	152	427	531	195	270	369	106	18	958
mai 2015	202	551	115	383	485	166	285	327	82	8	868
juin 2015	164	508	132	375	429	131	233	342	88	10	804
Total	3 887	15 382	3 996	8 955	14 310	2 598	5 030	9 573	5 034	1 030	23 265
	16,7%	66,1%	17,2%	38,5%	61,5%	11,2%	21,6%	41,1%	21,6%	4,4%	100,0%

4.2

Par genre

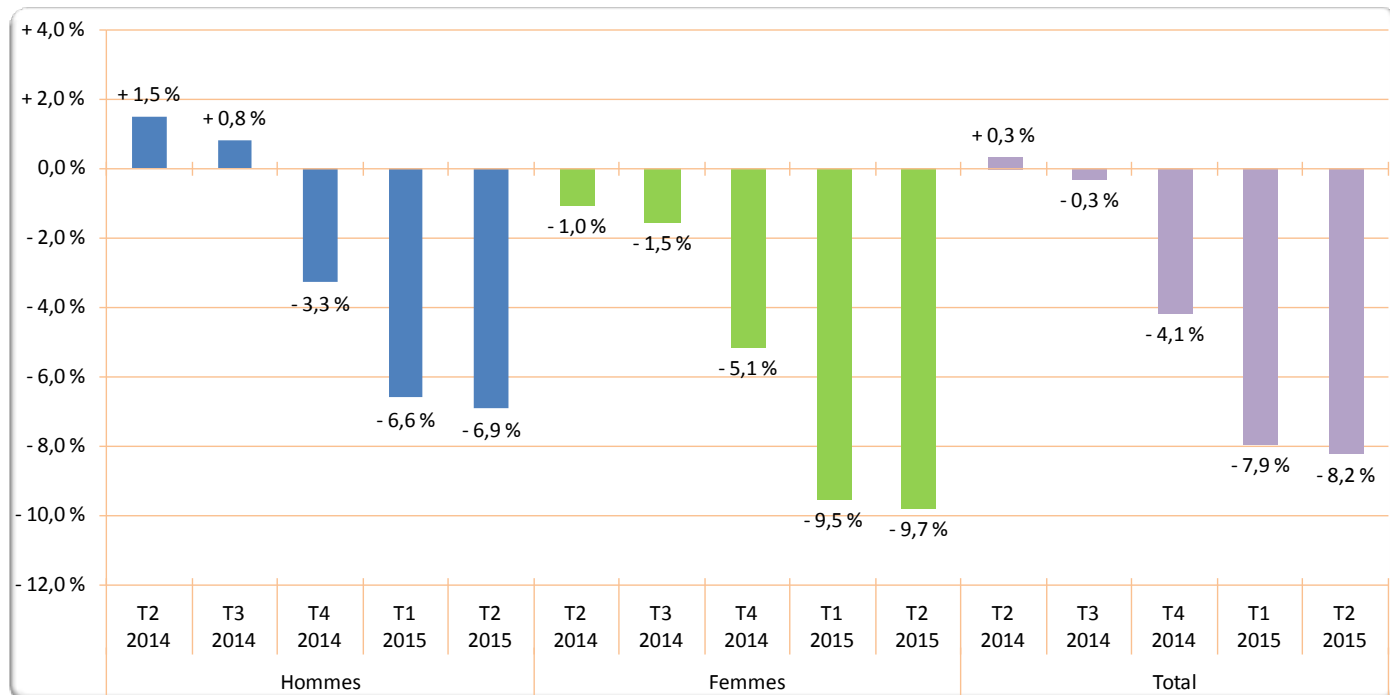
Tableau 17

Evolution des CCI-DE par genre

		Hommes	Femmes	Total			Hommes	Femmes	Total
2007	T1	225 640	240 498	466 138	2007	T1	100	100	100
	T2	214 680	231 066	445 747		T2	100	100	100
	T3	217 178	237 444	454 622		T3	100	100	100
	T4	208 045	221 377	429 422		T4	100	100	100
	Année	216 386	232 596	448 982		Année	100	100	100
2008	T1	214 914	223 015	437 929	2008	T1	95	93	94
	T2	201 704	212 374	414 077		T2	94	92	93
	T3	206 275	219 699	425 974		T3	95	93	94
	T4	206 063	209 387	415 450		T4	99	95	97
	Année	207 239	216 119	423 358		Année	96	93	94
2009	T1	229 931	218 873	448 804	2009	T1	102	91	96
	T2	232 250	217 102	449 353		T2	108	94	101
	T3	241 674	226 571	468 245		T3	111	95	103
	T4	236 769	216 684	453 453		T4	114	98	106
	Année	235 156	219 808	454 964		Année	109	95	101
2010	T1	251 046	225 047	476 093	2010	T1	111	94	102
	T2	238 964	217 947	456 911		T2	111	94	103
	T3	239 421	223 833	463 254		T3	110	94	102
	T4	231 898	214 680	446 579		T4	111	97	104
	Année	240 332	220 377	460 709		Année	111	95	103
2011	T1	239 755	219 649	459 404	2011	T1	106	91	99
	T2	225 768	210 147	435 915		T2	105	91	98
	T3	231 256	218 008	449 265		T3	106	92	99
	T4	226 404	210 658	437 062		T4	109	95	102
	Année	230 796	214 616	445 412		Année	107	92	99
2012	T1	237 296	214 807	452 103	2012	T1	105	89	97
	T2	227 289	206 457	433 746		T2	106	89	97
	T3	231 702	213 245	444 947		T3	107	90	98
	T4	229 990	204 837	434 827		T4	111	93	101
	Année	231 569	209 836	441 406		Année	107	90	98
2013	T1	248 783	212 277	461 061	2013	T1	110	88	99
	T2	242 533	208 254	450 788		T2	113	90	101
	T3	245 779	214 778	460 558		T3	113	90	101
	T4	246 432	212 300	458 733		T4	118	96	107
	Année	245 882	211 903	457 785		Année	114	91	102
2014	T1	263 618	219 590	483 208	2014	T1	117	91	104
	T2	246 192	206 098	452 289		T2	115	89	101
	T3	247 785	211 531	459 316		T3	114	89	101
	T4	238 342	201 413	439 755		T4	115	91	102
	Année	248 984	209 658	458 642		Année	115	90	102
2015	T1	246 207	198 738	444 945	2015	T1	109	83	95
	T2	229 195	186 021	415 216		T2	107	81	93

Graphique 14

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le chômage masculin et le chômage féminin évoluent de manière très différente. Le chômage complet féminin est, en effet, nettement moins sensible à l'évolution de la conjoncture. Il est d'ailleurs resté en deçà des 100 points sur toute la période, c-à-d sous le niveau d'avant la crise. De T2 2013 à T1 2014, le chômage complet féminin avait à nouveau légèrement augmenté mais depuis T2 2014, il baisse à nouveau à un an d'intervalle. En T2 2015, cette baisse est de 9,7 % par rapport à T2 2014.

En revanche, le chômage complet masculin suit bien davantage l'évolution de la conjoncture. Nonobstant le léger redressement conjoncturel entre T3 2010 et T1 2012 au cours duquel le chômage complet masculin a baissé, ce dernier n'a jamais retrouvé le niveau d'avant la crise. En 2012, la conjoncture économique s'est à nouveau renversée. Ce revirement de tendance s'est très vite répercuté sur le chômage complet masculin. Depuis le 2^{ème} trimestre 2012, à un an d'intervalle, la hausse a été continue, mais s'est ralentie à partir de T1 2014. Depuis T4 2014, on enregistre aussi chez les hommes une baisse. En T2 2015, cette baisse est de 6,9 % par rapport à T2 2014.

La diminution des 3 derniers trimestres n'empêche pas que le chômage complet des hommes avec 229 195 unités en T2 2015 reste encore toujours de 7 % supérieur à celui enregistré en 2007, année précédant la crise économique. Quant aux femmes en chômage complet, elles sont 19 % moins nombreuses en T2 2015 qu'en T2 2007.

4.3

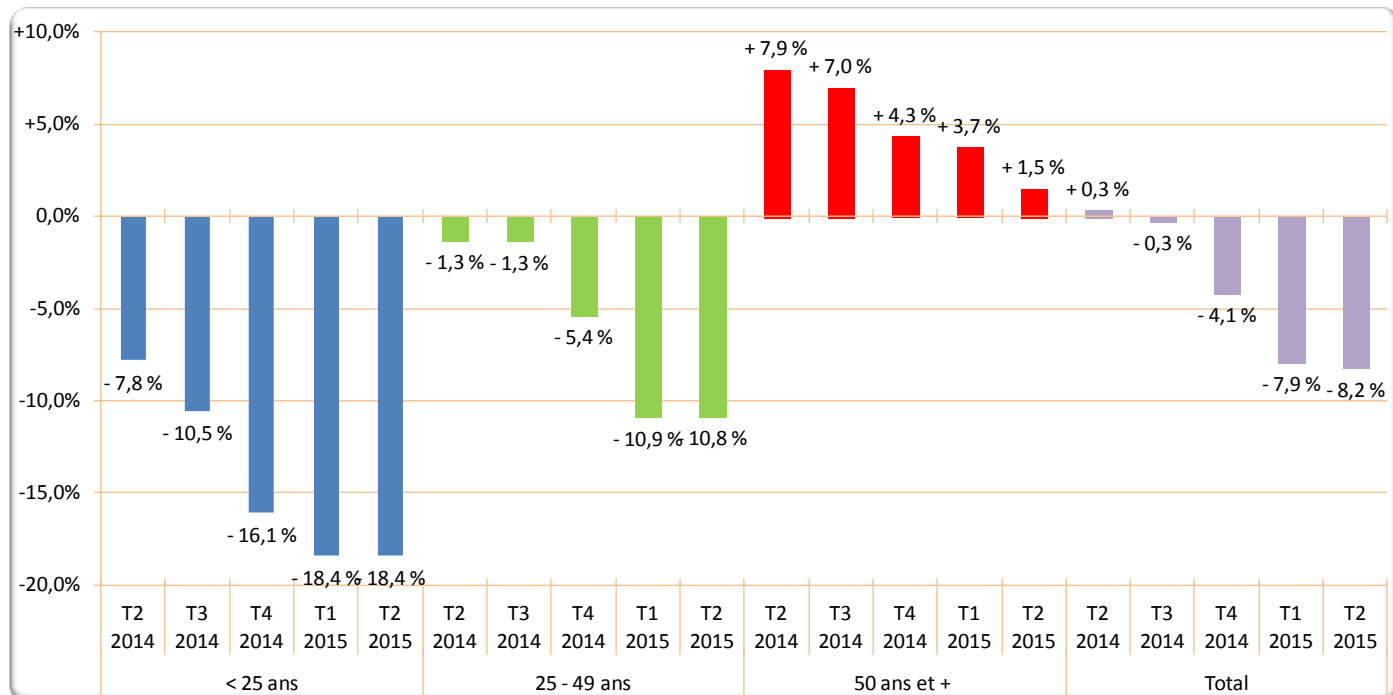
Par classe d'âge

Tableau 18
Evolution des CCI-DE par classe d'âge

		< 25 ans	25 - 49 ans	50 ans et +	Total			< 25 ans	25 - 49 ans	50 ans et +	Total
2007	T1	65 548	301 684	98 906	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	61 332	284 715	99 700	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	66 695	286 518	101 409	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	60 403	268 214	100 805	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	63 494	285 283	100 205	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	60 249	274 011	103 669	437 929	2008	T1	92	91	105	94
	T2	56 209	256 212	101 656	414 077		T2	92	90	102	93
	T3	61 542	261 814	102 618	425 974		T3	92	91	101	94
	T4	58 568	253 902	102 980	415 450		T4	97	95	102	97
	Année	59 142	261 485	102 731	423 358		Année	93	92	103	94
2009	T1	64 101	276 531	108 172	448 804	2009	T1	98	92	109	96
	T2	64 622	275 557	109 174	449 353		T2	105	97	110	101
	T3	70 895	285 288	112 061	468 245		T3	106	100	111	103
	T4	65 973	275 030	112 450	453 453		T4	109	103	112	106
	Année	66 398	278 102	110 464	454 964		Année	105	97	110	101
2010	T1	67 732	290 858	117 503	476 093	2010	T1	103	96	119	102
	T2	63 420	277 018	116 473	456 911		T2	103	97	117	103
	T3	67 145	278 971	117 138	463 254		T3	101	97	116	102
	T4	61 554	268 498	116 526	446 579		T4	102	100	116	104
	Année	64 963	278 836	116 910	460 709		Année	102	98	117	103
2011	T1	61 169	278 715	119 521	459 404	2011	T1	93	92	121	99
	T2	55 946	262 044	117 924	435 915		T2	91	92	118	98
	T3	62 254	268 162	118 849	449 265		T3	93	94	117	99
	T4	58 852	260 182	118 028	437 062		T4	97	97	117	102
	Année	59 555	267 276	118 580	445 412		Année	94	94	118	99
2012	T1	59 008	273 184	119 911	452 103	2012	T1	90	91	121	97
	T2	52 746	262 778	118 222	433 746		T2	86	92	119	97
	T3	56 417	270 031	118 499	444 947		T3	85	94	117	98
	T4	58 357	260 840	115 630	434 827		T4	97	97	115	101
	Année	56 632	266 708	118 065	441 406		Année	89	93	118	98
2013	T1	62 358	281 166	117 537	461 061	2013	T1	95	93	119	99
	T2	57 193	273 905	119 690	450 788		T2	93	96	120	101
	T3	58 457	279 166	122 935	460 558		T3	88	97	121	101
	T4	60 332	273 364	125 037	458 733		T4	100	102	124	107
	Année	59 585	276 900	121 300	457 785		Année	94	97	121	102
2014	T1	62 134	290 735	130 338	483 208	2014	T1	95	96	132	104
	T2	52 721	270 379	129 189	452 289		T2	86	95	130	101
	T3	52 293	275 531	131 492	459 316		T3	78	96	130	101
	T4	50 627	258 696	130 431	439 755		T4	84	96	129	102
	Année	54 444	273 835	130 363	458 642		Année	86	96	130	102
2015	T1	50 693	259 045	135 207	444 945	2015	T1	77	86	137	95
	T2	43 020	241 074	131 122	415 216		T2	70	85	132	93

Graphique 15

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'évolution récente du chômage complet, à un an d'intervalle, varie considérablement d'une classe d'âge à l'autre. Dans les classes d'âge inférieures à 50 ans, le nombre de chômeurs complets tend à diminuer alors que la classe d'âge des 50 ans et + connaît depuis longtemps déjà une augmentation. En T2 2015, la baisse (sur base annuelle) est de 18,4 % pour la classe d'âge inférieure à 25 ans et de 10,8 % pour celle de 25 à 49 ans. Pour le même trimestre, sur base annuelle, la hausse s'amenuise toujours davantage pour ne plus atteindre que les 1,5 % chez les 50 ans et +.

La diminution dans les classes d'âge inférieures à 50 ans est en premier lieu due à l'amélioration de la conjoncture qui (en particulier chez les plus jeunes) a été renforcée par l'introduction du plan ACTIVA pour les jeunes peu qualifiés de moins de 30 ans et par le renforcement du suivi du comportement de recherche d'emploi pour les bénéficiaires d'allocations d'insertion. Ensuite, cette baisse a bien entendu aussi résulté de la modification réglementaire afférente aux allocations d'insertion qui a eu un impact surtout sur les classes d'âge inférieures à 50 ans.

La hausse dans la classe d'âge des 50 ans et + s'explique par le relèvement de l'âge à partir duquel une demande de dispense d'inscription comme demandeur d'emploi peut être introduite. Cet âge a été porté à 60 ans au 1^{er} janvier 2013. De ce fait, bon nombre de chômeurs âgés de 58 et 59 ans qui pouvaient auparavant demander cette dispense restent demandeurs d'emploi. Depuis le 1^{er} janvier 2015, des restrictions ont été apportées à la possibilité de demander une dispense d'inscription comme demandeur d'emploi pour les nouveaux entrants âgés de 60 ans ou plus.

Les effets à un an d'écart de cette évolution réglementaire ne se font plus ressentir, en T2 2015, que chez les chômeurs âgés de 59 ans ou plus. En T2 2015, on enregistre une hausse de 50 % du nombre de chômeurs complets de 59 ans ou plus par rapport à T2 2014 (+ 8 902). Par contre, le nombre de chômeurs indemnisés demandeurs d'emploi âgés de 50 à 58 ans a régressé de 6 970 unités (- 6,2%) entre T2 2014 et T2 2015.

4.4

Par base d'admission

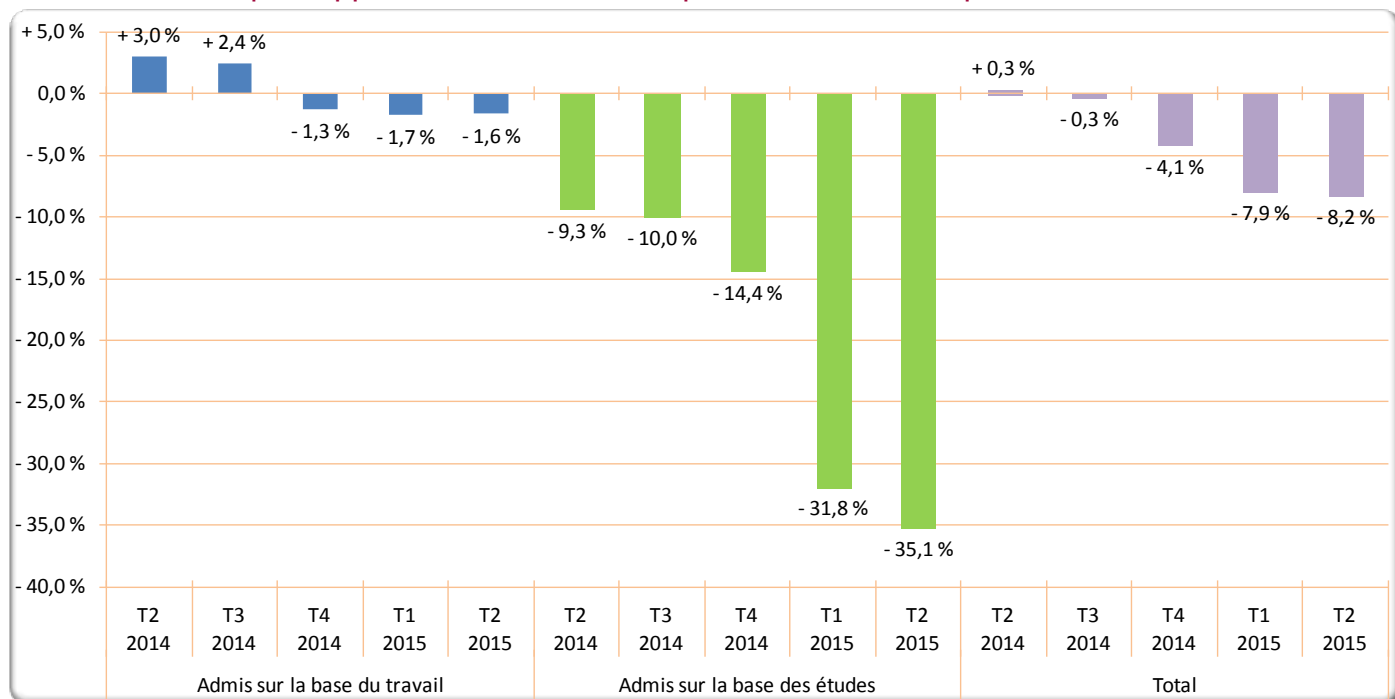
Tableau 19

Evolution des CCI-DE par base d'admission

		Admis sur la base du travail	Admis sur la base des études	Total			Admis sur la base du travail à temps plein	Admis sur la base des études	Total
2007	T1	347 697	118 441	466 138	2007	T1	100	100	100
	T2	332 165	113 582	445 747		T2	100	100	100
	T3	333 409	121 213	454 622		T3	100	100	100
	T4	316 851	112 570	429 422		T4	100	100	100
	Année	332 530	116 452	448 982		Année	100	100	100
2008	T1	326 846	111 082	437 929	2008	T1	94	94	94
	T2	308 560	105 517	414 077		T2	93	93	93
	T3	314 584	111 390	425 974		T3	94	92	94
	T4	309 829	105 621	415 450		T4	98	94	97
	Année	314 955	108 403	423 358		Année	95	93	94
2009	T1	340 648	108 156	448 804	2009	T1	98	91	96
	T2	342 039	107 314	449 353		T2	103	94	101
	T3	352 906	115 339	468 245		T3	106	95	103
	T4	344 492	108 961	453 453		T4	109	97	106
	Année	345 021	109 943	454 964		Année	104	94	101
2010	T1	365 157	110 936	476 093	2010	T1	105	94	102
	T2	349 260	107 651	456 911		T2	105	95	103
	T3	349 431	113 823	463 254		T3	105	94	102
	T4	339 119	107 460	446 579		T4	107	95	104
	Année	350 742	109 967	460 709		Année	105	94	103
2011	T1	352 234	107 171	459 404	2011	T1	101	90	99
	T2	334 909	101 005	435 915		T2	101	89	98
	T3	339 889	109 375	449 265		T3	102	90	99
	T4	331 961	105 101	437 062		T4	105	93	102
	Année	339 748	105 663	445 412		Année	102	91	99
2012	T1	348 022	104 081	452 103	2012	T1	100	88	97
	T2	337 073	96 673	433 746		T2	101	85	97
	T3	343 837	101 111	444 947		T3	103	83	98
	T4	333 037	101 790	434 827		T4	105	90	101
	Année	340 492	100 914	441 406		Année	102	87	98
2013	T1	357 217	103 843	461 061	2013	T1	103	88	99
	T2	353 083	97 705	450 788		T2	106	86	101
	T3	361 178	99 380	460 558		T3	108	82	101
	T4	358 431	100 302	458 733		T4	113	89	107
	Année	357 477	100 308	457 785		Année	108	86	102
2014	T1	383 615	99 593	483 208	2014	T1	110	84	104
	T2	363 686	88 603	452 289		T2	109	78	101
	T3	369 829	89 487	459 316		T3	111	74	101
	T4	353 855	85 900	439 755		T4	112	76	102
	Année	367 746	90 896	458 642		Année	111	78	102
2015	T1	377 059	67 886	444 945	2015	T1	108	57	95
	T2	357 715	57 501	415 216		T2	108	51	93

Graphique 16

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Après un redressement temporaire enregistré en 2011, sur base annuelle, le nombre de CCI-DE admis sur la base du travail s'est à nouveau légèrement accru en 2012. Cette hausse s'est renforcée progressivement en 2013 pour atteindre 7,5 % en T4 2013. Depuis lors, cette hausse s'est progressivement réduite. Depuis T4 2014, on enregistre même, sur base annuelle, une légère diminution (- 1,6 % en T2 2015) du nombre de CCI-DE admis sur la base du travail.

Par contre, le nombre de CCI-DE admis sur la base des études diminue, à un an d'intervalle, depuis déjà 20 trimestres (à l'exception de T2 2013). Influencée au départ par le plan win win, cette baisse s'est encore accentuée en 2014 sous l'effet du plan ACTIVA pour les jeunes peu qualifiés de moins de 30 ans, du renforcement du suivi du comportement de recherche d'emploi pour les bénéficiaires d'allocations d'insertion et de l'introduction de ce suivi pour les jeunes en stage d'insertion. Compte tenu des fins de droits pour un certain nombre d'allocataires d'insertion à partir du 1^{er} janvier 2015, cette diminution est encore plus forte pour le 1^{er} semestre 2015 : - 31,8 % en T1 2015 et - 35,1 % en T2 2015. Comparativement à T2 2007, le nombre de CCI-DE admis sur la base des études a diminué de près de la moitié.

4.5

Par durée de chômage

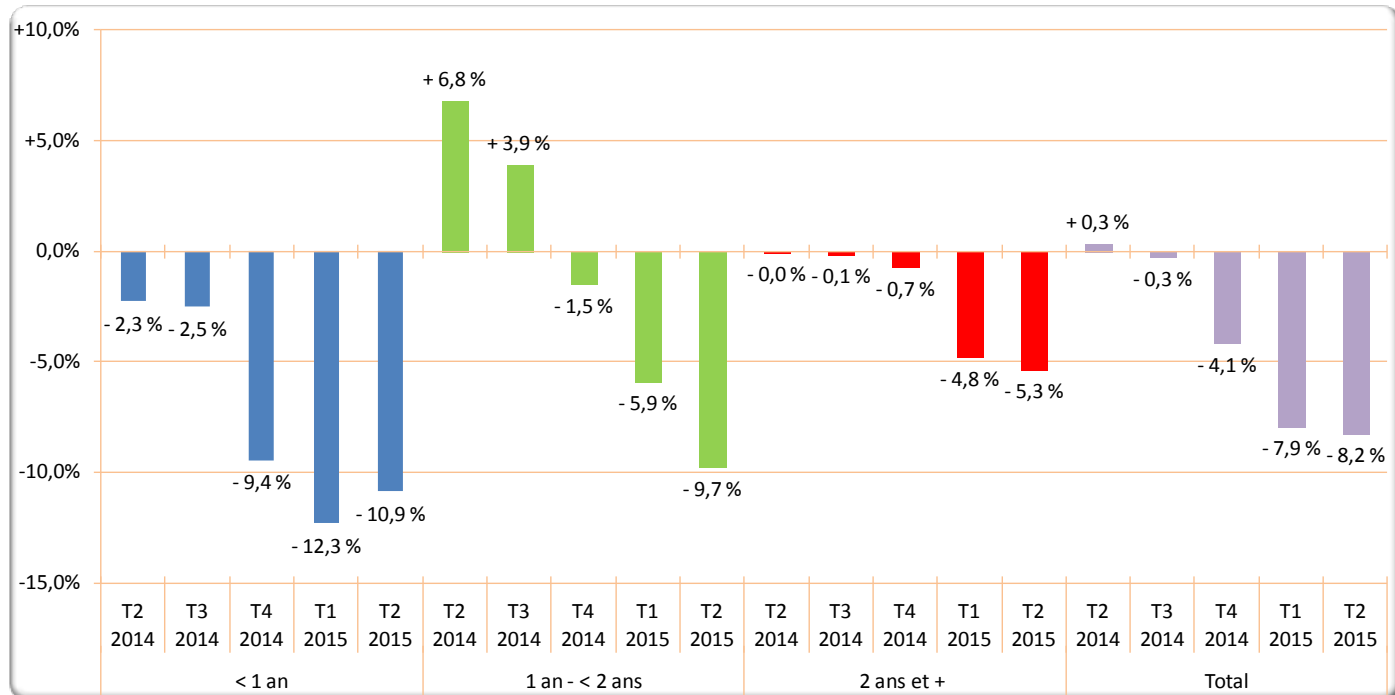
Tableau 20

Evolution des CCI-DE par durée de chômage

		< 1 an	1 an - < 2 ans	2 ans et +	Total			< 1 an	1 an - < 2 ans	2 ans et +	Total
2007	T1	147 851	74 983	243 304	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	134 250	72 018	239 479	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	142 885	72 619	239 118	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	136 776	66 577	226 068	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	140 440	71 549	236 992	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	147 214	67 592	223 123	437 929	2008	T1	100	90	92	94
	T2	133 576	65 076	215 426	414 077		T2	99	90	90	93
	T3	143 161	67 641	215 173	425 974		T3	100	93	90	94
	T4	144 638	65 013	205 798	415 450		T4	106	98	91	97
	Année	142 147	66 330	214 880	423 358		Année	101	93	91	94
2009	T1	170 452	70 843	207 509	448 804	2009	T1	115	94	85	96
	T2	170 691	72 628	206 034	449 353		T2	127	101	86	101
	T3	178 955	79 765	209 524	468 245		T3	125	110	88	103
	T4	169 562	80 309	203 582	453 453		T4	124	121	90	106
	Année	172 415	75 886	206 662	454 964		Année	123	106	87	101
2010	T1	176 008	90 766	209 319	476 093	2010	T1	119	121	86	102
	T2	158 555	90 613	207 743	456 911		T2	118	126	87	103
	T3	159 582	91 987	211 684	463 254		T3	112	127	89	102
	T4	154 967	83 693	207 918	446 579		T4	113	126	92	104
	Année	162 278	89 265	209 166	460 709		Année	116	125	88	103
2011	T1	163 822	83 038	212 544	459 404	2011	T1	111	111	87	99
	T2	149 206	77 571	209 138	435 915		T2	111	108	87	98
	T3	157 383	78 879	213 003	449 265		T3	110	109	89	99
	T4	156 397	74 183	206 482	437 062		T4	114	111	91	102
	Année	156 702	78 418	210 292	445 412		Année	112	110	89	99
2012	T1	168 427	76 710	206 965	452 103	2012	T1	114	102	85	97
	T2	153 511	76 052	204 183	433 746		T2	114	106	85	97
	T3	157 719	80 589	206 639	444 947		T3	110	111	86	98
	T4	159 055	77 224	198 548	434 827		T4	116	116	88	101
	Année	159 678	77 644	204 084	441 406		Année	114	109	86	98
2013	T1	178 956	82 009	200 096	461 061	2013	T1	121	109	82	99
	T2	170 385	79 225	201 178	450 788		T2	127	110	84	101
	T3	170 560	84 121	205 877	460 558		T3	119	116	86	101
	T4	173 307	82 966	202 459	458 733		T4	127	125	90	107
	Année	173 302	82 080	202 403	457 785		Année	123	115	85	102
2014	T1	188 684	88 585	205 939	483 208	2014	T1	128	118	85	104
	T2	166 514	84 626	201 150	452 289		T2	124	118	84	101
	T3	166 289	87 422	205 604	459 316		T3	116	120	86	101
	T4	156 949	81 759	201 047	439 755		T4	115	123	89	102
	Année	169 609	85 598	203 435	458 642		Année	121	120	86	102
2015	T1	165 442	83 389	196 114	444 945	2015	T1	112	111	81	95
	T2	148 404	76 391	190 421	415 216		T2	111	106	80	93

Graphique 17

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



L'évolution du chômage complet de courte durée (de moins d'un an) indique de manière précise le moment où la crise impacte le marché de l'emploi. C'est à partir du 1^{er} trimestre 2009 que le chômage de courte durée entame une progression considérable à un an d'intervalle : + 15,8 % en T1 2009, + 27,8 % en T2 2009 et + 25,0 % en T3 2009. Cette hausse perdure jusqu'au 1^{er} trimestre 2010. Par la suite, le chômage de courte durée se replie et se stabilise jusqu'en fin 2012. L'année 2013 constitue un tournant : durant toute cette année, le chômage de moins d'un an repart à la hausse. Au 1^{er} trimestre 2014, cette hausse atteint un sommet (188 684 paiements). Depuis le 2^{ème} trimestre 2014, le chômage de courte durée a renoué avec la baisse qui s'est renforcée à partir de T4 2014. En T2 2015, la baisse est de 10,9 % sur base annuelle.

Le chômage complet de 1 à moins de 2 ans a atteint un sommet durant le 3^{ème} trimestre 2010 (91 987 paiements). Au cours des 2 années suivantes, il se replie sous l'effet du renforcement des mesures d'activation. Depuis début 2013, le nombre de chômeurs complets de 1 à moins de 2 ans progresse de nouveau et ce, jusqu'au 3^{ème} trimestre 2014. A partir de T4 2014, on enregistre à nouveau un recul. Il est de 9,7 % en T2 2015 sur base annuelle.

Enfin, le chômage complet de 2 ans et + a connu une évolution particulière. L'impact cumulé du plan d'accompagnement et de suivi des chômeurs, des mesures d'activation et des titres-services a contribué à une évolution à la baisse du chômage de longue durée. Une exception dans cette période de baisse, les années 2010 et 2011 qui ont connu une certaine stabilisation résultant d'entrées plus importantes durant les années de crise 2009 et 2010. Durant les trimestres suivants, on a connu une longue période de baisse qui n'a été interrompue que brièvement en T4 2013 et T1 2014. Du fait de la modification réglementaire relative au droit aux allocations d'insertion, la diminution, à un an d'intervalle, est encore plus importante durant le 1^{er} semestre 2015 : - 4,8 % en T1 2015 et - 5,3 % en T2 2015. Le nombre de chômeurs complets de 2 ans et + se réduit ainsi à 190 421 unités en T2 2015, soit 20 % de moins qu'en T2 2007.

4.6

Par catégorie familiale

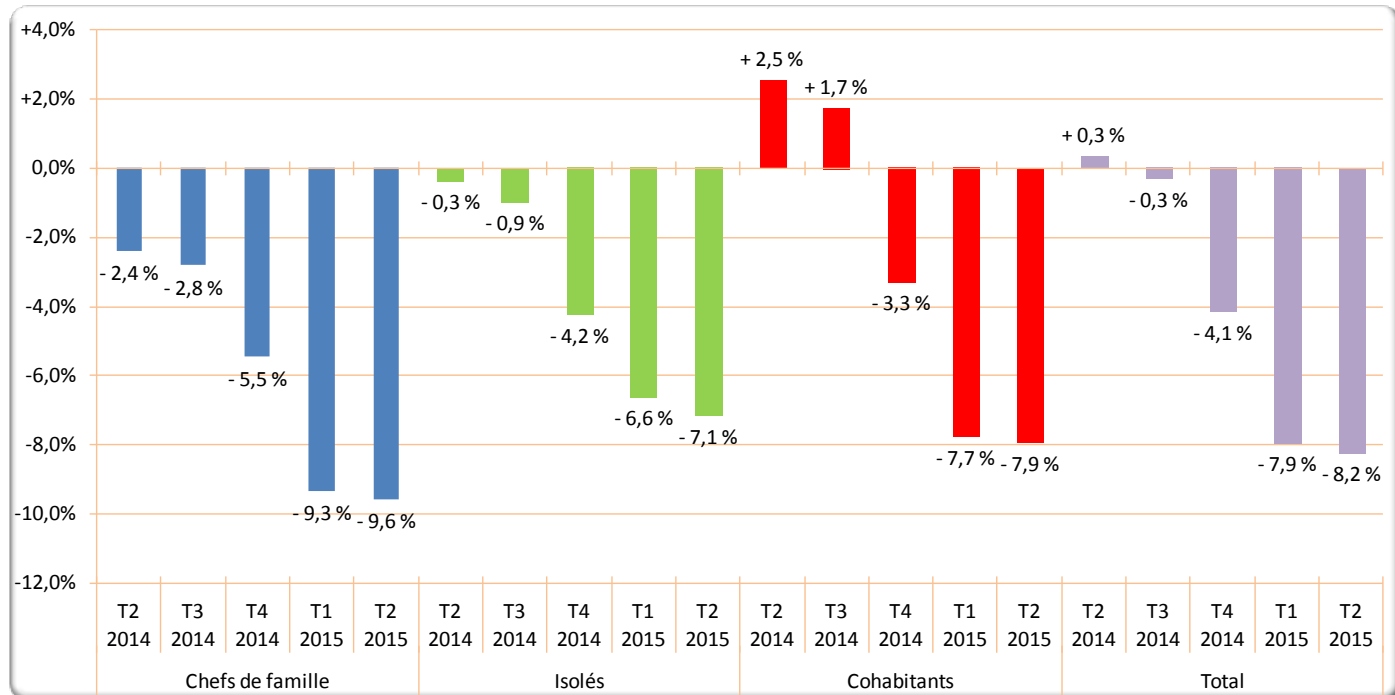
Tableau 21

Evolution des CCI-DE par catégorie familiale

		Chefs de famille	Isolés	Co- habitants	Autres	Total			Chefs de famille	Isolés	Co- habitants	Total
2007	T1	161 929	110 226	193 829	154	466 138	2007	T1	100	100	100	100
	T2	156 841	105 518	183 253	135	445 747		T2	100	100	100	100
	T3	157 406	106 575	190 527	114	454 622		T3	100	100	100	100
	T4	149 040	102 918	177 323	141	429 422		T4	100	100	100	100
	Année	156 304	106 309	186 233	136	448 982		Année	100	100	100	100
2008	T1	149 838	105 449	182 483	159	437 929	2008	T1	93	96	94	94
	T2	143 361	100 096	170 511	109	414 077		T2	91	95	93	93
	T3	145 397	100 797	179 645	135	425 974		T3	92	95	94	94
	T4	140 942	100 131	174 212	165	415 450		T4	95	97	98	97
	Année	144 884	101 619	176 713	142	423 358		Année	93	96	95	94
2009	T1	147 093	108 152	193 433	127	448 804	2009	T1	91	98	100	96
	T2	147 072	108 437	193 677	166	449 353		T2	94	103	106	101
	T3	150 441	111 827	205 854	123	468 245		T3	96	105	108	103
	T4	145 065	110 426	197 797	165	453 453		T4	97	107	112	106
	Année	147 418	109 710	197 690	145	454 964		Année	94	103	106	101
2010	T1	149 542	117 051	209 333	167	476 093	2010	T1	92	106	108	102
	T2	145 942	112 617	198 217	135	456 911		T2	93	107	108	103
	T3	147 438	112 682	203 100	35	463 254		T3	94	106	107	102
	T4	142 224	110 736	193 612	6	446 579		T4	95	108	109	104
	Année	146 286	113 272	201 065	86	460 709		Année	94	107	108	103
2011	T1	144 698	114 215	200 486	5	459 404	2011	T1	89	104	103	99
	T2	140 040	108 634	187 235	6	435 915		T2	89	103	102	98
	T3	142 581	109 706	196 974	4	449 265		T3	91	103	103	99
	T4	137 347	107 899	191 813	3	437 062		T4	92	105	108	102
	Année	141 167	110 113	194 127	5	445 412		Année	90	104	104	99
2012	T1	139 292	112 467	200 339	5	452 103	2012	T1	86	102	103	97
	T2	135 594	108 697	189 455	1	433 746		T2	86	103	103	97
	T3	137 822	109 589	197 537	0	444 947		T3	88	103	104	98
	T4	132 245	106 317	195 567	697	434 827		T4	89	103	110	101
	Année	136 238	109 267	195 724	176	441 406		Année	87	103	105	98
2013	T1	136 049	112 680	211 633	699	461 061	2013	T1	84	102	109	99
	T2	134 632	110 937	205 108	111	450 788		T2	86	105	112	101
	T3	136 573	111 950	212 007	28	460 558		T3	87	105	111	101
	T4	133 312	111 270	214 134	17	458 733		T4	89	108	121	107
	Année	135 141	111 709	210 720	214	457 785		Année	86	105	113	102
2014	T1	136 611	117 114	229 472	11	483 208	2014	T1	84	106	118	104
	T2	131 401	110 555	210 330	3	452 289		T2	84	105	115	101
	T3	132 737	110 896	215 682	2	459 316		T3	84	104	113	101
	T4	126 034	106 577	207 143	1	439 755		T4	85	104	117	102
	Année	131 696	111 285	215 657	4	458 642		Année	84	105	116	102
2015	T1	123 843	109 385	211 712	4	444 945	2015	T1	76	99	109	95
	T2	118 833	102 673	193 700	11	415 216		T2	76	97	106	93

Graphique 18

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Par rapport à 2007, en 2014, le nombre de cohabitants a augmenté de 16 % et le nombre d'isolés de 5 %. A l'inverse, le nombre de chefs de famille a diminué de 16 %.

A un an d'intervalle, pour les 2 premiers trimestres de 2015, on enregistre une baisse substantielle dans chacune des catégories familiales. En T2 2015, cette baisse est de 9,6 % pour les chefs de famille, de 7,1 % pour les isolés et de 7,9 % pour les cohabitants.

Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés

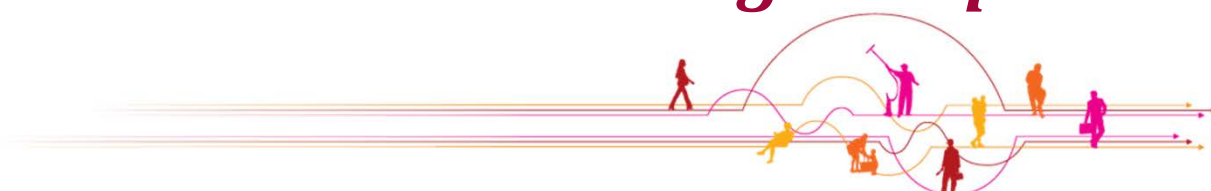


Tableau 22

Evolution de l'ensemble des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés

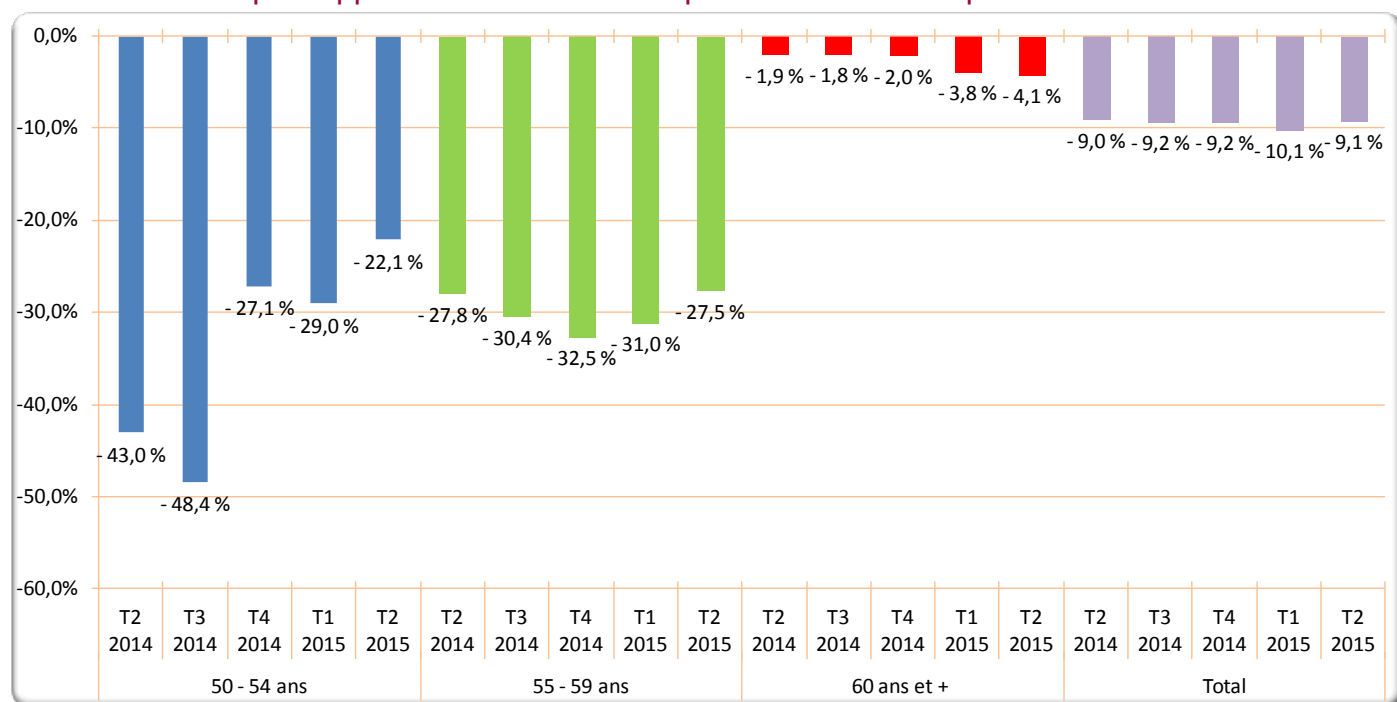
	T2 2007		T2 2014		T2 2015		Evol. T2 2007 - T2 2015	Evol. T2 2014 - T2 2015
Sexe								
Hommes	147 008	66,2 %	106 470	63,6 %	97 713	64,2 %	- 33,5 %	- 8,2 %
Femmes	75 032	33,8 %	61 006	36,4 %	54 518	35,8 %	- 27,3 %	- 10,6 %
Age								
50 - 54 ans	4 650	2,1 %	510	0,3 %	398	0,3 %	- 91,4 %	- 22,1 %
55 - 59 ans	99 072	44,6 %	35 318	21,1 %	25 602	16,8 %	- 74,2 %	- 27,5 %
60 ans et +	118 468	53,3 %	131 647	78,6 %	126 232	82,9 %	+ 6,6 %	- 4,1 %
BC								
BC Anvers	17 096	7,7 %	12 970	7,7 %	11 693	7,7 %	- 31,6 %	- 9,8 %
BC Bruxelles	15 547	7,0 %	10 266	6,1 %	9 522	6,3 %	- 38,8 %	- 7,2 %
BC Liège	14 789	6,7 %	9 954	5,9 %	9 388	6,2 %	- 36,5 %	- 5,7 %
BC Hasselt	14 344	6,5 %	10 310	6,2 %	9 499	6,2 %	- 33,8 %	- 7,9 %
BC Gand	13 368	6,0 %	10 243	6,1 %	9 096	6,0 %	- 32,0 %	- 11,2 %
BC Charleroi	11 806	5,3 %	8 497	5,1 %	8 105	5,3 %	- 31,3 %	- 4,6 %
BC Turnhout	11 512	5,2 %	9 671	5,8 %	8 737	5,7 %	- 24,1 %	- 9,7 %
BC Vilvorde	10 956	4,9 %	8 509	5,1 %	7 649	5,0 %	- 30,2 %	- 10,1 %
BC Louvain	9 125	4,1 %	7 119	4,3 %	6 328	4,2 %	- 30,7 %	- 11,1 %
BC Malines	7 893	3,6 %	6 016	3,6 %	5 389	3,5 %	- 31,7 %	- 10,4 %
BC Courtrai	7 617	3,4 %	6 342	3,8 %	5 806	3,8 %	- 23,8 %	- 8,4 %
BC La Louvière	6 997	3,1 %	5 295	3,2 %	4 799	3,2 %	- 31,4 %	- 9,4 %
BC Nivelles	6 478	2,9 %	4 958	3,0 %	4 420	2,9 %	- 31,8 %	- 10,9 %
BC Bruges	6 425	2,9 %	4 674	2,8 %	4 185	2,7 %	- 34,9 %	- 10,5 %
BC Alost	6 082	2,7 %	4 437	2,6 %	3 937	2,6 %	- 35,3 %	- 11,3 %
BC Roulers	5 826	2,6 %	5 137	3,1 %	4 742	3,1 %	- 18,6 %	- 7,7 %
BC Saint-Nicolas	5 616	2,5 %	4 034	2,4 %	3 618	2,4 %	- 35,6 %	- 10,3 %
BC Namur	5 579	2,5 %	4 740	2,8 %	4 567	3,0 %	- 18,1 %	- 3,6 %
BC Ostende	5 471	2,5 %	4 388	2,6 %	3 968	2,6 %	- 27,5 %	- 9,6 %
BC Tongres	5 257	2,4 %	3 652	2,2 %	3 360	2,2 %	- 36,1 %	- 8,0 %
BC Mons	5 218	2,3 %	3 725	2,2 %	3 258	2,1 %	- 37,6 %	- 12,5 %
BC Tournai	4 882	2,2 %	3 577	2,1 %	3 061	2,0 %	- 37,3 %	- 14,4 %
BC Termonde	4 854	2,2 %	3 560	2,1 %	3 168	2,1 %	- 34,7 %	- 11,0 %
BC Verviers	4 579	2,1 %	3 586	2,1 %	3 270	2,1 %	- 28,6 %	- 8,8 %
BC Huy	2 842	1,3 %	2 192	1,3 %	2 134	1,4 %	- 24,9 %	- 2,6 %
BC Audenarde	2 826	1,3 %	2 490	1,5 %	2 246	1,5 %	- 20,5 %	- 9,8 %
BC Ypres	2 643	1,2 %	2 204	1,3 %	2 031	1,3 %	- 23,2 %	- 7,9 %
BC Arlon	2 423	1,1 %	2 066	1,2 %	1 818	1,2 %	- 25,0 %	- 12,0 %
BC Mouscron	2 165	1,0 %	1 433	0,9 %	1 187	0,8 %	- 45,2 %	- 17,2 %
BC Boom	1 973	0,9 %	1 428	0,9 %	1 250	0,8 %	- 36,6 %	- 12,5 %
Répartition régionale								
Région flamande	138 885	62,5 %	107 185	64,0 %	96 703	63,5 %	- 30,4 %	- 9,8 %
Région wallonne	67 758	30,5 %	50 024	29,9 %	46 006	30,2 %	- 32,1 %	- 8,0 %
Région de Bruxelles-Capitale	15 547	7,0 %	10 266	6,1 %	9 522	6,3 %	- 38,8 %	- 7,2 %
Total	222 190	100 %	167 475	100 %	152 231	100 %	- 31,5 %	- 9,1 %

Tableau 22 (suite)

	T2 2007		T2 2014		T2 2015		Evol. T2 2007 - T2 2015	Evol. T2 2014 - T2 2015
	Branche d'activités regroupées							
Agriculture, sylviculture, pêche	950	0,4 %	700	0,4 %	627	0,4 %	- 34,0 %	- 10,4 %
Extraction de minerais	9 908	4,5 %	6 078	3,6 %	5 393	3,5 %	- 45,6 %	- 11,3 %
Industrie de transformation	97 920	44,1 %	64 361	38,4 %	56 964	37,4 %	- 41,8 %	- 11,5 %
dont:								
<i>construction mécanique</i>	34 078	15,3 %	24 133	14,4 %	21 992	14,4 %	- 35,5 %	- 8,9 %
<i>production métallurgique</i>	8 838	4,0 %	4 855	2,9 %	4 294	2,8 %	- 51,4 %	- 11,5 %
<i>industrie chimique</i>	10 997	4,9 %	7 708	4,6 %	6 566	4,3 %	- 40,3 %	- 14,8 %
<i>industrie alimentaire</i>	8 895	4,0 %	6 092	3,6 %	5 357	3,5 %	- 39,8 %	- 12,1 %
Construction	17 917	8,1 %	13 705	8,2 %	13 523	8,9 %	- 24,5 %	- 1,3 %
Electricité, eau, gaz	207	0,1 %	89	0,1 %	75	0,0 %	- 63,9 %	- 15,8 %
Commerce, banques, assurances	21 719	9,8 %	13 360	8,0 %	11 349	7,5 %	- 47,7 %	- 15,1 %
Transports, communications	6 544	2,9 %	5 395	3,2 %	4 857	3,2 %	- 25,8 %	- 10,0 %
Services	53 465	24,1 %	47 370	28,3 %	43 205	28,4 %	- 19,2 %	- 8,8 %
Activités insuffisamment décrites	13 560	6,1 %	16 419	9,8 %	16 238	10,7 %	+ 19,7 %	- 1,1 %
Total	222 190	100 %	167 475	100 %	152 231	100 %	- 31,5 %	- 9,1 %

Graphique 19

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Lorsqu'on totalise les chômeurs avec complément d'entreprise et les chômeurs âgés dispensés, on constate, à un an d'intervalle, une baisse globale de 9,1 %. Notons la forte baisse dans la classe d'âge des 50 à 54 ans : -22,1 %. La part de cette classe d'âge s'est ainsi encore réduite pour ne plus représenter que 0,26 % du total des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés. Dans la classe d'âge des 55 à 59 ans, on constate une baisse encore plus importante : -27,5 %. Au 2^{ème} trimestre 2015, cette classe d'âge ne représente plus que 16,8 % de l'ensemble (contre 44,6 % en T2 2007). Bien que le nombre de chômeurs avec complément d'entreprise et de chômeurs âgés dispensés de 60 ans ou plus diminue également, sur une base annuelle, (- 4,1 %), leur nombre est toujours plus élevé que celui du 2^{ème} trimestre 2007 : + 6,6 %. Cela s'explique notamment par le glissement d'allocataires vers des classes d'âge plus élevées mais aussi par le relèvement de l'âge de la retraite et par des évolutions démographiques.

La diminution, sur une base annuelle, en Région flamande qui dispose de la part la plus importante des allocataires au sein de ces populations est la plus élevée : -9,8 %. En Région wallonne, la baisse affiche - 8,0 % et en Région de Bruxelles-capitale, -7,2 %.

5.1

Evolution des chômeurs avec complément d'entreprise

Tableau 23

Evolution de l'ensemble des chômeurs avec complément d'entreprise par classe d'âge

Age	T2 2007			T2 2014			T2 2015		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	2 942	810	3 752	376	56	431	325	28	353
55 - 59 a.	32 299	8 188	40 487	20 454	7 221	27 675	18 208	5 644	23 852
60 a. et +	56 075	13 148	69 223	55 728	23 944	79 673	53 681	24 530	78 211
Total	91 315	22 146	113 461	76 558	31 221	107 779	72 214	30 202	102 417

Age	Evol. T2 2007 - T2 2015			Evol. T2 2014 - T2 2015		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	- 88,9 %	- 96,5 %	- 90,6 %	- 13,4 %	- 49,7 %	- 18,1 %
55 - 59 a.	- 43,6 %	- 31,1 %	- 41,1 %	- 11,0 %	- 21,8 %	- 13,8 %
60 a. et +	- 4,3 %	+ 86,6 %	+ 13,0 %	- 3,7 %	+ 2,4 %	- 1,8 %
Total	- 20,9 %	+ 36,4 %	- 9,7 %	- 5,7 %	- 3,3 %	- 5,0 %

Tableau 24

Dont les demandeurs d'emploi ⁷

Age	T2 2014			T2 2015			Evol. T2 2014 - T2 2015		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	195	45	240	74	18	93	- 61,8 %	- 59,6 %	- 61,4 %
55 - 59 a.	2 469	1 098	3 567	2 575	1 090	3 665	+ 4,3 %	- 0,8 %	+ 2,7 %
60 a. et +	633	325	958	1 062	544	1 606	+ 67,8 %	+ 67,5 %	+ 67,7 %
Total	3 297	1 468	4 765	3 711	1 652	5 363	+ 12,6 %	+ 12,5 %	+ 12,6 %

On continue d'observer, à un an d'intervalle, une diminution du nombre de chômeurs avec complément d'entreprise (RCC anciennement « prépension ») dans toutes les classes d'âge. Dans la classe d'âge de 50 à 54 ans, la baisse est la plus importante et atteint 18,1 %. Le nombre de femmes dans ce régime a pourtant augmenté de 36,4 % par rapport à T2 2007. Cette augmentation se situe entièrement dans la classe d'âge des 60 ans et + (+86,6 %) et peut s'expliquer par le relèvement progressif, de 60 à 65 ans, de l'âge de la pension des femmes.

En T2 2015, à un an d'intervalle, le nombre de demandeurs d'emploi dans le régime du chômage avec complément d'entreprise (RCC) a augmenté de 12,6 %. Leur part dans l'ensemble des chômeurs avec complément d'entreprise s'élève à 5,2 %.

Il est à noter que l'évolution du chômage avec complément d'entreprise est fortement influencée à la fois par l'évolution démographique et par l'évolution de la population active. En effet, la population active âgée de 50 à 64 ans a augmenté de 58,3 % entre T1 2004 et T1 2015 alors que celle âgée de 15 à 49 ans s'est stabilisée (- 0,3 %).

⁷ Depuis juillet 2014, les chômeurs avec complément d'entreprise demandeurs d'emploi sont repris dans le groupe des CCI-DE (cf. chapitre 4).

5.2

Evolution des chômeurs âgés dispensés

Tableau 25

Evolution des chômeurs âgés dispensés par classe d'âge

Age	T2 2007			T2 2014			T2 2015		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	375	524	898	41	38	79	30	15	44
55 - 59 a.	26 985	31 600	58 585	3 819	3 824	7 643	1 141	608	1 749
60 a. et +	28 346	20 900	49 246	26 052	25 922	51 974	24 327	23 693	48 021
Total	55 706	53 023	108 729	29 912	29 784	59 696	25 498	24 316	49 814

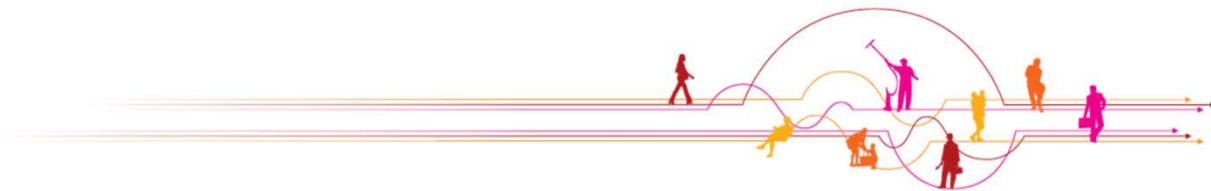
Age	Evol. T2 2007 - T2 2015			Evol. T2 2014 - T2 2015		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 a.	- 92,1 %	- 97,2 %	- 95,1 %	- 27,0 %	- 61,7 %	- 43,9 %
55 - 59 a.	- 95,8 %	- 98,1 %	- 97,0 %	- 70,1 %	- 84,1 %	- 77,1 %
60 a. et +	- 14,2 %	+ 13,4 %	- 2,5 %	- 6,6 %	- 8,6 %	- 7,6 %
Total	- 54,2 %	- 54,1 %	- 54,2 %	- 14,8 %	- 18,4 %	- 16,6 %

A un an d'intervalle, au 2^{ème} trimestre 2015, le nombre total des chômeurs âgés dispensés a diminué de 16,6 %. Par rapport au 2^{ème} trimestre 2007, on enregistre une baisse de 54,2 %. La baisse, à un an d'intervalle, se retrouve dans toutes les classes d'âge : - 43,9 % pour les 50 à 54 ans, - 77,1 % pour les 55 à 59 ans et - 7,6 % pour les 60 ans et +.

Par rapport au 2^{ème} trimestre 2007, le nombre de femmes âgées de 60 ans ou + a augmenté de 13,4 %, ce qui peut aussi s'expliquer par le relèvement progressif de l'âge de la pension des femmes (cf. chapitre 5.1).

Pour rappel, l'âge minimum requis pour demander une dispense d'inscription comme demandeur d'emploi a été progressivement relevé, depuis 2002, de 50 à 60 ans. Cet âge minimum est passé de 58 à 60 ans au 1^{er} janvier 2013. Depuis le 1^{er} janvier 2015, de nouvelles restrictions ont été apportées à la possibilité de demander une dispense d'inscription comme demandeur d'emploi pour les nouveaux entrants âgés de 60 ans ou plus.

Evolution des mesures pour l'emploi



6.1

Evolution des mesures pour l'emploi (à l'exception des titres-services)

6.1.1

Evolution globale selon le régime

Tableau 26

Evolution des mesures pour l'emploi par régime⁸

	T2 2007		T2 2014		T2 2015		Evol. T2 2007 - T2 2015	Evol. T2 2014 - T2 2015
Trav. à temps partiel	49 777	33,1 %	52 757	31,2 %	43 933	27,2 %	- 11,7 %	- 16,7 %
Formations	40 069	26,7 %	45 053	26,6 %	44 645	27,6 %	+ 11,4 %	- 0,9 %
Activa + WIN-WIN	39 245	26,1 %	29 693	17,5 %	27 622	17,1 %	- 29,6 %	- 7,0 %
Activa < 30 ans	-	-	5 197	3,1 %	10 221	6,3 %	-	+ 96,7 %
Stage de transition	-	-	1 031	0,6 %	1 766	1,1 %	-	+ 71,3 %
Progr. de transition profess.	6 197	4,1 %	4 965	2,9 %	4 915	3,0 %	- 20,7 %	- 1,0 %
SINE	8 833	5,9 %	10 632	6,3 %	10 775	6,7 %	+ 22,0 %	+ 1,3 %
Compl. de reprise du travail	4 367	2,9 %	17 387	10,3 %	15 413	9,5 %	+ 253,0 %	- 11,4 %
Dispensés ALE	1 307	0,9 %	1 434	0,8 %	1 375	0,8 %	+ 5,2 %	- 4,1 %
Autres	541	0,4 %	1 200	0,7 %	1 149	0,7 %	+ 112,3 %	- 4,2 %
Total	150 335	100 %	169 349	100 %	161 814	100 %	+ 7,6 %	- 4,4 %

Le nombre total des paiements effectués dans le cadre des mesures pour l'emploi diminue légèrement, sur une base annuelle, en T2 2015 (-4,4 % par rapport à T2 2014). Cela s'explique essentiellement du fait de la diminution importante du nombre de travailleurs à temps partiel avec maintien des droits et allocation de garantie de revenu (AGR): - 8 824 paiements ou - 16,7 % sur base annuelle. Depuis le 1^{er} janvier 2015, un nouveau mode de calcul de l'AGR est entré en vigueur. Ce nouveau mode de calcul est généralement moins avantageux que le précédent ce qui peut expliquer en partie cette diminution. Celle-ci avait toutefois déjà débuté dans le courant de l'année 2014. Par contre, le plan ACTIVA pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés et les stages de transition progressent encore. Ensemble, ces 2 mesures introduites courant 2013 représentent près de 12 000 paiements mensuels.

Depuis 2007, on note une hausse de 7,6 % du nombre total des bénéficiaires des mesures pour l'emploi.

Les chômeurs en formation et les travailleurs à temps partiel avec maintien des droits constituent la part la plus importante dans le total des mesures pour l'emploi. Ensemble, ils représentent 54,8 % de l'ensemble des paiements pour les mesures pour l'emploi en T2 2015. Ensuite, on retrouve le plan Activa qui compte en moyenne 37 843 paiements en T2 2015 (dont 10 211 relatifs au plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés) ou 23,4 % du total des mesures pour l'emploi.

⁸ NB : les mesures reprises sous 'formations' englobent à la fois des primes qui ne sont payées qu'une fois ou régulièrement. Les paiements 'ALE' repris dans ce tableau ne concernent que des travailleurs ALE dispensés de l'inscription en tant que demandeurs d'emploi. Les autres travailleurs ALE sont repris sous d'autres statuts tels que, par exemple, celui de chômeur complet. En T2 2015, on recense un total de 14 241 travailleurs ALE.

6.1.2

Evolution du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés

Tableau 27

Evolution du nombre de paiements dans le cadre du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés

	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013/01	0	0	0	0
2013/02	0	0	0	0
2013/03	0	0	0	0
2013/04	0	0	0	0
2013/05	0	0	0	0
2013/06	0	0	0	0
2013/07	4	14	3	21
2013/08	42	149	8	199
2013/09	164	521	39	724
2013/10	327	808	67	1 202
2013/11	687	1 442	170	2 299
2013/12	717	1 529	243	2 489
2013	162	372	44	578
2014/01	817	1 834	318	2 969
2014/02	959	2 110	328	3 397
2014/03	1 197	2 516	450	4 163
2014/04	1 276	2 488	457	4 221
2014/05	1 497	3 133	466	5 096
2014/06	1 853	3 768	654	6 275
2014/07	1 875	3 642	667	6 184
2014/08	2 572	4 622	709	7 903
2014/09	2 267	4 308	678	7 253
2014/10	2 434	4 289	703	7 426
2014/11	3 126	5 482	811	9 419
2014/12	2 362	4 471	731	7 564
2014	1 853	3 555	581	5 989
2015/01	3 081	5 723	899	9 703
2015/02	3 013	5 366	912	9 291
2015/03	3 006	5 374	935	9 315
2015/04	2 846	5 052	867	8 765
2015/05	3 904	6 971	1 066	11 941
2015/06	3 122	5 883	952	9 957
2015	3 162	5 728	939	9 829
Répartition	32,2 %	58,3 %	9,5 %	100 %

Le Tableau 27 reprend l'évolution du nombre de paiements par mois pour le nouveau plan Activa destiné aux jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés. Au cours du second trimestre de cette année, on a enregistré, en moyenne pour cette nouvelle mesure, 10 221 paiements par mois (soit 785 de plus qu'en T1 2015). Le nombre de paiements relatifs à cette mesure continue donc de croître et ce, dans chacune des régions. En T2 2015, la Région wallonne dispose toujours de la part la plus importante avec 58,3 % des paiements.

Tableau 28

Evolution du nombre de contrats dans le cadre du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés

		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013	T1	0	0	0	0
	T2	0	0	0	0
	T3	446	905	92	1 443
	T4	681	1 306	260	2 247
	Année	1 127	2 211	352	3 690
2014	T1	1 179	1 840	325	3 344
	T2	1 548	2 423	391	4 362
	T3	1 547	2 234	349	4 130
	T4	1 493	2 221	394	4 108
	Année	5 767	8 718	1 459	15 944
2015	T1	1 381	2 081	315	3 777
	T2	1 069	1 797	241	3 107
Répartition		34,4 %	57,8 %	7,8 %	100 %

Depuis 2013, au total, 26 518 contrats ont été conclus dans le cadre du plan Activa pour les jeunes de moins de 30 ans peu qualifiés.

6.1.3

Evolution des stages de transition

Tableau 29

Evolution du nombre de contrats et de paiements dans le cadre des stages de transition

	Contrats				Paiements			
	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays
2013/01	0	0	0	0	0	0	0	0
2013/02	5	0	0	5	0	0	0	0
2013/03	26	0	0	26	2	0	0	2
2013/04	56	0	0	56	25	0	0	25
2013/05	87	1	2	90	99	0	2	101
2013/06	97	1	9	107	238	0	0	238
2013/07	89	1	10	100	237	3	1	241
2013/08	43	4	24	71	251	4	18	273
2013/09	42	4	26	72	246	7	48	301
2013/10	41	15	14	70	179	15	70	264
2013/11	40	15	12	67	180	20	80	280
2013/12	25	21	25	71	123	39	73	235
2013	551	62	122	735	132	7	24	163
2014/01	15	32	24	71	124	61	85	270
2014/02	37	95	31	163	93	101	116	310
2014/03	69	130	29	228	132	270	142	544
2014/04	75	229	64	368	152	370	131	653
2014/05	64	243	70	377	191	653	176	1 020
2014/06	65	289	89	443	222	912	285	1 419
2014/07	67	338	64	470	202	810	293	1 305
2014/08	23	174	50	247	198	1 163	353	1 714
2014/09	39	179	47	265	174	1 125	328	1 627
2014/10	29	124	52	205	102	875	285	1 262
2014/11	34	85	44	163	126	967	296	1 389
2014/12	22	59	37	118	96	682	237	1 015
2014	539	1 977	601	3 118	151	666	227	1 044
2015/01	21	87	24	132	126	691	276	1 093
2015/02	30	185	39	254	71	633	217	921
2015/03	65	313	84	462	113	768	245	1 126
2015/04	59	400	114	573	120	900	231	1 251
2015/05	46	326	96	468	194	1 413	385	1 992
2015/06	24	202	65	291	176	1 452	427	2 055
2015	245	1 513	422	2 180	133	976	297	1 406
Répartition	11,2 %	69,4 %	19,4 %	100 %	9,5 %	69,4 %	21,1 %	100 %

Les stages de transition s'adressent aux jeunes peu qualifiés qui s'inscrivent en tant que demandeurs d'emploi après leurs études et leur permettent d'acquérir une première expérience professionnelle. Le Tableau 29 reprend l'évolution mensuelle du nombre de contrats et de paiements relatifs à cette nouvelle mesure. En T2 2015, une moyenne mensuelle de 1 766 paiements pour stages de transition ont été effectués. Au total, on recense 6 033 contrats depuis janvier 2013.

En T2 2015, le plus grand nombre de paiements pour stages de transition a été enregistré en Région wallonne (69,4 %). C'est dans cette région que l'on retrouve aussi le plus grand nombre de contrats conclus (69,4 %).

6.2

Titres-services

Tableau 30

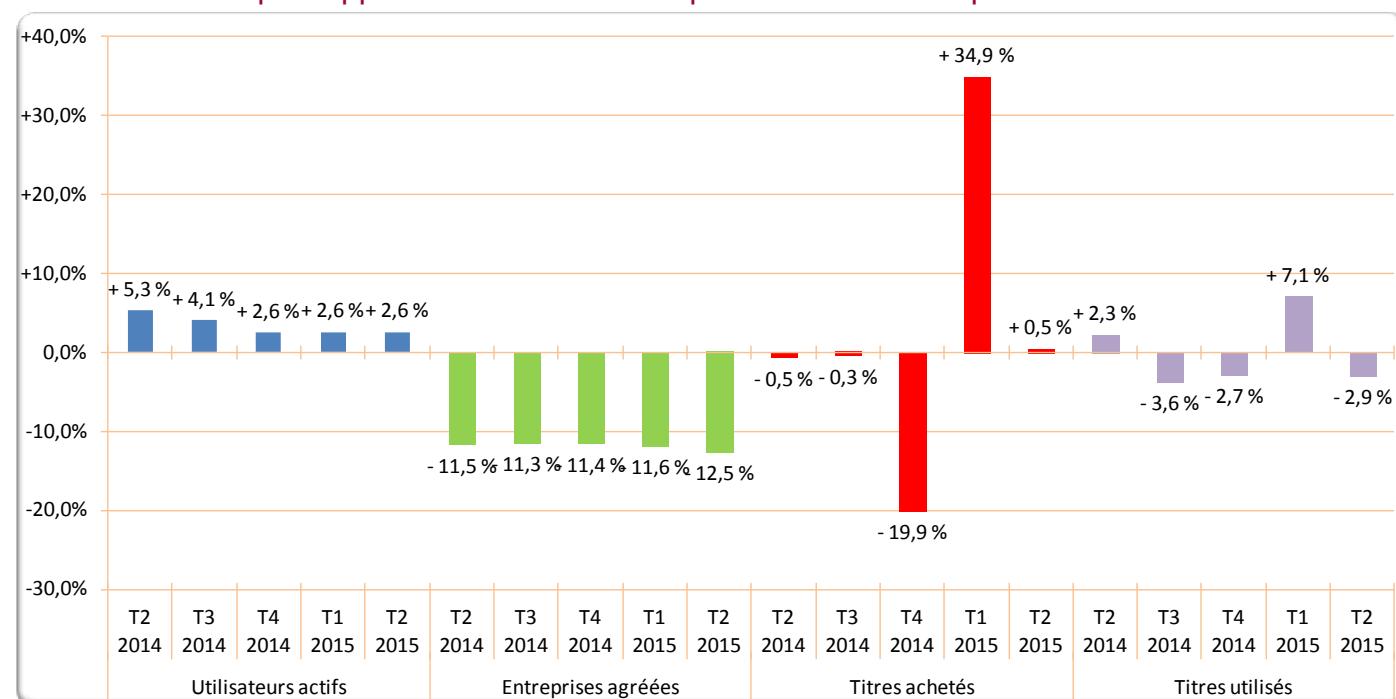
Evolution globale du nombre d'utilisateurs actifs, d'entreprises agréées, de titres achetés et de titres utilisés

	2007	2014	Evol. 2007 - 2014	T2 2014	T2 2015	Evol. T2 2014 - T2 2015
Utilisateurs actifs*	449 899	975 408	+ 116,8 %	967 355	992 721	+ 2,6 %
Entreprises agréées*	1 720	2 169	+ 26,1 %	2 283	1 998	- 12,5 %
Titres achetés	53 453 329	116 146 556	+ 117,3 %	31 822 559	31 972 764	+ 0,5 %
Titres utilisés	49 187 499	120 250 546	+ 144,5 %	31 951 088	31 039 107	- 2,9 %

* Situation fin du trimestre

Graphique 20

Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Le succès des titres-services apparaît clairement à la lumière du tableau ci-dessus: entre 2007 et 2014, le nombre d'utilisateurs actifs a augmenté de 116,8 % et le nombre de titres utilisés a crû de 144,5 %. La croissance du nombre d'utilisateurs actifs se tasse mais se prolonge néanmoins encore en T2 2015: entre le 2^{ème} trimestre 2014 et le 2^{ème} trimestre 2015, l'augmentation du nombre d'utilisateurs actifs est de 2,6 %.

Le nombre de titres achetés est resté stable en T2 2015 (+0,5 % en T2 2015 par rapport à T2 2014). L'effet de l'achat anticipatif de titres-services en T4 2013 en prévision des hausses de prix du 1^{er} janvier 2014 qui était encore tangible en T1 2015 a totalement disparu en T2 2015. A un an d'intervalle, le nombre de titres utilisés baisse légèrement (-2,9 %), après une augmentation exceptionnelle de 7,1% en T1 2015. Cette baisse se situe principalement en Région wallonne.

Evolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps

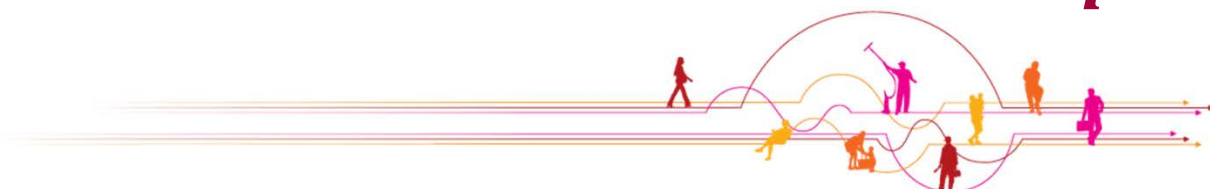
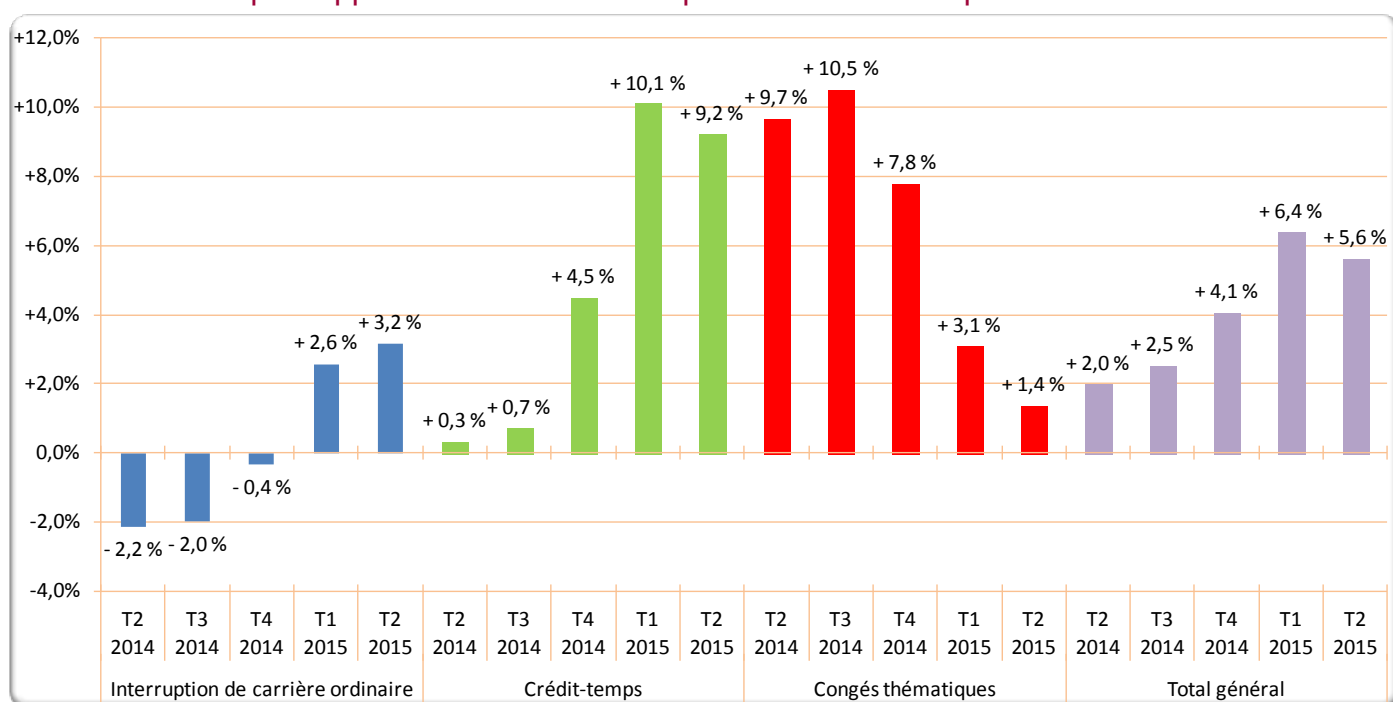


Tableau 31
Evolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps par formule

	2007	2014	Evol. 2007 - 2014	T2 2014	T2 2015	Evol. T2 2014 - T2 2015
Interruption de carrière ordinaire						
complète	8 447	4 836	- 42,7 %	4 857	4 710	- 3,0 %
mi-temps	36 838	30 810	- 16,4 %	30 785	30 450	- 1,1 %
réd.1/3 ^{ème} temps	907	1 007	+ 11,1 %	1 016	1 012	- 0,4 %
réd.1/4 ^{ème} temps	2 347	2 129	- 9,3 %	2 168	1 964	- 9,4 %
réd.1/5 ^{ème} temps	23 242	29 885	+ 28,6 %	29 892	32 763	+ 9,6 %
Total	71 781	68 668	- 4,3 %	68 718	70 899	+ 3,2 %
Crédit-temps						
complète	11 452	5 790	- 49,4 %	5 814	5 719	- 1,6 %
mi-temps	32 094	33 355	+ 3,9 %	33 507	33 143	- 1,1 %
réd.1/5 ^{ème} temps	68 122	95 436	+ 40,1 %	94 243	107 001	+ 13,5 %
Total	111 668	134 581	+ 20,5 %	133 564	145 863	+ 9,2 %
Congés thématiques						
congé parental	34 111	57 299	+ 68,0 %	56 951	57 762	+ 1,4 %
assistance médicale	5 554	15 462	+ 178,4 %	15 986	16 177	+ 1,2 %
soins palliatifs	205	291	+ 42,2 %	294	295	+ 0,3 %
Total	39 870	73 052	+ 83,2 %	73 231	74 234	+ 1,4 %
Total général	223 319	276 301	+ 23,7 %	275 513	290 996	+ 5,6 %

Graphique 21
Variation relative par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente



Entre 2007 et 2014, le nombre de paiements relatifs aux régimes de l'interruption de carrière et du crédit-temps a augmenté de 23,7 %. Durant cette période, ce sont surtout les formes spécifiques d'interruption de carrière (congrés thématiques) qui ont connu une forte augmentation (+ 83,2 %). Par ailleurs, la réduction des prestations d'1/5^{ème} temps a également enregistré une hausse appréciable à la fois dans le régime de l'interruption de carrière (+ 28,6 %) et dans celui du crédit-temps (+ 40,1 %). Par contre, sur la période, l'interruption de carrière ordinaire complète et le crédit-temps complet ont respectivement diminué de 42,7 % et 49,4 %.

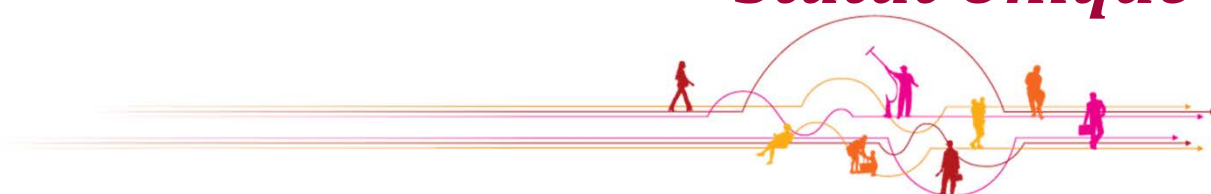
Entre le 2^{ème} trimestre 2014 et le 2^{ème} trimestre 2015, on note une augmentation globale du nombre de travailleurs en interruption de carrière, crédit-temps ou congé thématique de 5,6 %.

Cette hausse est surtout sensible pour les travailleurs interrompant leur carrière dans le cadre du crédit-temps (+ 9,2 %) et plus spécifiquement, pour ceux qui réduisent leurs prestations d'1/5^{ème} temps (+ 13,5 %). Il s'agit probablement d'un effet d'anticipation du relèvement de 55 à 60 ans, de l'âge à partir duquel on peut interrompre partiellement sa carrière dans le régime de fin de carrière (avec allocations majorées). Pour autant que l'employeur ait été averti avant le 01.01.2015, les demandes introduites à l'Onem avant le 1^{er} avril 2015 et dont la date de prise de cours du crédit-temps est située avant le 01 juillet 2015 peuvent encore bénéficier de l'ancien régime.

Une hausse moins importante est également enregistrée pour les travailleurs interrompant leur carrière dans le cadre du régime ordinaire d'interruption de carrière (+ 3,2 %) et plus spécifiquement, pour ceux qui réduisent leurs prestations d'1/5^{ème} temps (+ 9,6 %). Il s'agit aussi probablement d'un effet d'anticipation du relèvement de 55 à 60 ans, de l'âge à partir duquel on peut interrompre partiellement sa carrière dans le régime de fin de carrière (allocations majorées). La date du relèvement de l'âge n'a pas encore été fixée dans le cas du régime ordinaire d'interruption de carrière.

Enfin, l'ensemble des congés thématiques progresse de moins en moins, à un an d'intervalle : + 1,4 %.

Evolution des mesures prises dans le cadre de la mise en place du Statut Unique



8.1

Primes de crise et allocations de licenciement

Tableau 32

Evolution du nombre des paiements de primes de crise et des allocations de licenciement par région

		Primes de crise				Allocations de licenciement				Total
		Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	Pays	Pays	Région flamande	Région wallonne	Région de Bruxelles-Capitale	
2010	T1	349	237	42	628					628
	T2	4 378	3 365	637	8 380					8 380
	T3	4 136	3 060	778	7 974					7 974
	T4	5 326	4 041	941	10 308					10 308
	Année	3 547	2 676	600	6 823					6 823
2011	T1	5 811	4 387	1 091	11 289					11 289
	T2	5 430	4 405	1 214	11 049					11 049
	T3	4 386	3 627	872	8 885					8 885
	T4	5 557	4 377	1 134	11 068					11 068
	Année	5 296	4 199	1 078	10 573					10 573
2012	T1	4 462	3 306	1 000	8 768		1 081	1 023	129	11 001
	T2	1 136	717	332	2 185		4 220	3 547	803	12 755
	T3	477	189	128	794		4 279	3 045	813	8 931
	T4	239	104	59	402		5 217	3 340	749	9 708
	Année	1 579	1 079	380	3 037		3 699	2 739	624	10 099
2013	T1	151	66	57	274		7 022	4 458	1 002	12 756
	T2	89	41	29	159		7 204	4 731	1 265	13 359
	T3	46	21	17	84		6 478	3 875	1 116	11 553
	T4	36	20	8	64		6 796	4 430	1 067	12 357
	Année	81	37	28	145		6 875	4 374	1 113	12 506
2014	T1	30	18	7	55		7 677	5 130	1 342	14 204
	T2	12	16	5	33		4 908	3 600	1 082	9 623
	T3	7	7	9	23		4 007	2 402	781	7 213
	T4	3	3	5	11		3 687	2 352	669	6 719
	Année	13	11	6	30		5 070	3 371	968	9 440
2015	T1	1	2	2	5		4 363	3 114	890	8 372
	T2	7	3	0	10		4 130	2 614	652	7 406
Répartition		70,0 %	30,0 %	0,0 %	100 %		55,8 %	35,3 %	8,8 %	100 %

Depuis le 1^{er} janvier 2012, le régime des primes de crise est en voie d'extinction. Des paiements relatifs aux demandes introduites antérieurement au 1^{er} janvier 2012 sont toujours effectués mais aucune nouvelle demande n'est encore recevable.

Aussi depuis le 1^{er} janvier 2012, l'allocation de licenciement a été introduite au bénéfice des ouvriers, des domestiques et des travailleurs sous contrat de travail titres-services. Cette mesure remplaçait la prime de crise mais elle est, à son tour, en voie d'extinction et remplacée progressivement par une autre allocation.

Les ouvriers dont le contrat de travail débutait après le 31 décembre 2013 n'ont, de ce fait, plus droit à l'allocation de licenciement mais bien à une indemnité en compensation du licenciement (cfr partie 8.2).

Le nombre de primes de crise qui ont été payées trimestriellement aux ouvriers ayant perdu leur travail a connu un sommet au 1^{er} trimestre 2011 jusqu'à un maximum de 11 289 primes. Depuis lors, ce nombre n'a pas cessé de décroître. Durant le 2^{ème} trimestre 2015, 10 primes ont encore été payées.

Au cours du 2^{ème} trimestre 2015, un total de 7 396 allocations de licenciement ont été payées. Du fait de l'extinction progressive de cette mesure, le nombre des paiements continue de diminuer (par rapport à T2 2014 : - 22,9 % ou - 2 194 paiements).

55,8 % du total des allocations de licenciement ont été payées à des travailleurs issus de la Région flamande, 35,3 % à des travailleurs issus de la Région wallonne et 8,8 % à des travailleurs issus de la Région de Bruxelles-Capitale.

8.2

Indemnités en compensation du licenciement

Tableau 33

Evolution du nombre de paiements d'indemnités en compensation de licenciement

	Payées en plusieurs fois	Payées en 1 fois	Total
2014/01	0	0	0
2014/02	0	0	0
2014/03	0	81	81
2014/04	0	111	111
2014/05	0	186	186
2014/06	6	237	243
2014/07	203	184	387
2014/08	441	177	618
2014/09	731	182	913
2014/10	915	173	1 088
2014/11	1 130	141	1 271
2014/12	1 169	150	1 319
2014	4 595	1 622	6 217
2015/01	2 076	248	2 324
2015/02	2 320	283	2 603
2015/03	2 603	268	2 871
2015/04	2 793	297	3 090
2015/05	3 188	307	3 495
2015/06	3 256	264	3 520
2015	16 236	1 667	17 903

En vue de l'harmonisation des règles de préavis dans le cadre de la mise place d'un statut unique pour les ouvriers et les employés, un certain nombre d'ouvriers peuvent, depuis le 1^{er} janvier 2014 et sous certaines conditions, bénéficier d'une indemnité en compensation du licenciement. Cette indemnité est due aux travailleurs dont la durée du préavis est au moins en partie basée sur l'ancienneté acquise en tant qu'ouvrier avant 2014. Cette mesure remplace ainsi progressivement l'allocation de licenciement.

La différence entre le montant auquel le travailleur a droit en vertu du nouveau régime et le montant payé par l'employeur est octroyé par l'ONEM à titre d'indemnité en compensation du licenciement. Le paiement de celle-ci s'effectue par mois ou en une seule fois. Au cours du 2^{ème} trimestre 2015, 10 105 paiements ont été effectués dont 9 237 en plusieurs fois et 868 en une seule fois.

Evolution des 3 groupes d'allocataires

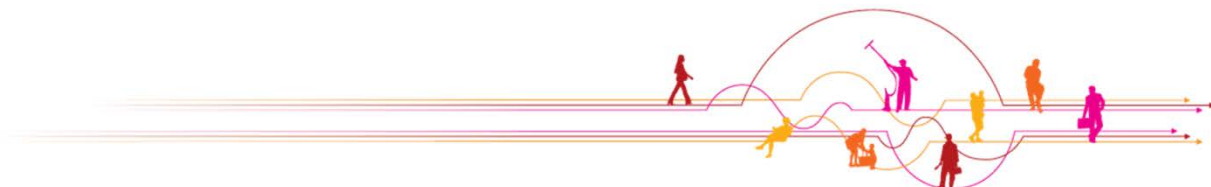


Tableau 34
Evolution globale des 3 groupes d'allocataires

	T2 2007	T2 2014	T2 2015	Evol. T2 2007 - T2 2015	Evol. T2 2014 - T2 2015
Chômeurs indemnisés et chômeurs avec complément d'entreprise	687 946	629 007	570 213	- 17,1 %	- 9,3 %
Demandeurs d'emploi	445 747	452 289	415 216	- 6,8 %	- 8,2 %
Non-demandeurs d'emploi	242 200	176 718	154 997	- 36,0 %	- 12,3 %
Travailleurs soutenus par l'ONEM	266 829	306 394	284 824	+ 6,7 %	- 7,0 %
Chômage temporaire & allocations assimilées	112 167	133 746	120 103	+ 7,1 %	- 10,2 %
Travailleurs à temps partiel	4 327	3 300	2 907	- 32,8 %	- 11,9 %
Mesures d'activation et de formation	49 777	52 757	43 933	- 11,7 %	- 16,7 %
	100 558	116 592	117 881	+ 17,2 %	+ 1,1 %
Travailleurs aménageant leur temps de travail	223 424	275 860	291 205	+ 30,3 %	+ 5,6 %
Crédit-temps	110 997	133 564	145 863	+ 31,4 %	+ 9,2 %
Interruption de carrière ordinaire	71 849	68 717	70 899	- 1,3 %	+ 3,2 %
Formes spécifiques	39 868	73 231	74 234	+ 86,2 %	+ 1,4 %
Prépension à mi-temps	710	348	209	- 70,5 %	- 39,9 %
Total des 3 groupes	1 178 199	1 211 262	1 146 243	- 2,7 %	- 5,4 %

Par rapport à T2 2007, le nombre total d'allocataires a diminué de 2,7 %. Le groupe des 'Chômeurs indemnisés et chômeurs avec complément d'entreprise' a aussi diminué : - 17,1 %. Au sein de ce groupe, le sous-groupe des non-demandeurs d'emploi a régressé de 36,0 %.

Les 2 autres grands groupes, par contre, ont donc connu une hausse. C'est le groupe des 'Travailleurs aménageant leur temps de travail' qui augmente le plus (+ 30,3 %). Au sein de ce groupe, ce sont les allocataires ayant recours aux 'Formes spécifiques' qui progressent le plus (+ 86,2 %), suivis des 'Travailleurs en crédit-temps' qui enregistrent aussi une hausse de 31,4 %. La prépension à mi-temps est de plus en plus proche de l'extinction : - 70,5 %. Durant le même intervalle, les interruptions de carrière ordinaires ont également décru (- 1,3 %).

Le groupe des 'Travailleurs soutenus par l'ONEM' a encore augmenté entre T2 2007 et T2 2015 : + 6,7 %. Dans ce groupe, ce sont surtout les allocataires bénéficiant des 'Mesures d'activation et de formation' qui ont le plus progressé (+ 17,2 %) suivis des allocataires en 'Chômage temporaire' : + 7,1 %.

Pour les 3 groupes considérés séparément, les variations entre T2 2014 et T2 2015 sont nettement moins marquées qu'entre T2 2007 et T2 2015. A l'inverse, tous groupes confondus, la baisse est plus forte entre T2 2014 et T2 2015 (- 5,4 %) qu'entre T2 2007 et T2 2015 (- 2,7 %). A un an d'intervalle, le groupe des 'Travailleurs aménageant leur temps de travail' est le seul à progresser encore : + 5,6 %. Au sein de ce groupe, c'est surtout le crédit-temps qui progresse (+ 9,2 %) et dans une moindre mesure, l'interruption de carrière ordinaire (+ 3,2 %) et les 'formes spécifiques' (+ 1,4 %).

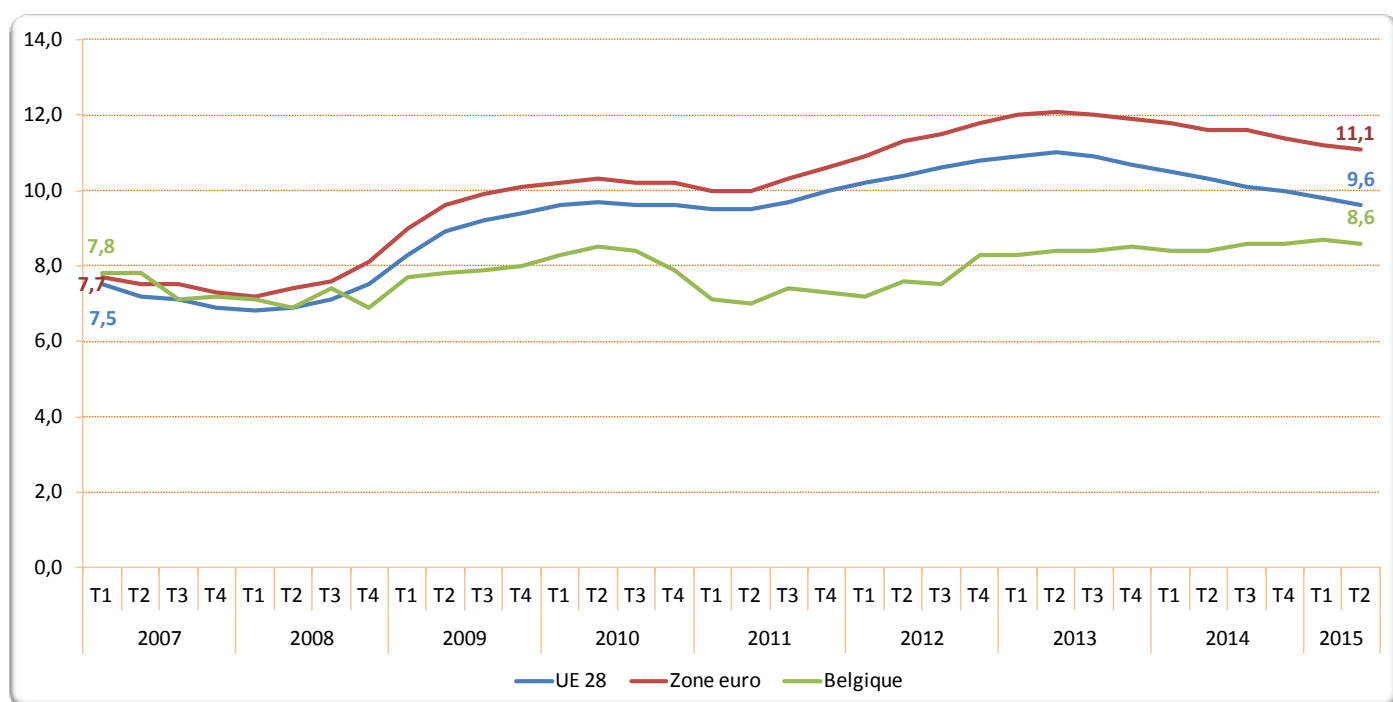
Comparaison internationale

10.1

Taux de chômage

Graphique 22

Evolution du taux de chômage harmonisé en Belgique et en Europe



Source : Eurostat – Taux de chômage harmonisés (15 à 74 ans) – séries EFT ajustées – données désaisonnalisées (une_rt_q)

Le taux de chômage en Belgique ne suit pas la même tendance que la moyenne européenne (Union européenne ou Zone euro). Par rapport à cette moyenne, le taux de chômage harmonisé en Belgique a moins augmenté pendant la crise de 2009 et a davantage diminué en 2010 et 2011. Il n'est reparti à la hausse qu'en 2012. La tendance à la baisse enregistrée au niveau européen depuis la seconde moitié de 2013 ne se retrouve pas en Belgique dans cette statistique harmonisée basée sur une enquête trimestrielle auprès d'un échantillon de la population.

Lorsque l'on compare le taux de chômage actuel (8,6 % en T2 2015) en Belgique à celui d'avant la crise (7,8 % en T1 2007), on note une progression de 0,8 point pourcent. Au cours de la même période, l'augmentation est beaucoup plus forte dans l'Union européenne et dans la Zone euro : respectivement + 2,1 et + 3,4 points pourcent.

10.2

Evolution de l'emploi

Tableau 35

Evolution de l'emploi en Belgique et en Europe

UE 28					Zone euro					Belgique				
2007	T1	216 759	143 008	4 348	2007	T1	100	100	100	2007	T1	100	100	100
	T2	220 072	145 183	4 345		T2	100	100	100		T2	100	100	100
	T3	222 592	146 671	4 385		T3	100	100	100		T3	100	100	100
	T4	221 886	146 410	4 443		T4	100	100	100		T4	100	100	100
	Année	220 327	145 318	4 380		Année	100	100	100		Année	100	100	100
2008	T1	220 830	145 613	4 450	2008	T1	102	102	102	2008	T1	102	102	102
	T2	223 008	146 806	4 414		T2	101	101	102		T2	101	101	102
	T3	224 701	147 814	4 465		T3	101	101	102		T3	101	101	102
	T4	222 798	146 637	4 455		T4	100	100	100		T4	100	100	100
	Année	222 834	146 717	4 446		Année	101	101	101		Année	101	101	101
2009	T1	218 601	143 714	4 418	2009	T1	101	100	102	2009	T1	101	100	102
	T2	219 303	144 066	4 396		T2	100	99	101		T2	100	99	101
	T3	219 444	143 781	4 415		T3	99	98	101		T3	99	98	101
	T4	218 297	143 555	4 454		T4	98	98	100		T4	98	98	100
	Année	218 911	143 779	4 421		Année	99	99	101		Année	99	99	101
2010	T1	214 716	141 942	4 470	2010	T1	99	99	103	2010	T1	99	99	103
	T2	217 062	142 989	4 443		T2	99	98	102		T2	99	98	102
	T3	218 281	143 473	4 488		T3	98	98	102		T3	98	98	102
	T4	217 152	143 202	4 554		T4	98	98	102		T4	98	98	102
	Année	216 803	142 901	4 489		Année	98	98	102		Année	98	98	102
2011	T1	214 506	141 180	4 454	2011	T1	99	99	102	2011	T1	99	99	102
	T2	216 783	142 788	4 544		T2	99	98	105		T2	99	98	105
	T3	217 363	142 923	4 489		T3	98	97	102		T3	98	97	102
	T4	216 190	142 261	4 551		T4	97	97	102		T4	97	97	102
	Année	216 211	142 288	4 509		Année	98	98	103		Année	98	98	103
2012	T1	213 794	140 555	4 502	2012	T1	99	98	104	2012	T1	99	98	104
	T2	216 114	141 726	4 525		T2	98	98	104		T2	98	98	104
	T3	217 334	142 196	4 536		T3	98	97	103		T3	98	97	103
	T4	215 783	141 128	4 533		T4	97	96	102		T4	97	96	102
	Année	215 756	141 401	4 524		Année	98	97	103		Année	98	97	103
2013	T1	212 943	139 380	4 487	2013	T1	98	97	103	2013	T1	98	97	103
	T2	215 561	140 868	4 549		T2	98	97	105		T2	98	97	105
	T3	216 944	141 456	4 559		T3	97	96	104		T3	97	96	104
	T4	216 147	140 889	4 526		T4	97	96	102		T4	97	96	102
	Année	215 398	140 648	4 530		Année	98	97	103		Année	98	97	103
2014	T1	215 357	140 355	4 506	2014	T1	99	98	104	2014	T1	99	98	104
	T2	218 161	142 093	4 544		T2	99	98	105		T2	99	98	105
	T3	220 202	143 050	4 549		T3	99	98	104		T3	99	98	104
	T4	219.448	142.767	4.575		T4	99	98	103		T4	99	98	103
	Année	218 292	142 066	4 544		Année	99	98	104		Année	99	98	104
2015	T1	217 880	141 804	4 558	2015	T1	101	99	105	2015	T1	101	99	105

Source : Eurostat - Emploi total de la population résidente (en milliers) - 15 ans et + - EFT (lfsq_egaps)

En moyenne, l'emploi belge se situe, en T1 2015, 5 % au-dessus du niveau de T1 2007. Même pendant la crise, l'emploi est demeuré en Belgique au-dessus ou au même niveau qu'en 2007.

Ce n'est pas le cas pour l'Union européenne et la Zone euro où il est en 2009 descendu en dessous du niveau de 2007. La Zone euro est restée jusqu'à ce jour en dessous de ce niveau (- 1 % en T1 2015). Ce n'est qu'en T1 2015 que pour la première fois depuis 2009, l'emploi dans l'Union européenne a dépassé le niveau d'avant la crise : + 1 % par rapport à T1 2007.

En T1 2015, à un an d'intervalle, l'emploi a augmenté de 1,2% en Belgique. Cette augmentation est comparable à celle de la Zone euro (+ 1,0%) et de l'UE des 28 (+ 1,2%).

11

Evolution sur 10 ans

11.1

Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi

Tableau 36

Evolution sur 10 ans des CCI-DE par classe d'âge/durée et ratio par rapport à la population active

T2	Par âge				Par durée + âge: 2 ans et +		Total		Ratio (A) / pop. Active
	< 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	50 ans et +*	< 50 a.	50 +	(A)	y compris disp.50-59*	
2006	67 383	315 682	90 869	163 689	189 051	65 052	473 934	546 754	10,2 %
2007	61 332	284 715	99 700	159 183	163 494	75 985	445 747	505 230	9,4 %
2008	56 209	256 212	101 656	151 088	136 459	78 967	414 077	463 509	8,6 %
2009	64 622	275 557	109 174	147 864	124 984	81 050	449 353	488 043	9,3 %
2010	63 420	277 018	116 473	145 492	122 439	85 304	456 911	485 930	9,3 %
2011	55 946	262 044	117 924	141 623	122 114	87 023	435 915	459 614	9,0 %
2012	52 746	262 778	118 222	138 617	117 124	87 058	433 746	454 141	8,8 %
2013	57 193	273 905	119 690	138 694	115 625	85 553	450 788	469 792	9,0 %
2014	52 721	270 379	129 189	136 911	109 288	91 862	452 289	460 011	9,1 %
2015	43 020	241 074	131 122	132 916	95 392	95 029	415 216	417 010	8,3 %

Tableau 37

Classement des 10 années des CCI-DE

T2	Par âge				Par durée + âge: 2 ans et +		Total		Ratio (A) / pop. Active
	< 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et +	50 ans et +*	< 50 a.	50 +	(A)	y compris disp.50-59*	
1	2015	2015	2006	2015	2015	2006	2008	2015	2015
2	2014	2008	2007	2014	2014	2007	2015	2012	2008
3	2012	2011	2008	2012	2013	2008	2012	2011	2012
4	2011	2012	2009	2013	2012	2009	2011	2014	2011
5	2008	2014	2010	2011	2011	2010	2007	2008	2013
6	2013	2013	2011	2010	2010	2013	2009	2013	2014
7	2007	2009	2012	2009	2009	2011	2013	2010	2010
8	2010	2010	2013	2008	2008	2012	2014	2009	2009
9	2009	2007	2014	2007	2007	2014	2010	2007	2007
10	2006	2006	2015	2006	2006	2015	2006	2006	2006

* A réglementation constante c-à-d y compris les 50 à 59 ans dispensés.

Le Tableau 36 retrace l'évolution du nombre moyen de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI-DE) au cours du 2^{ème} trimestre de 2006 à 2015. Les totaux (A) sont ventilés selon la classe d'âge et le chômage de longue durée et les ratios sont calculés par rapport à la population active.

Le 2^{ème} trimestre 2015 se classe en 1^{ère} position chez les moins de 25 ans et les 25 à 49 ans. Une partie de la diminution observée entre T2 2014 et T2 2015 résulte des fins de droit aux allocations d'insertion.

Quant au nombre de chômeurs de 50 ans et plus, son évolution se caractérise sur l'ensemble de la période par une hausse continue.

Pour mémoire, la hausse continue déjà observée antérieurement s'explique par le changement de la réglementation en 2002. Auparavant, la majorité des chômeurs âgés de 50 à 59 ans n'apparaissaient pas dans les statistiques des demandeurs d'emploi : ils pouvaient, en effet, être dispensés d'inscription comme demandeur d'emploi (IDE). L'âge pour obtenir cette dispense est passé progressivement de 50 à 58 ans entre 2002 et 2012 et a été porté à 60 ans début 2013. Ce dernier changement réglementaire explique d'ailleurs la hausse récente observée depuis 2013. Depuis le 1^{er} janvier 2015, des restrictions ont été prévues quant à la possibilité de demander une dispense d'inscription comme demandeur d'emploi pour les nouveaux entrants âgés de 60 ans ou plus.

Si on neutralise ces changements réglementaires en intégrant également, dans les statistiques des demandeurs d'emploi, les chômeurs âgés de 50 à 59 ans dispensés d'inscription comme demandeurs d'emploi, l'année 2015 arrive également en première position dans cette classe d'âge. Pour le ratio par rapport à la population active, l'année 2015 se classe également en 1^{ère} position sur une période de 10 ans (8,3 %).

11.2

Les chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi

Tableau 38

Evolution sur 10 ans des CCI-NDE (4 statuts) et ratio par rapport à la population active étendue

T2	Chômeurs âgés dispensés sur la base d'un travail à temps plein	Chômeurs dispensés pour raisons sociales ou familiales	Admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire	Non demandeurs d'emploi bénéficiaires d'un complément d'entreprise	Total (B)	Ratio (B) / pop. act. étendue
2006	116 457	9 019	9 185	110 649	245 309	5,0 %
2007	108 729	10 834	9 187	113 450	242 200	4,9 %
2008	101 582	11 195	8 913	113 949	235 639	4,6 %
2009	95 074	10 824	8 706	114 929	229 533	4,6 %
2010	89 455	10 004	8 683	117 699	225 841	4,4 %
2011	83 392	9 096	8 299	115 804	216 591	4,3 %
2012	77 073	8 470	7 982	111 249	204 774	4,0 %
2013	72 253	7 747	7 696	107 392	195 088	3,8 %
2014	59 696	7 076	6 932	103 015	176 718	3,4 %
2015	49 814	2 131	5 997	97 054	154 997	3,0 %

Tableau 39

Classement des 10 années des CCI-NDE (4 statuts)

T2	Chômeurs âgés dispensés sur la base d'un travail à temps plein	Chômeurs dispensés pour raisons sociales ou familiales	Admis sur la base d'un travail à temps partiel volontaire	Non demandeurs d'emploi bénéficiaires d'un complément d'entreprise	Total (B)	Ratio (B) / pop. act. étendue
1	2015	2015	2015	2015	2015	2015
2	2014	2014	2014	2014	2014	2014
3	2013	2013	2013	2013	2013	2013
4	2012	2012	2012	2006	2012	2012
5	2011	2006	2011	2012	2011	2011
6	2010	2011	2010	2007	2010	2010
7	2009	2010	2009	2008	2009	2009
8	2008	2009	2008	2009	2008	2008
9	2007	2007	2006	2011	2007	2007
10	2006	2008	2007	2010	2006	2006

L'analyse du nombre (B) de chômeurs complets indemnisés non demandeurs d'emploi (CCI-NDE) sur la même période c-à-d de 2006 à 2015 fait apparaître que l'année 2015 occupe la 1^{ère} place pour chacun des 4 statuts (chômeurs âgés dispensés, dispensés pour raisons sociales et familiales, travailleurs à temps partiel volontaires dispensés et chômeurs avec complément d'entreprise dispensés) de même que pour le ratio par rapport à la population active étendue. Depuis 2006, le nombre de CCI-NDE diminue sensiblement et principalement pour les raisons citées au point précédent concernant les chômeurs âgés de 50 ans et plus. Leur part au sein de la population active étendue se réduit à 3,0 % alors qu'elle était encore de 5,0 % en 2006. La baisse du nombre de dispensés pour raisons sociales et familiales résulte des modifications réglementaires apportées à ce dispositif à partir de 2015.

11.3

Les chômeurs complets indemnisés dans leur ensemble (DE et non-DE)

Tableau 40

Evolution sur 10 ans des CCI (DE et non-DE) et ratio par rapport à la population active étendue

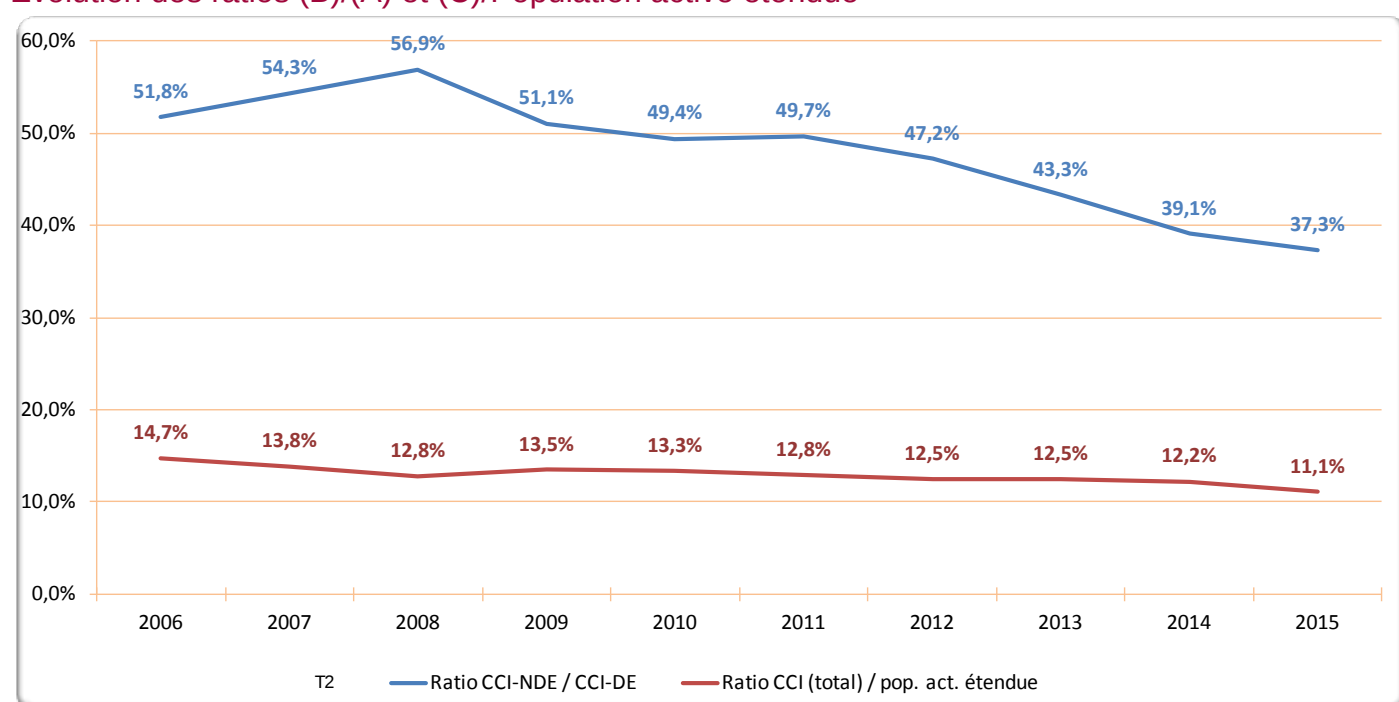
T2	CCI-DE (A)		CCI-NDE (B)		(C) = (A) + (B) 100%	Ratio (B) / (A)	Ratio (C) / pop. act. étendue
	Nombre	%	Nombre	%			
2006	473 934	65,9 %	245 309	34,1 %	719 243	51,8 %	14,7 %
2007	445 747	64,8 %	242 200	35,2 %	687 946	54,3 %	13,8 %
2008	414 077	63,7 %	235 639	36,3 %	649 716	56,9 %	12,8 %
2009	449 353	66,2 %	229 533	33,8 %	678 886	51,1 %	13,5 %
2010	456 911	66,9 %	225 841	33,1 %	682 752	49,4 %	13,3 %
2011	435 915	66,8 %	216 591	33,2 %	652 506	49,7 %	12,8 %
2012	433 746	67,9 %	204 774	32,1 %	638 520	47,2 %	12,5 %
2013	450 788	69,8 %	195 088	30,2 %	645 876	43,3 %	12,5 %
2014	452 289	71,9 %	176 718	28,1 %	629 007	39,1 %	12,2 %
2015	415 216	72,8 %	154 997	27,2 %	570 213	37,3 %	11,1 %

Le Tableau 40 présente une vue synthétique de l'ensemble des 2 groupes analysés précédemment et met l'accent sur le poids respectif de chaque groupe l'un par rapport à l'autre. En chiffres absolus, le nombre total (C) de CCI demandeurs et non-demandeurs d'emploi indemnisés (CCI-DE + CCI-NDE) a diminué entre T2 2006 et T2 2015 passant de 719 243 à 570 213 unités. L'évolution du ratio de C par rapport à la population active étendue suit également le même trend baissier : de 14,7 % en 2006 à 11,1 % en 2015.

Le ratio (B)/(A) comme indice du poids de chaque groupe l'un par rapport à l'autre affiche globalement une baisse constante du nombre de non-demandeurs d'emploi par rapport au nombre de demandeurs d'emploi : de 51,8 % en 2006 à 37,3 % en 2015. Le Graphique 23 décrit l'évolution au cours du temps des 2 ratios l'un par rapport à l'autre.

Graphique 23

Evolution des ratios (B)/(A) et (C)/Population active étendue



11.4

Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés

Tableau 41

Evolution sur 10 ans des demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés par forme d'inscription

T2	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement	Total (D)	Ratio (D) / pop. Active
2006	28 953	31 766	43 861	104 580	2,2 %
2007	26 807	31 016	33 421	91 244	1,9 %
2008	25 666	32 697	34 049	92 411	1,9 %
2009	28 901	31 219	41 049	101 170	2,1 %
2010	29 648	34 397	45 945	109 989	2,2 %
2011	27 920	36 212	48 323	112 454	2,3 %
2012	36 474	36 810	50 275	123 560	2,5 %
2013	37 394	38 035	55 675	131 103	2,6 %
2014	35 414	40 930	59 638	135 982	2,7 %
2015	36 474	48 493	66 973	151 940	3,0 %

Sources: services régionaux de l'emploi et calculs ONEM

Tableau 42

Classement des 10 années des demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés (3 statuts)

T2	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement	Total (D)	Ratio (D) / pop. Active
1	2008	2007	2007	2007	2008
2	2007	2009	2008	2008	2007
3	2011	2006	2009	2009	2009
4	2009	2008	2006	2006	2010
5	2006	2010	2010	2010	2006
6	2010	2011	2011	2011	2011
7	2014	2012	2012	2012	2012
8	2015	2013	2013	2013	2013
9	2012	2014	2014	2014	2014
10	2013	2015	2015	2015	2015

Source : services régionaux de l'emploi et calculs ONEM

Pour être complet, il faut aussi rappeler qu'un certain nombre de demandeurs d'emploi inoccupés ne sont pas indemnisés par l'assurance-chômage. L'ensemble des demandeurs d'emploi se subdivise en effet en 2 catégories selon qu'ils sont occupés ou inoccupés. Or, certains demandeurs d'emploi inoccupés ne sont pas indemnisés. Les tableaux ci-dessus rassemblent des données relatives aux demandeurs d'emploi inoccupés non-indemnisés ; ces données sont collectées auprès des services régionaux de l'emploi et rassemblées par l'ONEM.

Il s'agit des jeunes qui sortent des études et effectuent un stage d'insertion ainsi que des demandeurs d'emploi inoccupés inscrits obligatoirement ou librement. Parmi les inscrits obligatoirement figurent les chômeurs sanctionnés, les demandeurs d'emploi à charge des CPAS ou reconnus comme handicapés par le SPF Sécurité Sociale. Parmi les demandeurs d'emploi inscrits librement et non indemnisés, on retrouve bon nombre de demandeurs d'emploi inoccupés de nationalité étrangère qui s'inscrivent pour accéder au marché de l'emploi belge mais qui n'ont pas (encore) droit aux allocations de chômage.

L'évolution du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés lors du 2^{ème} trimestre entre 2006 et 2015 est détaillée dans le Tableau 41. L'augmentation observée entre 2014 et 2015 résulte principalement des fins de droit aux allocations d'insertion. Une partie des chômeurs arrivés en fin de droit sont repris dans les demandeurs d'emploi obligatoirement inscrits car ils bénéficient d'allocations du CPAS ; d'autres ont décidé librement de rester inscrits comme demandeurs d'emploi.

11.5

Les chômeurs temporaires

Tableau 43

Evolution globale sur 10 ans des chômeurs temporaires et classement par année

T2	Unités physiques		Unités budgétaires	
1	2007	112 167	2015	24 632
2	2006	118 590	2007	27 452
3	2015	120 103	2008	28 539
4	2008	120 958	2014	28 781
5	2011	129 912	2006	30 531
6	2014	133 746	2011	31 070
7	2012	157 626	2012	35 862
8	2010	167 749	2013	41 020
9	2013	178 953	2010	43 029
10	2009	228 931	2009	63 828

L'évolution du chômage temporaire en unités physiques montre que le 2^{ème} trimestre 2015 occupe la 3^{ème} place. En unités budgétaires, le 2^{ème} trimestre 2015 se situe en 1^{ère} position.

